

# RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, par rapport aux deux exercices antérieurs. Le présent rapport de gestion, daté du 4 décembre 2013, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels de 2013 et les notes annexes. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2013, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

## Table des matières

<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	<b>11</b>	Services aux investisseurs et trésorerie	37	Risque de marché	70
Faits saillants financiers et autres	11	Marchés des Capitaux	39	Gestion des liquidités et du financement	76
Aperçu de la Banque Royale	12	Services de soutien généraux	43	Risque d'assurance	86
Vision et objectifs stratégiques	12	<b>Information financière trimestrielle</b>	<b>43</b>	Risque lié à l'environnement réglementaire	86
Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives	13	Rendement au quatrième trimestre de 2013	43	Risque opérationnel	87
<b>Principaux événements de 2013</b>	<b>14</b>	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	44	Risque stratégique	87
<b>Rendement financier</b>	<b>15</b>	<b>Résultats par secteur géographique</b>	<b>46</b>	Risque lié à la réputation	87
Vue d'ensemble	15	Situation financière	47	Risque lié à la concurrence	88
<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	<b>19</b>	Bilans résumés	47	<b>Aperçu d'autres risques</b>	<b>88</b>
Résultats par secteur d'exploitation	19	Arrangements hors bilan	48	<b>Gestion du capital</b>	<b>90</b>
Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	19	<b>Gestion du risque</b>	<b>51</b>	<b>Information financière supplémentaire</b>	<b>100</b>
Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	20	Vue d'ensemble	51	Risques liés à certains instruments financiers	100
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	23	Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	51	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>	<b>101</b>
Gestion de patrimoine	29	Risques principaux et risques émergents	51	<b>Transactions entre parties liées</b>	<b>106</b>
Assurances	34	Gestion du risque d'entreprise	54	<b>Renseignements supplémentaires</b>	<b>107</b>
		Risque de crédit	59		
		Rendement au chapitre de la qualité du crédit	68		

**AZ** Se reporter à notre glossaire pour obtenir les définitions de termes utilisés dans le présent document.

## Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport annuel 2013, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque lié à l'assurance, les risques liés à l'environnement réglementaire, aux activités opérationnelles, aux stratégies, à la réputation, et à la concurrence, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques; l'incidence des réformes réglementaires y compris celles ayant trait aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, à la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) aux États-Unis et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information et aux médias sociaux; ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport annuel 2013 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	2013	2012	2011	2013 par rapport à 2012 Augmentation (diminution)	
<b>Activités poursuivies</b>					
Total des revenus	30 867 \$	29 772 \$	27 638 \$	1 095 \$	3,7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 239	1 301	1 133	(62)	(4,8)%
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 784	3 621	3 358	(837)	(23,1)%
Frais autres que d'intérêt	16 227	15 160	14 167	1 067	7,0 %
Bénéfice net avant impôt	10 617	9 690	8 980	927	9,6 %
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>8 429</b>	<b>7 590</b>	<b>6 970</b>	<b>839</b>	<b>11,1 %</b>
<b>Perte nette liée aux activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>(51)</b>	<b>(526)</b>	<b>51</b>	<b>n.s.</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>8 429 \$</b>	<b>7 539 \$</b>	<b>6 444 \$</b>	<b>890 \$</b>	<b>11,8 %</b>
<b>Secteurs – bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 438 \$	4 088 \$	3 740 \$	350 \$	8,6 %
Gestion de patrimoine	899	763	811	136	17,8 %
Assurances	597	714	600	(117)	(16,4)%
Services aux investisseurs et trésorerie	343	85	230	258	303,5 %
Marchés des Capitaux	1 710	1 581	1 292	129	8,2 %
Services de soutien généraux	442	359	297	83	23,1 %
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>8 429 \$</b>	<b>7 590 \$</b>	<b>6 970 \$</b>	<b>839 \$</b>	<b>11,1 %</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	5,60 \$	4,98 \$	4,25 \$	0,62 \$	12,4 %
– dilué	5,54	4,93	4,19	0,61	12,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,4 %	19,3 %	18,7 %	n.s.	10 bps
<b>Données financières sommaires liées aux activités poursuivies</b>					
Bénéfice par action – de base	5,60 \$	5,01 \$	4,62 \$	0,59 \$	11,8 %
– dilué	5,54	4,96	4,55	0,58	11,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,4 %	19,5 %	20,3 %	n.s.	(10) bps
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,31 %	0,35 %	0,33 %	n.s.	(4) bps
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,52 %	0,58 %	0,65 %	n.s.	(6) bps
<b>Ratios de capital et coefficients (3)</b>					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (3)	9,6 %	s.o. (3)	s.o. (3)	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie (3)	11,7 %	13,1 %	13,3 %	s.o.	s.o.
Ratio du capital total (3)	14,0 %	15,1 %	15,3 %	s.o.	s.o.
Coefficient actif-capital (3), (4)	16,6 X	16,7 X	16,1 X	s.o.	s.o.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Total de l'actif	860 819 \$	825 100 \$	793 833 \$	35 719 \$	4,3 %
Valeurs mobilières	182 718	161 611	167 022	21 107	13,1 %
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	408 666	378 244	347 530	30 422	8,0 %
Actifs liés aux dérivés	74 822	91 293	99 650	(16 471)	(18,0)%
Dépôts	558 480	508 219	479 102	50 261	9,9 %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43 939	39 453	34 889	4 486	11,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	41 650	37 150	32 600	4 500	12,1 %
Actif pondéré en fonction du risque (3)	318 981	280 609	267 780	n.s.	n.s.
Biens sous gestion	391 100	343 000	308 700	48 100	14,0 %
Biens administrés (5)	4 050 900	3 653 300	3 446 400	397 600	10,9 %
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 443 735	1 442 167	1 430 722	1 568	0,1 %
– moyenne (diluée)	1 466 529	1 468 287	1 471 493	(1 758)	(0,1)%
– à la fin	1 441 056	1 445 303	1 438 376	(4 247)	(0,3)%
Dividendes déclarés par action ordinaire	2,53 \$	2,28 \$	2,08 \$	0,25 \$	11,0 %
Rendement de l'action (6)	4,0 %	4,5 %	3,9 %	n.s.	(50) bps
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX)	70,02 \$	56,94 \$	48,62 \$	13,08 \$	23,0 %
Capitalisation boursière (TSX)	100 903	82 296	69 934	18 607	22,6 %
<b>Renseignements généraux liés aux activités poursuivies</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 247	74 377	68 480	(130)	(0,2)%
Nombre de succursales	1 372	1 361	1 338	11	0,8 %
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 973	5 065	4 626	(92)	(1,8)%
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,977 \$	0,997 \$	1,015 \$	(0,020)\$	(2,0)%
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,959 \$	1,001 \$	1,003 \$	(0,042)\$	(4,2)%

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital de la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Dans le rapport de gestion, les montants comparatifs au titre des ratios de capital et des coefficients pour 2011 ont été déterminés selon les PCGR du Canada. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est sans objet (s.o.) pour les périodes précédentes, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2013. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.
- (4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.
- (5) Comprend les biens administrés par les Services aux investisseurs et un montant de 32,6 milliards de dollars (38,4 milliards en 2012; 36,0 milliards en 2011) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.
- (6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- n.s. non significatif  
s.o. sans objet

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons environ 79 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 44 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Nos secteurs d'exploitation sont décrits ci-dessous.

Le secteur **Services bancaires aux particuliers et aux entreprises** regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi que certains services de placement au Canada, dans les Antilles et aux États-Unis.

Le secteur **Gestion de patrimoine** offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé à partir de nos bureaux situés dans les principaux centres financiers principalement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe continentale et en Asie, avec une gamme complète de solutions de placement, de services de fiducie, de services bancaires, de solutions en matière de crédit et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également des produits et services de gestion d'actifs directement aux institutions et aux particuliers ainsi que par l'intermédiaire des réseaux de distribution de RBC et de tiers distributeurs.

Le secteur **Assurances** offre des produits et services d'assurance par l'entremise de nos propres réseaux, qui se composent de l'équipe de vente sur le terrain, qui comprend les succursales de vente au détail d'assurance et les représentants, les centres d'appels et les services en ligne, ainsi que par l'entremise de conseillers indépendants en assurance et de relations d'affinité au Canada. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités de réassurance à l'échelle mondiale.

Le secteur **Services aux investisseurs et trésorerie** répond aux besoins des investisseurs institutionnels et il offre des services de garde, des services-conseils, des services de financement et d'autres services à ses clients dans le but de les aider à protéger leurs actifs, à maximiser leurs liquidités et à gérer le risque dans plusieurs pays. Nous offrons également des services de gestion des liquidités et du financement à l'entreprise.

Le secteur **Marchés des Capitaux** fournit un vaste choix de produits et services aux sociétés ouvertes et aux sociétés fermées, aux investisseurs institutionnels, aux gouvernements et aux banques centrales. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et de services, qui comprennent des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, des services de montage de titres de participation et de prêts, des services de distribution, ainsi que des services de structuration et de négociation. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous bénéficions de capacités diversifiées dans des secteurs d'expertise clés tels que l'énergie, les mines et les infrastructures.

Le secteur Services de soutien généraux fournit des services de soutien à nos secteurs d'exploitation, et il comprend les groupes Technologie et Exploitation et Fonctions. Le groupe Technologie et Exploitation fournit l'infrastructure technologique et d'exploitation conçue pour assurer la prestation efficace de produits et de services à nos clients. Le groupe Fonctions regroupe les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, d'audit interne et d'autres fonctions générales.

Le tableau ci-dessous présente nos secteurs d'exploitation et leurs secteurs d'activité respectifs :

#### BANQUE ROYALE DU CANADA

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux
<ul style="list-style-type: none"> <li>Services bancaires canadiens</li> <li>Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion de patrimoine – Canada</li> <li>Gestion de patrimoine – États-Unis et International</li> <li>Gestion mondiale d'actifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurances – Canada</li> <li>Assurances – International</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement</li> <li>Marchés Mondiaux</li> <li>Autres</li> </ul>
<b>Services de soutien généraux</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Technologie et Exploitation</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonctions</li> </ul>	

#### Vision et objectifs stratégiques

Nos stratégies et nos activités commerciales sont guidées par notre vision consistant à **Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients**. Nos objectifs stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, être le chef de file incontesté en matière de prestation de services financiers.
- À l'échelle mondiale, être un chef de file en matière de prestation de solutions liées aux marchés des capitaux, aux investisseurs et à la gestion de patrimoine.
- Dans des marchés cibles, être un chef de file en matière de prestation de services financiers choisis reposant sur nos forces principales.

Se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation pour les progrès réalisés en 2013 relativement à nos stratégies commerciales et à nos objectifs stratégiques.

**Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives – Données en date du 4 décembre 2013****Canada**

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne pour l'année civile 2013 est de 1,7 %, soit un taux inférieur à la croissance estimative de 2,4 % que nous avons prévue le 28 novembre 2012. La croissance continue d'être tributaire des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises, mais est atténuée par la baisse des exportations nettes. Le taux de chômage a diminué et était de 6,9 % en octobre 2013, en raison de l'amélioration des marchés du travail au cours de l'année. Les activités sur le marché de l'habitation continuent de bénéficier de ces tendances favorables au chapitre de l'emploi et du maintien de faibles taux d'intérêt. Bien que l'économie canadienne affiche une croissance modérée, les préoccupations relatives aux perspectives concernant les exportations et le maintien d'un contexte de faible inflation ont incité la Banque du Canada à maintenir son taux de financement à un jour à 1 % en octobre 2013.

Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 2,6 %, en raison du solide niveau des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises, ainsi que de l'amélioration de la demande mondiale liée aux exportations. Compte tenu du maintien d'un contexte de faible inflation et des facteurs qui limitent la croissance de la demande mondiale visant les exportations canadiennes, nous ne nous attendons pas à ce que la Banque du Canada modifie le taux de financement à un jour, qui est de 1 % à l'heure actuelle, avant le deuxième trimestre de 2015.

**États-Unis**

Nous prévoyons un taux de croissance estimatif de l'économie américaine pour l'année civile 2013 de 1,7 %, soit un taux inférieur à la croissance estimative de 2,3 % que nous avons prévue le 28 novembre 2012. Le niveau modéré des dépenses de consommation et l'amélioration du marché de l'habitation ont largement neutralisé la baisse des dépenses des gouvernements et continuent de soutenir une croissance modérée de l'économie. L'incidence, sur l'économie, de la paralysie partielle ayant touché le gouvernement fédéral en octobre 2013 ne devrait pas être importante. La reprise se poursuit en ce qui a trait aux investissements effectués par les entreprises et le taux de chômage a diminué, pour s'établir à 7,3 % en octobre 2013. Afin de stimuler l'économie, la Réserve fédérale a maintenu les taux d'intérêt à de faibles niveaux, et elle a maintenu le niveau de ses achats d'actifs mensuels, même si les marchés s'attendaient à une réduction de ce programme en 2013.

Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,7 %, en raison du niveau élevé des dépenses de consommation et des activités sur le marché de l'habitation, ainsi que des investissements à la hausse effectués par les entreprises. L'incidence, sur la confiance des consommateurs, de l'incapacité du gouvernement à mener à terme les négociations visant la dette pourrait donner lieu à une réduction des dépenses à court terme. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale réduise ses achats d'actifs mensuels à compter de mars 2014 et à ce qu'elle cesse d'acheter des actifs d'ici la fin de 2014, lorsque les conditions sur le marché du travail et le taux d'inflation se situeront près des niveaux cibles de la Réserve fédérale.

**Europe**

Le taux de croissance estimatif dans la zone euro pour l'année civile 2013 devrait se traduire par une contraction d'environ (0,4) %, soit un taux inférieur à la croissance de 0,1 % que nous avons prévue le 28 novembre 2012. La zone euro est sortie de la récession au deuxième trimestre de 2013, mais l'économie continue de subir l'incidence des mesures d'austérité budgétaire et de l'accès limité au financement. Le taux de chômage s'est stabilisé et s'élevait à 12,1 % en octobre, résultat qui démontre une amélioration limitée des marchés du travail. La Banque centrale européenne (BCE) poursuit ses mesures de relance de l'économie dans la zone euro et elle a réduit le taux d'intérêt de 25 points de base en mai 2013, le ramenant à 0,50 %, puis de 25 points de base en novembre 2013, le ramenant à 0,25 %.

Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie dans la zone euro de 1,0 %, en raison du maintien des mesures prises par la BCE. Nous nous attendons à ce que la BCE maintienne de faibles taux d'intérêt en 2014, de manière à atténuer l'incidence des mesures d'austérité budgétaire continues et à encourager la demande de crédit.

**Marchés financiers**

Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont affiché une amélioration graduelle au cours de 2013, en raison de la croissance modeste de l'économie dans ces deux pays et du maintien d'une politique monétaire expansionniste par la Banque du Canada et la Réserve fédérale. Les taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada et aux États-Unis ont augmenté de mai à septembre 2013, après avoir connu une période de faibles taux historiques, car les marchés s'attendaient à une réduction du programme d'achats d'actifs mensuels de la Réserve fédérale. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés aux États-Unis, qui étaient demeurés faibles pendant presque toute l'année, ont commencé à s'élargir au deuxième semestre de 2013. Les marchés des actions se sont améliorés au cours de l'année, malgré les incertitudes concernant l'issue des efforts déployés par le gouvernement américain afin d'éviter d'atteindre le plafond de la dette. Malgré les incertitudes continues liées aux marchés financiers mondiaux, de légers signes d'amélioration ont été notés en 2013.

Les prédictions et les prévisions présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses s'avèrent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer considérablement des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Pour plus de détails sur les facteurs de risque liés à la conjoncture économique générale et aux conditions du marché qui pourraient avoir une incidence sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Aperçu d'autres risques.

**Contexte réglementaire**

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, en identifiant et en cherchant à atténuer toute répercussion défavorable d'ordre commercial ou économique susceptible de découler des multiples réformes réglementaires à l'échelle mondiale. Ces faits nouveaux comprennent les interdictions visant les activités de négociation pour compte propre et certains investissements dans des fonds de couverture et d'autres fonds de placement (la règle Volcker) aux termes de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis (loi Dodd-Frank), les règles proposées par la Réserve fédérale concernant une supervision renforcée des banques étrangères, et d'autres initiatives s'inscrivant dans le cadre de la loi Dodd-Frank; des modifications aux règles visant le capital et les liquidités en vertu des normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (accord de Bâle III); la réforme concernant les dérivés hors cote; la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) aux États-Unis; la divulgation accrue des renseignements recommandée par le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du Conseil de stabilité financière; ainsi que d'autres réformes.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents. Pour des renseignements détaillés sur notre cadre de gestion des risques et sur les activités mises en œuvre pour gérer les risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital.

## Établissement et évaluation de notre réussite au moyen du rendement total pour les actionnaires

Nous visons à maximiser le rendement total pour les actionnaires par l'atteinte d'un rendement quartile supérieur à moyen terme (de 3 à 5 ans), ce qui à notre avis reflète notre point de vue à plus long terme sur l'atteinte d'un rendement financier solide et constant.

L'optimisation du rendement total pour les actionnaires s'aligne sur nos trois objectifs stratégiques, et nous sommes d'avis qu'il représente la mesure la plus appropriée de la création de valeur pour les actionnaires. Le rendement total pour les actionnaires est une notion utilisée pour comparer le rendement de nos actions ordinaires sur une période donnée et tient compte de l'appréciation du prix des actions et des dividendes versés aux actionnaires ordinaires. La valeur absolue du rendement total pour les actionnaires fluctue en fonction de la conjoncture des marchés, et le rendement relatif reflète la perception du marché à l'égard de notre rendement global par rapport au rendement de notre groupe d'entreprises homologues sur une période donnée.

Les objectifs en matière de rendement financier servent à évaluer les progrès réalisés par rapport à nos objectifs à moyen terme visant le rendement total pour les actionnaires. Nous revoyons et révisons ces objectifs en matière de rendement financier de manière à ce qu'ils reflètent l'évolution constante de l'économie, des marchés et du contexte réglementaire. Nous prêtons une attention particulière aux objectifs à moyen terme aux fins de la prise de décisions, car nous sommes d'avis que nous serons bien positionnés pour assurer une croissance durable du bénéfice et de solides rendements pour nos actionnaires ordinaires.

Nous avons obtenu des résultats favorables par rapport à tous nos objectifs en matière de rendement en 2013. Le tableau suivant présente un sommaire de notre rendement par rapport à nos objectifs en matière de rendement financier en 2013 :

Objectifs en matière de rendement financier	Résultats de 2013	Objectifs atteints
Croissance du bénéfice dilué par action de 7 % +	12,4 %	✓
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18 % +	19,4 %	✓
Ratios de capital élevés (capitaux propres ordinaires de première catégorie) (1)	9,6 %	✓
Ratio de distribution de 40 % à 50 %	45 %	✓

(1) Pour une analyse plus détaillée du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Pour 2014, nos objectifs en matière de rendement financier demeureront inchangés.

## Objectifs à moyen terme – Rendement total pour les actionnaires sur trois et cinq ans par rapport à la moyenne du groupe d'entreprises homologues

	Rendement total pour les actionnaires sur trois ans (1)	Rendement total pour les actionnaires sur cinq ans (1)
Banque Royale du Canada	13 %	13 %
	Deuxième quartile	Deuxième quartile
Moyenne du groupe d'entreprises homologues (excluant RBC) (2)	11 %	9 %

(1) La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans est calculée en fonction de la somme de la plus-value de nos actions ordinaires et des dividendes réinvestis pour la période allant du 31 octobre 2010 au 31 octobre 2013 et pour la période allant du 31 octobre 2008 au 31 octobre 2013, respectivement, selon les données publiées par Bloomberg L.P.

(2) Nous comparons notre rendement total pour les actionnaires à celui d'un groupe mondial d'entreprises homologues approuvé par notre conseil et se composant de 20 institutions financières, dont sept grandes institutions financières canadiennes en nous excluant (Banque de Montréal, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Société Financière Manuvie, Banque Nationale du Canada, Corporation Financière Power, La Banque de Nouvelle-Écosse et La Banque Toronto-Dominion), cinq institutions financières américaines (Bank of America Corporation, JPMorgan Chase & Co., The Bank of New York Mellon Corporation, U.S. Bancorp et Wells Fargo & Company), cinq institutions financières européennes (Banco Bilbao Vizcaya Argentaria Group (BBVA), Barclays PLC, BNP Paribas, Credit Suisse Group AG et Deutsche Bank Group) et deux institutions financières australiennes (National Australia Bank et Westpac Banking Corporation).

La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans se chiffre à 13 %, soit un résultat qui se situe dans le deuxième quartile de notre groupe d'entreprises homologues mondiales pour les deux périodes. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans pour notre groupe d'entreprises homologues mondiales s'est établie à 11 % et à 9 %, respectivement.

## Information sur les actions ordinaires et sur les dividendes

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013	2013	2012	2011	2010	2009
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	70,02 \$	56,94 \$	48,62 \$	54,39 \$	54,80 \$
Dividendes versés par action	2,46	2,22	2,04	2,00	2,00
Augmentation (diminution) du cours de l'action	23,0 %	17,1 %	(10,6)%	(0,7)%	17,0 %
Rendement total pour les actionnaires	28,0 %	22,0 %	(6,7)%	2,9 %	22,7 %

## Principaux événements de 2013

### Activités de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc. (Ally Canada)

Le 1<sup>er</sup> février 2013, nous avons conclu l'acquisition d'Ally Canada, pour une contrepartie en espèces de 3,7 milliards de dollars. Les activités d'Ally Canada fournissent des services financiers, y compris le financement des stocks, directement aux concessionnaires automobiles et elles offrent également du financement aux consommateurs par l'intermédiaire des concessions. Cette acquisition nous permet d'accroître l'envergure de nos activités actuelles de financement automobile aux particuliers et aux entreprises. Pour plus de détails, se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

**2013 par rapport à 2012**

Le bénéfice net s'est établi à 8 429 millions de dollars, soit une hausse de 890 millions, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 5,54 \$, en hausse de 0,61 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,4 %, en hausse par rapport à 19,3 % en 2012. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,6 % au 31 octobre 2013.

Nos résultats reflètent la forte croissance du bénéfice de la plupart de nos secteurs d'activité et ils découlent de la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts, ainsi que de la forte croissance enregistrée par le secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi attribuable à la comptabilisation, en 2013, d'ajustements fiscaux favorables de 214 millions de dollars ayant trait aux exercices précédents, à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit, au rendement amélioré des Services aux investisseurs, de même qu'aux avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée aux mesures de gestion de l'efficience. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices.

De plus, nos résultats de l'exercice précédent ont été touchés par des ajustements nets favorables de 60 millions de dollars après impôt, y compris la reprise de 128 millions de dollars de provisions liées à des incertitudes fiscales, par un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés par suite du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'Agence du revenu du Canada (ARC), un ajustement de 125 millions (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, ainsi qu'une perte de 224 millions de dollars (213 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia).

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 10 points de base, même si nous détenons des capitaux propres ordinaires plus élevés, conformément aux exigences en matière de capital prévues par l'accord de Bâle III qui sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2013, résultat qui reflète la solide croissance du bénéfice.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

**Vue générale des exercices 2012 et 2011**

En 2012, le bénéfice net s'est établi à 7 539 millions de dollars, soit une hausse de 1 095 millions, ou 17 %, par rapport à 2011. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 4,93 \$, en hausse de 0,74 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,3 %, en hausse de 60 points de base.

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, étant donné que la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été conclue au deuxième trimestre de 2012. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 51 millions de dollars en 2012, et elle était imputable aux pertes opérationnelles liées aux services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

*Activités poursuivies*

En 2012, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 7 590 millions de dollars, en hausse de 620 millions, ou 9 %, par rapport à 2011. L'augmentation du bénéfice net découle des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que de la forte croissance des volumes liés à une grande partie de nos services bancaires au pays. La réduction des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances, l'augmentation des activités de négociation liées à la gestion des liquidités et du financement dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine et les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée aux mesures de gestion de l'efficience ont également contribué à l'augmentation. De plus, le bénéfice net en 2012 a été touché de façon favorable par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et par le revenu d'intérêt, ainsi que par l'ajustement lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, comme il est décrit ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au secteur Marchés des Capitaux et à notre portefeuille dans les Antilles, ainsi que par la diminution des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. La perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia a également eu une incidence défavorable sur le bénéfice net en 2012.

*Activités abandonnées*

En 2012, la perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 51 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 526 millions en 2011, qui reflète principalement une perte liée à la vente, en 2011, de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. La perte nette liée aux activités abandonnées en 2012 ne tient compte que des pertes opérationnelles liées à ces services bancaires pour une période de quatre mois, comparativement à des résultats liés à ces services bancaires pour l'exercice complet en 2011.

**Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés**

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour l'exercice.

En 2013, l'incidence estimative du change sur nos résultats a été négligeable par rapport à 2012.

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

<b>Tableau 5</b>			
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	2013	2012	2011
Dollar américain	0,977	0,997	1,015
Livre sterling	0,626	0,630	0,631
Euro	0,740	0,771	0,727

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

<b>Tableau 6</b>			
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
Revenu d'intérêt	21 150 \$	20 852 \$	20 813 \$
Frais d'intérêt	7 899	8 354	9 456
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>13 251 \$</b>	<b>12 498 \$</b>	<b>11 357 \$</b>
Services de placement (1)	6 408 \$	5 375 \$	5 305 \$
Activités d'assurance (2)	3 911	4 897	4 474
Activités de négociation	867	1 298	655
Services bancaires (3)	4 244	3 799	3 596
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 569	1 434	1 485
Autres (4)	617	471	766
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>17 616 \$</b>	<b>17 274 \$</b>	<b>16 281 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>30 867 \$</b>	<b>29 772 \$</b>	<b>27 638 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires liés aux activités de négociation</b>			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	1 661 \$	1 532 \$	1 377 \$
Revenus autres que d'intérêt	867	1 298	655
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>2 528 \$</b>	<b>2 830 \$</b>	<b>2 032 \$</b>
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit			
Taux d'intérêt et crédit	1 611 \$	1 923 \$	1 218 \$
Titres de participation	594	516	463
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	323	391	351
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>2 528 \$</b>	<b>2 830 \$</b>	<b>2 032 \$</b>
Revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) par produit			
Taux d'intérêt et crédit	1 611 \$	1 923 \$	1 218 \$
Titres de participation	972	945	920
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	323	391	351
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent)</b>	<b>2 906 \$</b>	<b>3 259 \$</b>	<b>2 489 \$</b>
Revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) par produit – Marchés des Capitaux			
Taux d'intérêt et crédit	1 350 \$	1 584 \$	968 \$
Titres de participation	942	925	906
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	286	323	289
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) – Marchés des Capitaux</b>	<b>2 578 \$</b>	<b>2 832 \$</b>	<b>2 163 \$</b>

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflète la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et est compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des entreprises associées.

## **2013 par rapport à 2012**

Le total des revenus a augmenté de 1 095 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 753 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation tient aussi à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et à la forte croissance du portefeuille de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un ajustement de 125 millions de dollars au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (ajustement au titre du remboursement anticipé), qui découlait d'un changement de méthode relatif au moment auquel les intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires sont comptabilisés, ainsi que par un revenu d'intérêt de 72 millions lié à un remboursement d'impôts payés de 128 millions, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 1 033 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients de l'ensemble des activités du secteur Gestion de patrimoine, qui découle des ventes nettes et de l'appréciation du capital, ainsi que des revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont diminué de 986 millions de dollars, ou 20 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de l'augmentation des taux d'intérêt à long terme et est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 431 millions de dollars, ou 33 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 2 528 millions de dollars, en baisse de 302 millions, ou 11 %, en raison principalement des revenus à la baisse tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe, qui touchent principalement nos activités en Europe et découlent des conditions de marché difficiles.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 445 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui découle essentiellement de la forte croissance des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des honoraires tirés des services de gestion et à la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi qu'à l'augmentation des revenus de change du secteur Services aux investisseurs, qui découle en grande partie de l'accroissement des volumes de transactions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 135 millions de dollars, ou 9 %, grâce essentiellement à l'accroissement des activités de montage de prêts reflétant les importantes activités d'émission. L'augmentation tient aussi à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition reflétant le plus grand nombre de mandats obtenus, principalement au Canada et aux États-Unis.

Les autres revenus se sont accrues de 146 millions de dollars, ou 31 %, grâce surtout aux profits liés à la cession de nos actions de la London Metal Exchange (LME). De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par notre quote-part de la perte de 36 millions de dollars (26 millions après impôt) liée à l'échange de titres et à la négociation dans le cadre de l'acquisition de RBC Dexia.

## **2012 par rapport à 2011**

Le total des revenus a augmenté de 2 134 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation reflétant l'amélioration des conditions du marché, comparativement aux conditions difficiles qui ont prévalu en 2011, et de la forte croissance des activités de prêts et de l'augmentation des activités de syndication de prêts s'inscrivant dans le cadre de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. La forte croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine et les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs ont également contribué à l'augmentation. La croissance des volumes de la plupart des produits d'assurance, ainsi que la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes, comparativement à des profits en 2011, au chapitre des autres revenus, ainsi que par la baisse des volumes de transactions, principalement en ce qui a trait au secteur Gestion de patrimoine.

## **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

### **2013 par rapport à 2012**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 62 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos services bancaires au Canada et dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

### **2012 par rapport à 2011**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 168 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la hausse des dotations liées au secteur Marchés des Capitaux et à nos portefeuilles dans les Antilles. L'augmentation est également imputable à la hausse de la moyenne des soldes de prêts reflétant la croissance des volumes de produits de financement sur valeur nette au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille canadien de prêts sur cartes de crédit.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

## **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

### **2013 par rapport à 2012**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 837 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus tirés des activités d'assurance. La diminution est aussi attribuable aux ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la charge de 160 millions de dollars découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices.

### **2012 par rapport à 2011**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 263 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à 2011, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices

d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus tirés des activités d'assurance, ainsi qu'à la croissance des volumes liés à la plupart des produits. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada, et par la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui reflète les modifications apportées à nos propres réseaux de distribution.

### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
Salaires	4 665 \$	4 313 \$	4 074 \$
Rémunération variable	3 924	3 650	3 300
Avantages du personnel et conservation du personnel	1 345	1 185	1 099
Rémunération fondée sur des actions	256	139	188
Ressources humaines	10 190 \$	9 287 \$	8 661 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	10	168	–
Matériel	1 135	1 020	960
Frais d'occupation	1 246	1 170	1 076
Communications	742	764	746
Services professionnels et autres services externes	1 003	949	958
Autres charges	1 901	1 802	1 766
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>16 227 \$</b>	<b>15 160 \$</b>	<b>14 167 \$</b>

#### 2013 par rapport à 2012

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1 067 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs ainsi que la hausse de la rémunération variable découlant en grande partie de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et à l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi que par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux reflétant la réduction du ratio de la rémunération par rapport aux revenus. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une perte de valeur et d'autres coûts de 188 millions de dollars liés à l'acquisition de RBC Dexia.

#### 2012 par rapport à 2011

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 993 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant en grande partie de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de l'augmentation des revenus du secteur Gestion de patrimoine. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et des volumes et l'incidence de la prise en compte, pour un trimestre complet, des frais autres que d'intérêt liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs, ont également contribué à l'augmentation. De plus, les frais autres que d'intérêt ont été touchés de façon défavorable par la perte liée à l'acquisition de RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation des frais autres que d'intérêt a été neutralisée en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

### Impôt sur le résultat et autres taxes

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2013	2012	2011
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>2 188 \$</b>	<b>2 100 \$</b>	<b>2 010 \$</b>
<b>Autres taxes</b>			
Taxes sur les produits et services et taxes de vente	370 \$	343 \$	338 \$
Cotisations sociales	384	371	349
Taxes sur le capital	85	80	75
Taxes foncières	119	124	107
Taxes sur les primes d'assurance	50	50	49
Taxes d'affaires	25	21	18
	1 033 \$	989 \$	936 \$
<b>Total de l'impôt sur le résultat et des autres taxes</b>	<b>3 221 \$</b>	<b>3 089 \$</b>	<b>2 946 \$</b>
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>10 617 \$</b>	<b>9 690 \$</b>	<b>8 980 \$</b>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>20,6 %</b>	<b>21,7 %</b>	<b>22,4 %</b>
<b>Taux d'imposition effectif total (1)</b>	<b>27,6 %</b>	<b>28,9 %</b>	<b>29,7 %</b>

(1) Total de l'impôt sur le résultat et des autres taxes en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat et autres taxes.

#### 2013 par rapport à 2012

La charge d'impôt a augmenté de 88 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 20,6 %, en baisse de 110 points de base par rapport à 21,7 % à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la comptabilisation, en 2013, d'ajustements fiscaux favorables ayant trait à des exercices précédents. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales.

de 128 millions de dollars et par un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement en 2012 de plusieurs questions fiscales avec l'ARC.

Les autres taxes se sont accrues de 44 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des taxes de vente et des cotisations sociales. Outre l'impôt sur le résultat et les autres taxes présentés dans nos comptes consolidés de résultat, nous avons comptabilisé des économies d'impôt de 352 millions de dollars, comparativement à une charge d'impôt de 72 millions en 2012, au titre des capitaux propres, ce qui reflète principalement les pertes de change découlant des activités de couverture.

### 2012 par rapport à 2011

La charge d'impôt a augmenté de 90 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,7 %, en baisse de 70 points de base par rapport à 22,4 % en 2011, résultat qui tient en grande partie à une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi et à la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia, qui n'est pas déductible à des fins fiscales.

Les autres taxes se sont accrues de 53 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à 2011, en raison essentiellement de la hausse des cotisations sociales et des taxes foncières.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Résultats par secteur d'exploitation

Tableau 9

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2013							2012	2011
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total	Total	Total
Revenu net d'intérêt	9 435 \$	396 \$	– \$	671 \$	2 872 \$	(123) \$	13 251 \$	12 498 \$	11 357 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 788	5 091	3 928	1 133	3 708	(32)	17 616	17 274	16 281
<b>Total des revenus</b>	<b>13 223 \$</b>	<b>5 487 \$</b>	<b>3 928 \$</b>	<b>1 804 \$</b>	<b>6 580 \$</b>	<b>(155) \$</b>	<b>30 867 \$</b>	<b>29 772 \$</b>	<b>27 638 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	997	51	–	–	188	3	1 239	1 301	1 133
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 784	–	–	–	2 784	3 621	3 358
Frais autres que d'intérêt	6 240	4 201	549	1 343	3 844	50	16 227	15 160	14 167
Bénéfice net avant impôt	5 986 \$	1 235 \$	595 \$	461 \$	2 548 \$	(208) \$	10 617 \$	9 690 \$	8 980 \$
Charge d'impôt	1 548	336	(2)	118	838	(650)	2 188	2 100	2 010
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	4 438 \$	899 \$	597 \$	343 \$	1 710 \$	442 \$	8 429 \$	7 590 \$	6 970 \$
Perte liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	(51)	(526)
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 438 \$</b>	<b>899 \$</b>	<b>597 \$</b>	<b>343 \$</b>	<b>1 710 \$</b>	<b>442 \$</b>	<b>8 429 \$</b>	<b>7 539 \$</b>	<b>6 444 \$</b>
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	31,0 %	16,1 %	41,6 %	16,7 %	14,2 %	n.s.	19,4 %	19,5 %	20,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires							19,4 %	19,3 %	18,7 %
<b>Moyenne de l'actif</b>	<b>356 000 \$</b>	<b>21 600 \$</b>	<b>11 900 \$</b>	<b>83 100 \$</b>	<b>368 300 \$</b>	<b>12 300 \$</b>	<b>853 200 \$</b>	<b>810 600 \$</b>	<b>778 900 \$</b>

(1) Le revenu net d'intérêt, le total des revenus et le bénéfice net avant impôt du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent est éliminée dans le secteur Services de soutien généraux. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'ils exerçaient leurs activités sur une base autonome et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent tous les revenus et toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction à l'égard de ces résultats. Les aspects importants concernant la gestion de nos secteurs d'exploitation et la présentation de l'information sectorielle sont les suivants :

- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tiennent compte des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés canadiens ainsi que des montants connexes au titre des revenus et des dotations à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts douteux.
- Les résultats déclarés du secteur Gestion de patrimoine comprennent des données libellées en dollars américains, puisque nous examinons et gérons les résultats de certaines activités en fonction des montants libellés dans cette devise.
- Les résultats déclarés du secteur Assurances tiennent compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada comptabilisés dans les revenus, laquelle est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

- Les résultats déclarés du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent, ce qui signifie que le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) est majoré au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est comptabilisé dans la charge d'impôt. Nous comptabilisons l'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent dans le secteur Services de soutien généraux. Nous estimons qu'il est utile d'effectuer ces majorations afin de refléter la façon dont le secteur Marchés des Capitaux gère ses activités, car ces majorations accroissent la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les revenus imposables et nos principales sources qui présentent un avantage sur le plan fiscal. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables présentées par d'autres institutions financières.
- Les résultats du secteur Services de soutien généraux comprennent les résultats de toutes les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribués à nos cinq secteurs d'exploitation, notamment les résultats résiduels liés à la gestion de l'actif et du passif, l'incidence des ajustements fiscaux, les charges nettes liées au capital non attribué, ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux.

### Principales méthodes

Les informations suivantes mettent en évidence les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

#### *Attribution des charges*

Afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs activités, nous ventilons les coûts engagés ou les services fournis par les groupes Technologie et Exploitation et Fonctions, lorsque ceux-ci ont été engagés ou fournis. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à nos secteurs d'exploitation, y compris les coûts indirects et les autres charges indirectes, nous utilisons notre cadre d'information de gestion pour attribuer ces coûts à chaque secteur d'exploitation d'une manière visant à refléter les avantages sous-jacents.

#### *Attribution du capital*

Notre cadre d'information de gestion sert également à déterminer l'attribution du capital à nos secteurs d'exploitation, d'une manière visant à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents liés aux activités de chaque secteur d'exploitation. Le montant de capital attribué à chaque secteur d'exploitation constitue le capital attribué. Le capital non attribué, de même que les charges nettes connexes, est présenté dans le secteur Services de soutien généraux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

#### *Prix de cession interne des fonds*

Une méthode d'établissement des prix de cession interne des fonds sert à attribuer à chaque secteur d'exploitation le revenu d'intérêt et les frais d'intérêt liés à chaque produit. Ce processus d'attribution tient compte des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement de chacun de nos secteurs d'exploitation ainsi que des exigences réglementaires auxquelles ceux-ci doivent se conformer. Nous basons le prix de cession interne sur les coûts de marché externes, et chaque secteur d'exploitation assume intégralement les coûts liés à l'exploitation de ses activités. Sous réserve de l'approbation de la direction, il se pourrait que nos secteurs d'exploitation demeurent exposés à certains risques de taux d'intérêt liés au cours normal des activités.

#### *Marge nette d'intérêt*

Nous déclarons une marge nette d'intérêt pour les secteurs Services aux particuliers et aux entreprises et Services bancaires canadiens selon la moyenne des actifs produits comprenant seulement les actifs qui donnent lieu à un revenu net d'intérêt, y compris les dépôts à d'autres banques, certains titres et des prêts.

#### *Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Une dotation à la provision pour pertes sur créances est constatée afin de comptabiliser les pertes estimatives sur nos prêts classés à titre de prêts douteux, ainsi que les pertes subies qui n'ont pas encore été identifiées dans notre portefeuille de prêts. Ce portefeuille comprend les risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi que les éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux est prise en compte dans les résultats de chaque secteur d'exploitation afin de pleinement tenir compte des charges appropriées liées aux activités de chaque secteur d'exploitation. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été identifiés à titre de prêts douteux est inscrite dans les résultats du secteur Services de soutien généraux, car la Gestion des risques du Groupe exerce précisément un contrôle sur cette provision en assurant la surveillance et le suivi des divers portefeuilles de prêts au sein de l'entreprise. Pour de plus amples renseignements sur notre méthode de comptabilisation de la provision pour pertes sur créances, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

### Mesures du rendement

#### **Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Nos calculs consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le

bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour soutenir les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion du capital, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital et du capital de risque suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

Calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires								Tableau 10	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2013							2012	2011
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	4 349 \$	866 \$	589 \$	330 \$	1 640 \$	304 \$	8 078 \$	7 235 \$	6 611 \$
Perte attribuable aux actionnaires ordinaires liée aux activités abandonnées							-	(51)	(526)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 349 \$	866 \$	589 \$	330 \$	1 640 \$	304 \$	8 078 \$	7 184 \$	6 085 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (1), (2)	14 050 \$	5 400 \$	1 400 \$	2 000 \$	11 500 \$	7 300 \$	41 650 \$	36 750 \$	29 800 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées (1)							-	400	2 800
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	14 050 \$	5 400 \$	1 400 \$	2 000 \$	11 500 \$	7 300 \$	41 650 \$	37 150 \$	32 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	31,0 %	16,1 %	41,6 %	16,7 %	14,2 %	n.s.	19,4 %	19,3 %	18,7 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

### Valeur intrinsèque relative aux activités d'assurance

La valeur intrinsèque est une mesure de la valeur procurée aux actionnaires et inhérente au bilan de notre secteur Assurances, compte non tenu de toute valeur associée aux nouveaux contrats futurs. Nous utilisons la variation de la valeur intrinsèque entre les périodes considérées comme une mesure de la valeur créée par le secteur Assurances au cours de l'exercice.

Nous définissons la valeur intrinsèque comme la valeur des capitaux propres détenus dans notre secteur Assurances à laquelle s'ajoute la valeur des contrats en vigueur (les polices en vigueur). La valeur des contrats en vigueur correspond à la valeur actualisée du bénéfice futur prévu découlant des contrats en vigueur, déduction faite de la valeur actualisée des capitaux servant à maintenir ces contrats en vigueur. Elle est calculée à l'aide de taux d'actualisation conformes à ceux utilisés par d'autres sociétés d'assurances. Les capitaux requis sont déterminés selon les exigences des pays où nous exerçons nos activités.

Les principaux facteurs qui influent sur la variation de la valeur intrinsèque d'une période à l'autre sont les nouvelles ventes, le rendement des placements, les résultats au chapitre des sinistres et des provisions techniques, les modifications apportées aux hypothèses actuarielles, les fluctuations des taux de change et les variations des capitaux propres découlant des transferts de capital.

La valeur intrinsèque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable directement à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Étant donné que cette mesure s'applique uniquement à notre secteur Assurances et que des taux d'actualisation servent à calculer la valeur actualisée du bénéfice futur prévu et des capitaux servant à maintenir les contrats en vigueur, il n'y a pas lieu d'effectuer un rapprochement avec l'information présentée dans les états financiers.

**Bénéfice économique**

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives de chaque secteur d'exploitation à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Nous avons révisé le coût des capitaux propres sur une base prospective au premier trimestre de 2013; ce coût, qui était de 9,5 % en 2012, a été ramené à 8,5 %, en raison principalement du maintien de faibles taux d'intérêt. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, nous allons augmenter le coût des capitaux propres et le porter à 9,0 %, en raison de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique sur la base des activités poursuivies :

**Bénéfice économique lié aux activités poursuivies****Tableau 11**

(en millions de dollars canadiens)	2013							2012	2011
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	4 438 \$	899 \$	597 \$	343 \$	1 710 \$	442 \$	8 429 \$	7 590 \$	6 970 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(4)	–	–	(1)	–	(93)	(98)	(97)	(101)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	26	67	–	21	1	2	117	112	123
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	168	–
Bénéfice net ajusté	4 460 \$	966 \$	597 \$	363 \$	1 711 \$	351 \$	8 448 \$	7 773 \$	6 992 \$
Moins : Charge de capital	1 285	492	129	180	1 053	653	3 792	3 744	3 213
Bénéfice économique lié aux activités poursuivies	3 175 \$	474 \$	468 \$	183 \$	658 \$	(302)\$	4 656 \$	4 029 \$	3 779 \$

**Résultats excluant les éléments précisés**

Nos résultats tiennent compte des éléments précisés décrits ci-dessous. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments précisés dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 par rapport à l'exercice clos le 31 octobre 2012. Il s'agit de mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et qui ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

**Charge liée à un projet de loi au Canada ayant trait à certaines polices d'assurance vie individuelle comptabilisée dans le secteur Assurances**

Les résultats du secteur Assurances ont été touchés par la comptabilisation, à l'exercice considéré, d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices.

Le tableau suivant illustre le calcul des résultats du secteur Assurances excluant cette charge :

Assurances		Tableau 12		
		2013		
		Données présentées	Charge liée à certaines polices d'assurance vie individuelle	Données ajustées
<small>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</small>				
Revenus		3 928 \$	– \$	3 928 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance		2 784	(160)	2 624
Frais autres que d'intérêt		549	–	549
<b>Bénéfice net avant impôt</b>		<b>595 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>755 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>		<b>597 \$</b>	<b>118 \$</b>	<b>715 \$</b>
<b>Principales données et autres renseignements</b>				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires		589 \$	118 \$	707 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		1 400	–	1 400
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		41,6 %	–	49,9 %

#### Acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia comptabilisée dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont été touchés à l'exercice précédent par une perte de 224 millions de dollars (213 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia.

Le tableau suivant présente les calculs liés aux résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie excluant cet élément précisé :

Services aux investisseurs et trésorerie		Tableau 13		
		2012		
		Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia (1)	Données ajustées
<small>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</small>				
Revenu net d'intérêt		668 \$	– \$	668 \$
Revenus autres que d'intérêt		657	36	693
<b>Total des revenus</b>		<b>1 325 \$</b>	<b>36</b>	<b>1 361 \$</b>
Frais autres que d'intérêt		1 134	(188)	946
<b>Bénéfice net avant impôt</b>		<b>191 \$</b>	<b>224 \$</b>	<b>415 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>		<b>85 \$</b>	<b>213 \$</b>	<b>298 \$</b>
<b>Principales données et autres renseignements</b>				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires		85 \$	213 \$	298 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		1 700		1 700
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)		4,3 %		16,9 %

(1) Se compose d'une perte de valeur de 168 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'autres coûts relatifs à l'acquisition de 20 millions (19 millions après impôt), ainsi qu'une perte de 36 millions (26 millions après impôt), qui représente notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange.

(2) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

#### Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Les Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se composent de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi que de nos activités de financement automobile récemment élargies et de certains services d'investissement de détail, y compris notre service de courtage à escompte en ligne, et ils sont divisés en deux secteurs d'activité : Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis. Nous offrons des services à 13 millions de particuliers, d'entreprises et de clients institutionnels au Canada, dans les Antilles et aux États-Unis. Au Canada, nous offrons un vaste éventail de produits et services financiers par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de guichets automatiques bancaires (GAB), de services en ligne et de services bancaires par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne. Dans les Antilles, nous offrons une vaste gamme de produits et services financiers aux particuliers, aux entreprises clients et aux institutions publiques dans divers marchés. Aux États-Unis, nous répondons aux besoins de nos clients canadiens aux États-Unis en matière de services bancaires transfrontaliers par l'entremise de réseaux en ligne, ainsi qu'aux besoins en matière de services bancaires des clients de la Gestion de patrimoine aux États-Unis.

Nos concurrents en ce qui a trait aux services bancaires dans le secteur des services financiers au Canada sont des banques de l'annexe I, des sociétés de fiducie indépendantes, des banques étrangères, des coopératives d'épargne et de crédit et des caisses populaires, ainsi que

des sociétés de financement automobile. Malgré ce contexte concurrentiel, nous sommes un chef de file au chapitre des parts de marché en ce qui concerne la plupart des produits financiers de détail et des produits financiers pour entreprises, et nous possédons le plus important réseau de succursales, le plus grand nombre de GAB et le plus vaste réseau de ventes hors succursale au Canada. Dans les Antilles, nos concurrents sont des banques, des sociétés de fiducie et des sociétés de gestion de placements qui offrent des services aux particuliers, aux entreprises clientes et aux institutions publiques. Nous nous classons au deuxième rang en ce qui concerne les actifs dans les Antilles anglaises, où nous exploitons un réseau de 116 succursales réparties dans 19 pays et territoires. Aux États-Unis, nos concurrents sont principalement d'autres institutions bancaires canadiennes exerçant des activités aux États-Unis.

### Revue économique et revue des marchés

Nous avons continué d'enregistrer une solide croissance des volumes relativement à la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, situation qui reflète l'amélioration graduelle de l'économie canadienne et le maintien de faibles taux d'intérêt. L'amélioration des taux de pertes sur créances de nos portefeuilles reflète la stabilité et l'amélioration des marchés du travail. Nos secteurs d'activité ont continué de subir l'incidence de la compression des écarts et de certaines mesures réglementaires ayant occasionné un ralentissement du rythme des emprunts. Dans les Antilles, la conjoncture économique défavorable a continué de nuire à nos résultats, en raison de la compression des écarts et de la diminution des volumes de prêts.

### Faits saillants

- Nous avons conclu l'acquisition d'Ally Canada le 1<sup>er</sup> février 2013 et avons entièrement intégré les activités de cette société en 2013, ce qui nous a permis d'élargir nos activités de financement automobile aux particuliers et aux entreprises et d'accroître notre position de chef de file dans le secteur du financement automobile au Canada.
- Le magazine *Retail Banker International* nous a décerné le prix de la « meilleure banque de détail nord-américaine » pour une deuxième année d'affilée, et nous a classés au premier rang de la catégorie « Innovation au chapitre du service à la clientèle », laquelle fait l'objet d'une forte concurrence.
- Nous avons été nommés « meilleure banque commerciale au Canada » dans le cadre des prix sur les services bancaires décernés par le magazine *World Finance* pour 2013. Cette distinction souligne notre forte position de chef de file de même que notre solidité et notre stabilité financières générales au Canada.
- Nous avons lancé la carte de crédit comarquée Target<sup>+</sup> MasterCard<sup>+</sup> RBC, qui permet aux clients de bénéficier de remises instantanées sur leurs achats dans les magasins Target ou de remises en récompenses Carte-cadeau Target<sup>+</sup> sur leurs achats faits ailleurs que dans les magasins Target.
- Nous avons continué d'innover et avons lancé le Nuage sécurisé RBC, une solution de paiement mobile grâce à laquelle les clients peuvent régler leurs achats de manière plus sécurisée au moyen de leur appareil mobile.
- Dans les Antilles, nous sommes demeurés axés sur l'amélioration et le soutien de notre rendement au moyen d'une croissance stratégique, du service à la clientèle, de l'accent mis sur le marché et de la mise en application de pratiques bancaires judicieuses dans la région, dans un contexte opérationnel difficile.

### Perspectives et priorités

Nous nous attendons à ce que la situation financière au Canada demeure favorable, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt. Nous prévoyons une croissance continue des volumes de la plupart de nos produits. Cependant, en raison du ralentissement des activités sur le marché de l'habitation, qui découle des modifications réglementaires et des niveaux élevés de dette à la consommation, nous nous attendons à un ralentissement de la croissance de nos produits de financement sur valeur nette et de prêts aux particuliers. Nos volumes de prêts aux entreprises devraient demeurer élevés, en raison de l'amélioration prévue des investissements effectués par les entreprises tenant aux conditions de crédit favorables et au maintien de faibles taux d'intérêt. Nous prévoyons que la compression des écarts liée aux faibles taux d'intérêt et la forte concurrence continueront d'exercer des pressions sur notre marge nette d'intérêt.

Dans les Antilles, les conditions du marché difficiles et une lente reprise de l'économie continuent de peser sur nos perspectives. La marge nette d'intérêt continuera probablement d'être touchée par la forte concurrence et par la compression des écarts. Cependant, notre efficience devrait s'accroître et se traduire par une augmentation des volumes ainsi que par une réduction des charges, en raison de l'optimisation de notre modèle d'exploitation commun dans les Antilles.

Pour obtenir plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

### Principales priorités stratégiques pour 2014

Au Canada, nos priorités consistent à continuer à :

- fournir une expérience client supérieure axée sur la prestation de conseils pertinents et personnalisés, de manière à enregistrer une croissance supérieure des volumes au sein de l'industrie au Canada;
- optimiser nos capacités en matière de ventes, nos partenariats stratégiques et nos réseaux de distribution innovateurs afin d'accroître notre clientèle et de renforcer nos réseaux de distribution;
- améliorer nos services et produits dans le nouveau marché des paiements;
- simplifier nos processus d'affaires afin d'améliorer l'expérience client et de conserver notre position de chef de file en matière d'efficience au sein de l'industrie.

Dans les Antilles et aux États-Unis :

- poursuivre l'intégration de nos activités dans les Antilles afin de réduire les coûts et améliorer l'expérience client en simplifiant nos processus, et accroître la productivité de notre réseau de services bancaires;
- renforcer nos services transfrontaliers aux États-Unis et poursuivre l'évaluation du marché et de nos options stratégiques en matière d'expansion.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	2013	2012	2011
Revenu net d'intérêt	9 435 \$	9 061 \$	8 515 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 788	3 582	3 510
<b>Total des revenus</b>	<b>13 223</b>	<b>12 643</b>	<b>12 025</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	997	1 167	1 142
Frais autres que d'intérêt	6 240	5 932	5 682
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>5 986</b>	<b>5 544</b>	<b>5 201</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 438 \$</b>	<b>4 088 \$</b>	<b>3 740 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Services bancaires canadiens	12 422 \$	11 815 \$	11 199 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	801	828	826
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,0 %	31,5 %	30,9 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,78 %	2,86 %	2,86 %
Ratio d'efficience (2)	47,2 %	46,9 %	47,3 %
Levier d'exploitation	(0,6)%	0,7 %	s.o.
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	356 000 \$	331 500 \$	310 700 \$
Total des actifs productifs (3)	338 900	316 400	297 200
Prêts et acceptations (3)	337 700	315 400	294 800
Dépôts	262 300	243 900	221 200
Capital attribué	14 050	12 700	11 800
<b>Autres renseignements</b>			
Biens administrés (4)	192 200 \$	179 200 \$	165 900 \$
Biens sous gestion	3 400	3 100	2 700
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	37 997	38 231	38 216
Taux d'imposition effectif	25,9 %	26,3 %	28,1 %
<b>Information relative au crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,55 %	0,58 %	0,70 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,37 %	0,39 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour l'exercice, laquelle s'est établie à 53,9 milliards de dollars et à 7,2 milliards, respectivement (44,9 milliards et 7,3 milliards en 2012; 42,0 milliards et 4,0 milliards en 2011).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 25,4 milliards de dollars et de 7,2 milliards, respectivement, au 31 octobre 2013 (31,0 milliards et 7,4 milliards au 31 octobre 2012; 32,1 milliards et 3,9 milliards au 31 octobre 2011).

s.o. sans objet

## Rendement financier

### 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net a augmenté de 350 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de tous nos secteurs d'activité au pays, l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles au Canada et dans les Antilles, ainsi que la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par une dotation liée aux avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration de 40 millions de dollars (31 millions après impôt) ayant trait à nos activités dans les Antilles. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un ajustement au titre du remboursement anticipé de prêts hypothécaires (ajustement au titre du remboursement anticipé) de 125 millions de dollars (92 millions après impôt), qui découlait d'un changement de méthode relatif au moment auquel les intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires sont comptabilisés.

Le total des revenus s'est accru de 580 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada et de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus.

La marge nette d'intérêt a diminué de 8 points de base, situation qui tient au fait que les résultats de l'exercice précédent ont augmenté de 4 points de base en raison de l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus. La diminution tient aussi au maintien de faibles taux d'intérêt et aux pressions concurrentielles sur les taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 170 millions de dollars et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 7 points de base, en raison principalement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles au Canada et dans les Antilles, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 308 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement des coûts liés à l'effectif, et de l'augmentation de la charge au titre des régimes de retraite. L'augmentation tient également à une dotation liée aux avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration ayant trait à nos activités dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée aux activités de gestion de l'efficience.

La moyenne des prêts et des acceptations a augmenté de 22 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance au Canada de nos produits de financement sur valeur nette, de nos prêts aux particuliers et de nos prêts aux entreprises. La moyenne des dépôts a progressé de 18 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la solide croissance des dépôts des entreprises et des particuliers.

## 2012 par rapport à 2011

Le bénéfice net a augmenté de 348 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à 2011, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de la plupart de nos secteurs d'activité au pays, la diminution du taux d'imposition effectif au Canada et l'ajustement favorable au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le maintien de la compression des écarts au Canada, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les Antilles.

Le total des revenus s'est accru de 618 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à 2011, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de dépôts des particuliers, de prêts hypothécaires résidentiels, de dépôts des entreprises, de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers au Canada. L'incidence favorable de l'ajustement au titre du remboursement anticipé et la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit ont également contribué à l'augmentation.

La marge nette d'intérêt est demeurée inchangée, car l'incidence favorable de l'ajustement au titre du remboursement anticipé a été neutralisée essentiellement par la compression des écarts découlant du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 25 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à 2011, en raison essentiellement de la hausse des dotations liées à notre portefeuille dans les Antilles et de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail garantis au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 250 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 2011, résultat qui s'explique essentiellement par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités au Canada. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés à l'effectif dans les Antilles et à l'accroissement des frais d'établissement liés à nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée aux activités de gestion de l'efficacité. De plus, les résultats de 2011 tenaient compte de droits de timbre nets et d'ajustements comptables liés aux services bancaires dans les Antilles, lesquels ont eu une incidence favorable sur nos résultats de l'exercice précédent.

La moyenne des prêts et des acceptations a augmenté de 21 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à 2011, résultat qui tient en grande partie à la croissance continue au Canada de nos produits de financement sur valeur nette, de nos prêts aux entreprises et de nos prêts aux particuliers. La moyenne des dépôts a progressé de 23 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à 2011. Ce résultat, qui concerne principalement nos activités au Canada, reflète la solide croissance des dépôts des particuliers et des entreprises.

**Au Canada, nos activités sont divisées en trois secteurs d'activité : Services financiers aux particuliers, Services financiers aux entreprises et Solutions cartes et paiements. Le tableau qui suit présente une analyse des résultats consolidés de nos Services bancaires canadiens.**

Faits saillants financiers du secteur Services bancaires canadiens		Tableau 15		
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)		2013	2012	2011
Revenu net d'intérêt		8 874 \$	8 483 \$	7 960 \$
Revenus autres que d'intérêt		3 548	3 332	3 239
<b>Total des revenus</b>		<b>12 422</b>	<b>11 815</b>	<b>11 199</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances		910	1 017	1 033
Frais autres que d'intérêt		5 530	5 258	5 082
<b>Bénéfice net avant impôt</b>		<b>5 982</b>	<b>5 540</b>	<b>5 084</b>
<b>Bénéfice net</b>		<b>4 414 \$</b>	<b>4 085 \$</b>	<b>3 664 \$</b>
<b>Revenus par division</b>				
Services financiers aux particuliers		6 948 \$	6 591 \$	6 192 \$
Services financiers aux entreprises		2 990	2 894	2 750
Solutions cartes et paiements		2 484	2 330	2 257
<b>Principaux ratios</b>				
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		38,1 %	39,3 %	38,0 %
Marge nette d'intérêt (1)		2,72 %	2,78 %	2,77 %
Ratio d'efficacité (2)		44,5 %	44,5 %	45,4 %
Levier d'exploitation		0,0 %	2,0 %	s.o.
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>				
Total de l'actif		338 600 \$	315 400 \$	296 100 \$
Total des actifs productifs (3)		326 600	305 300	287 200
Prêts et acceptations (3)		330 400	307 900	287 300
Dépôts		248 100	230 300	208 600
Capital attribué		11 400	10 200	9 450
<b>Autres renseignements</b>				
Biens administrés (4)		183 600	171 100	158 000
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)		31 956	31 787	31 607
Taux d'imposition effectif		26,2 %	26,3 %	27,9 %
<b>Information relative au crédit</b>				
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations		0,36 %	0,37 %	0,44 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations		0,28 %	0,33 %	0,36 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour l'exercice, laquelle s'est établie à 53,9 milliards de dollars et à 7,2 milliards, respectivement (44,9 milliards et 7,3 milliards en 2012; 42,0 milliards et 4,0 milliards en 2011).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 25,4 milliards de dollars et de 7,2 milliards, respectivement, au 31 octobre 2013 (31,0 milliards et 7,4 milliards au 31 octobre 2012; 32,1 milliards et 3,9 milliards au 31 octobre 2011).

s.o. sans objet

## Rendement financier

### 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net s'est accru de 329 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, l'amélioration de la qualité du crédit et l'apport de 65 millions découlant de notre acquisition d'Ally Canada, déduction faite de coûts au titre de l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles de 58 millions (43 millions après impôt). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un ajustement de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (ajustement au titre du remboursement anticipé), qui découlait d'un changement de méthode relatif au moment auquel les intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires sont comptabilisés.

Le total des revenus a augmenté de 607 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la solide croissance des volumes de tous les secteurs d'activité, y compris l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit et la hausse des actifs liés aux fonds communs de placement. La prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par un apport de 222 millions de dollars au cours de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus.

La marge nette d'intérêt a diminué de 6 points de base par rapport à l'exercice précédent, ce qui tient au fait que les résultats de l'exercice précédent ont augmenté de 4 points de base en raison de l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus. La diminution s'explique également par le maintien de faibles taux d'intérêt et de pressions concurrentielles sur les taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 107 millions de dollars et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 5 points de base, en raison principalement de l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 272 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète essentiellement la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, qui s'est traduite par une augmentation de 119 millions, laquelle inclut des coûts au titre de l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles de 58 millions. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement des coûts liés à l'effectif, et à l'augmentation de la charge au titre des régimes de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité.

La moyenne des prêts et des acceptations a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance de nos produits de financement sur valeur nette, de nos prêts aux particuliers et de nos prêts aux entreprises, ainsi qu'à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. La moyenne des dépôts a progressé de 18 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la croissance des dépôts des entreprises et des particuliers.

### 2012 par rapport à 2011

Le bénéfice net a augmenté de 421 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à 2011, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de la plupart de nos secteurs d'activité, la diminution du taux d'imposition effectif et l'ajustement favorable au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 616 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à 2011, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de dépôts des particuliers, de prêts hypothécaires résidentiels, de dépôts des entreprises, de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. L'incidence favorable de l'ajustement au titre du remboursement anticipé et la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de un point de base, en raison surtout de l'ajustement au titre du remboursement anticipé et des modifications favorables apportées à la composition des produits, facteurs neutralisés en grande partie par la compression des écarts reflétant les faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 16 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail garantis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 176 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à 2011, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité.

## Analyse des secteurs d'activité

### Services financiers aux particuliers

Le secteur d'activité Services financiers aux particuliers vise à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle canadienne à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits et de services de financement et de placement tels que des produits de financement sur valeur nette, des prêts aux particuliers, des comptes de dépôt, des services de gestion privée au Canada, des prêts indirects (y compris du financement automobile) des fonds communs de placement ainsi que des comptes de courtage autogéré et des certificats de placement garantis (CPG). Nous occupons le premier ou le deuxième rang en ce qui concerne nos parts de marché liées à la plupart des produits bancaires aux particuliers au Canada et nous possédons le plus vaste réseau de services bancaires de détail au Canada, lequel se compose de 1 255 succursales et de 4 622 GAB.

## Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 357 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des écarts. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus.

La moyenne des prêts hypothécaires résidentiels a augmenté de 5 %, par rapport à 2012, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt et de l'amélioration des activités sur le marché de l'habitation. La moyenne des prêts aux particuliers s'est accrue de 10 % par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et à la solide croissance de nos activités de

prêts indirects et de nos produits de financement sur valeur nette. La moyenne des dépôts des particuliers a augmenté de 7 % par rapport à l'exercice précédent, le nombre de nouveaux clients et de clients existants continuant de favoriser les comptes d'épargne et les autres comptes de dépôt.

### Faits saillants

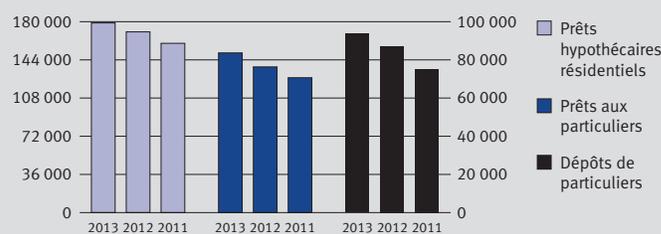
Tableau 16

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres)

	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>6 948 \$</b>	<b>6 591 \$</b>	<b>6 192 \$</b>
<b>Autres renseignements (moyenne)</b>			
Prêts hypothécaires résidentiels	178 700	170 400	159 700
Prêts aux particuliers	83 800	76 300	70 500
Dépôts des particuliers	93 700	87 300	75 200
CPG de particuliers	63 100	59 100	56 900
Soldes des fonds communs de placement – succursales (1)	95 300	82 300	74 500
Biens administrés – courtage autogéré (1)	53 300	48 900	45 500
<b>Nombre de :</b>			
Nouveaux comptes de dépôts ouverts (en milliers)	1 285	1 204	1 158
Succursales	1 255	1 239	1 214
GAB	4 622	4 724	4 293

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.

### Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des dépôts des particuliers (en millions de dollars canadiens)



### Services financiers aux entreprises

Le secteur d'activité Services financiers aux entreprises offre une vaste gamme de produits et services de prêt, de location, de dépôt, de placement, de change, de gestion de la trésorerie, de financement aux concessionnaires automobiles (financement des stocks) et de négociation aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients des secteurs de l'agriculture et du négoce agricole dans l'ensemble du Canada. Notre réseau de services bancaires possède la plus importante équipe de directeurs des relations et de spécialistes de l'industrie. Notre engagement ferme envers nos clients nous a permis de nous classer au premier rang en ce qui concerne notre part du marché des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises.

### Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 96 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes de dépôts d'entreprises et de prêts aux entreprises, ainsi que de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en partie par la diminution des écarts.

La moyenne des prêts et acceptations a augmenté de 12 % et la moyenne des dépôts d'entreprises a augmenté de 9 %, en raison de l'acquisition de nouveaux clients et de l'accroissement des activités des clients existants.

### Faits saillants

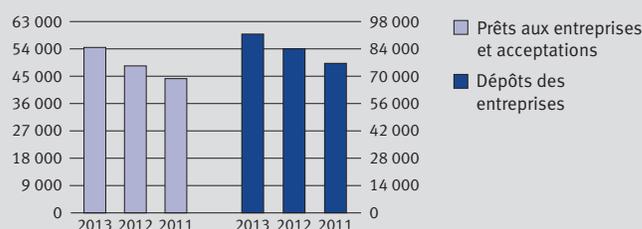
Tableau 17

(en millions de dollars canadiens)

	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>2 990 \$</b>	<b>2 894 \$</b>	<b>2 750 \$</b>
<b>Autres renseignements (moyenne)</b>			
Prêts aux entreprises et acceptations	54 300	48 300	44 200
Dépôts des entreprises (1)	91 300	83 900	76 500

(1) Comprend les soldes des CPG.

### Moyenne des prêts aux entreprises et acceptations et des dépôts des entreprises (en millions de dollars canadiens)



### Solutions cartes et paiements

Le secteur d'activité Solutions cartes et paiements offre une vaste gamme de cartes de crédit pratiques assorties de programmes de récompenses ou de fidélité, ainsi que des produits et solutions de paiement à nos clients au Canada. Nous avons plus de 6,5 millions de comptes de cartes de crédit et détenons une part de marché au Canada d'environ 22 % en ce qui concerne le volume d'achats par cartes de crédit.

Les activités de ce secteur comprennent également notre participation de 50 % dans Solutions Moneris Inc., la coentreprise de traitement des opérations sur cartes de crédit à l'intention des commerçants formée avec la Banque de Montréal.

## Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 154 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit, de l'accroissement des soldes et de l'augmentation des écarts, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux points.

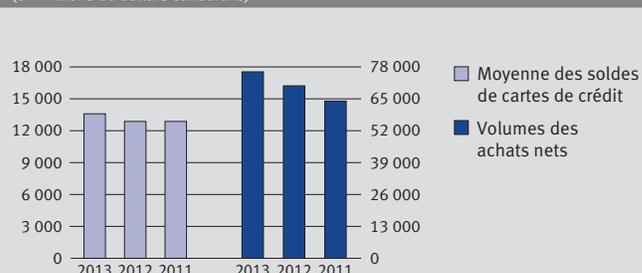
La moyenne des soldes de cartes de crédit s'est accrue de 5 % et les volumes des achats nets ont augmenté de 8 %, en raison du nombre élevé de nouveaux comptes, qui a donné lieu à une plus forte croissance des comptes actifs.

### Faits saillants

Tableau 18

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>2 484 \$</b>	2 330 \$	2 257 \$
<b>Autres renseignements</b>			
Moyenne des soldes de cartes de crédit	13 600	12 900	12 900
Volumes des achats nets	76 200	70 500	64 300

Moyenne des soldes de cartes de crédit et volumes des achats nets (en millions de dollars canadiens)



## Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis

Nos services bancaires dans les Antilles se composent d'une gamme complète de produits et services bancaires, ainsi que de services de financement international et de services de promotion commerciale offerts par l'entremise d'un vaste réseau de succursales et de GAB, de même que de services bancaires en direct.

Nos services bancaires transfrontaliers nous permettent de répondre aux besoins en matière de services bancaires de nos clients canadiens aux États-Unis, par l'entremise de réseaux en ligne, et ils comprennent un vaste éventail de produits et services financiers offerts aux particuliers dans 50 États. Par ailleurs, nous répondons aux besoins en matière de services bancaires des clients de la Gestion de patrimoine aux États-Unis.

## Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 27 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient à la réduction des soldes de prêts découlant du maintien d'une conjoncture économique défavorable, ainsi qu'à la compression des écarts dans les Antilles découlant des faibles taux d'intérêt et des modifications apportées à la composition des produits, facteurs neutralisés en partie par l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien.

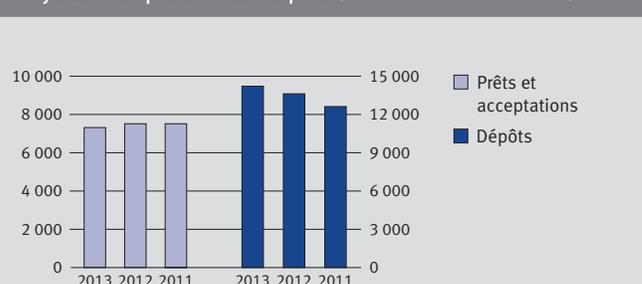
La moyenne des prêts et acceptations a diminué de 200 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la réduction des soldes de prêts découlant de la faiblesse de la conjoncture économique dans les Antilles. La moyenne des dépôts s'est accrue de 600 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des liquidités dans les Antilles, lequel a donné lieu à l'augmentation des soldes des comptes d'épargne et des comptes courants.

### Faits saillants

Tableau 19

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>801 \$</b>	828 \$	826 \$
<b>Autres renseignements</b>			
Marge nette d'intérêt	4,57 %	5,21 %	5,52 %
Moyenne des prêts et acceptations	7 300	7 500	7 500
Moyenne des dépôts	14 200	13 600	12 600
Biens administrés	8 600	8 100	7 900
Biens sous gestion	3 400	3 100	2 700
Moyenne des biens administrés	8 300	8 000	7 500
Moyenne des biens sous gestion	3 300	2 800	2 600
<b>Nombre de :</b>			
Succursales	116	121	123
GAB	351	341	333

Moyenne des prêts et des dépôts (en millions de dollars canadiens)



## Gestion de patrimoine

La Gestion de patrimoine regroupe la Gestion de patrimoine – Canada, la Gestion de patrimoine – États-Unis et International et la Gestion mondiale d'actifs. Ce secteur offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé et il exerce ses activités dans plus de 180 pays par l'entremise de nos bureaux situés dans des centres financiers principaux, principalement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe continentale et en Asie; il offre également une gamme complète de solutions de placements, de services de fiducie, de services bancaires, de solutions de crédit et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également des produits et services de gestion d'actifs directement aux institutions et aux particuliers ainsi que par l'intermédiaire des réseaux de distribution de RBC et de tiers distributeurs. Une analyse du contexte concurrentiel est présentée dans les rubriques portant sur chacun de nos secteurs d'activité présentées ci-dessous.

## Revue économique et revue des marchés

Bien que les conditions du marché soient demeurées incertaines dans certains pays européens, la conjoncture économique et les conditions sur les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont affiché une amélioration graduelle au cours de l'exercice, ce qui a donné lieu à une

hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant les ventes nettes et l'appréciation du capital, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de transactions. Le maintien de faibles taux d'intérêt a donné lieu à une compression des écarts et à des renoncements aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire.

#### Faits saillants

- Les actifs des clients ont excédé 1 billion de dollars, soit une hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent, qui reflète principalement l'appréciation du capital et les ventes nettes. Nous avons affiché une croissance élevée de nos services liés au crédit et aux dépôts, les prêts ayant augmenté de 22 % et les dépôts, de 9 %, par rapport à l'exercice précédent.
- En ce qui a trait à l'accroissement de nos services de gestion mondiale d'actifs de premier rang, nous avons maintenu notre position de chef de file du marché des services de gestion d'actifs de particuliers, notre part de ce marché s'étant établie à 14,5 %, nous avons continué de tirer parti de l'expertise de BlueBay Asset Management (BlueBay) en matière de titres à revenu fixe et non traditionnels, de manière à accroître notre gamme de produits au Canada et aux États-Unis, et nous avons approfondi nos relations avec les clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé à l'échelle mondiale.
- Nous avons poursuivi la mise à exécution de nos stratégies de croissance visant la prestation à l'échelle mondiale de services, de solutions et de conseils intégrés en matière de gestion de patrimoine aux clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé. En 2013, nous nous sommes classés parmi les dix principales sociétés de gestion de patrimoine au monde et avons, pour une troisième année d'affilée, terminé au sixième rang du palmarès Global Private Banking KPI Benchmark 2013 de Scorpio Partnership en ce qui concerne les actifs des clients. Au cours de l'exercice, nous avons reçu de nombreux prix importants décernés au sein de l'industrie à l'échelle mondiale, qui témoignent de la solidité de nos capacités à l'échelle mondiale et de notre engagement en matière de service à la clientèle.
- Au Canada, nous avons continué d'accroître notre part du marché des clients disposant d'un avoir net élevé en ce qui a trait aux services traditionnels liés à la gestion de patrimoine.
- À l'extérieur du Canada, les actifs des clients ont augmenté de 14 %, en raison de l'importance que nous continuons d'accorder à l'amélioration de la productivité et de l'efficacité des conseillers aux États-Unis, et de la mise à exécution de notre stratégie de croissance à long terme à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

#### Perspectives et priorités

Au fur et à mesure que les conditions sur les marchés mondiaux s'amélioreront, nos revenus devraient augmenter, en raison de l'augmentation des actifs des clients et des volumes de transactions. Nous prévoyons le maintien de faibles taux d'intérêt, et nous nous attendons à ce que la compression des écarts et la renonciation aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire aux États-Unis se poursuivent. Nous continuerons de tirer parti de notre réputation, de notre marque et de notre solidité financière pour accroître notre part du marché des clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé sur les marchés mondiaux. Pour obtenir plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

#### Principales priorités stratégiques pour 2014

- Nous comptons optimiser et accroître nos services de gestion mondiale d'actifs de premier rang.
- Nous comptons axer notre croissance sur les clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé dans nos unités géographiques offrant des services de gestion de patrimoine.
- Nous comptons tirer parti de la marque RBC et de nos avantages concurrentiels afin que nos clients à l'échelle mondiale profitent de façon homogène de la valeur intégrale de RBC.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	2013	2012	2011
Revenu net d'intérêt	396 \$	393 \$	365 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	3 463	2 964	2 821
Revenus tirés des transactions et autres revenus	1 628	1 478	1 522
<b>Total des revenus</b>	<b>5 487</b>	<b>4 835</b>	<b>4 708</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	51	(1)	–
Frais autres que d'intérêt	4 201	3 796	3 586
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 235</b>	<b>1 040</b>	<b>1 122</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>899 \$</b>	<b>763 \$</b>	<b>811 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Gestion de patrimoine – Canada	1 889 \$	1 741 \$	1 724 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	2 225	1 977	1 948
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	2 174	1 973	1 980
Gestion mondiale d'actifs	1 373	1 117	1 036
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,1 %	14,1 %	15,9 %
Marge avant impôt (1)	22,5 %	21,5 %	23,8 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	21 600 \$	20 900 \$	20 900 \$
Prêts et acceptations	12 100	9 900	8 200
Dépôts	31 900	29 200	28 200
Capital attribué	5 400	5 150	4 850
<b>Autres renseignements</b>			
Revenus par conseiller (en milliers) (2)	862 \$	793 \$	784 \$
Biens administrés	639 200	577 800	527 200
Biens sous gestion	387 200	339 600	305 700
Moyenne des biens administrés	609 500	554 800	532 300
Moyenne des biens sous gestion	367 600	322 500	302 800
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein) (3)	12 462	12 139	12 063
Nombre de conseillers (4)	4 366	4 388	4 281

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.

(3) Le nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) a été retraité afin de tenir compte du transfert des activités de la Gestion de patrimoine du secteur Services de soutien généraux au secteur Gestion de patrimoine au cours de 2013.

(4) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

### 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net a augmenté de 136 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 652 millions de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, laquelle découle des ventes nettes et de l'appréciation du capital, ainsi que des volumes de transactions à la hausse reflétant l'amélioration des conditions du marché.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 52 millions de dollars, résultat qui reflète principalement des dotations ayant trait à quelques comptes. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 405 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui s'explique en grande partie par la hausse de la rémunération variable tenant à l'augmentation des revenus et à l'accroissement de l'effectif, ainsi que par les investissements dans les infrastructures à l'appui de la croissance des activités.

### 2012 par rapport à 2011

Le bénéfice net a diminué de 48 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la diminution des volumes de transactions, facteur neutralisé en partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et par une baisse du taux d'imposition effectif. De plus, les résultats de 2012 tenaient compte de l'incidence défavorable de 29 millions de dollars (21 millions après impôt) de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique, et les résultats de 2011 tenaient compte d'ajustements comptables et fiscaux favorables de 39 millions après impôt.

Le total des revenus a augmenté de 127 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui s'explique essentiellement par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité en raison de l'appréciation du capital et des ventes nettes, ainsi que par la croissance des volumes de prêts et de dépôts. L'augmentation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis et l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 210 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'accroissement de l'effectif et des investissements dans les infrastructures à l'appui de la croissance des activités. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence défavorable de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien. Par ailleurs, nos résultats de 2011 tenaient compte d'ajustements comptables favorables de 42 millions de dollars liés à notre régime de rémunération différée.

La Gestion de patrimoine – Canada, qui comprend nos services-conseils traditionnels en matière de gestion de patrimoine au Canada, est le chef de file au chapitre des biens administrés. Elle regroupe plus de 1 500 conseillers en placement et fournit des solutions financières complètes élargies aux clients fortunés et à ceux qui disposent d'un avoir net élevé ou très élevé. Nous fournissons par ailleurs des services de gestion discrétionnaire de placements et des services successoraux et fiduciaires à nos clients. À cette fin, nous comptons sur environ 60 conseillers en placement et sur 110 spécialistes des services de fiducie, qui sont répartis dans tous nos bureaux au Canada. Nous fournissons également des services à des clients à l'échelle internationale grâce à une équipe de plus de 35 banquiers privés situés dans des centres clés au Canada.

Nos concurrents sont les banques et sociétés de fiducie canadiennes, les sociétés de conseils en placement, les services de courtage traditionnels appartenant à des banques et les maisons de courtage spécialisées, ainsi que les sociétés de fonds communs de placement, et les banques de gestion privée mondiales. Au Canada, les sociétés de gestion de patrimoine détenues par des banques continuent d'être des acteurs majeurs.

**Rendement financier**

Les revenus ont augmenté de 148 millions de dollars, ou 9 %. La hausse de 9 % des biens administrés par rapport à l'exercice précédent reflète essentiellement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital, ainsi que la hausse des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché.

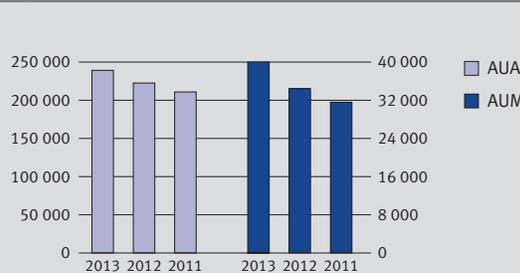
**Faits saillants**

**Tableau 21**

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>1 889 \$</b>	<b>1 741 \$</b>	<b>1 724 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Total des prêts et des acceptations (1)	2 500	2 300	1 900
Total des dépôts (1)	13 400	11 900	11 000
Biens administrés	251 400	230 400	209 700
Biens sous gestion	43 600	36 100	31 700
Moyenne des biens administrés	239 100	222 100	210 900
Moyenne des biens sous gestion	40 000	34 400	31 500
Total de l'actif lié aux services tarifés	139 400	120 700	109 000

(1) Représente une moyenne calculée à l'aide des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

**Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion (1)**  
(en millions de dollars canadiens)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

La Gestion de patrimoine – États-Unis comprend le groupe de services de gestion privée, qui est le septième cabinet de services-conseils traditionnels en matière de gestion de patrimoine en importance aux États-Unis, au chapitre du nombre de conseillers, et regroupe plus de 1 900 conseillers financiers. Ce secteur d'activité offre des services aux clients à l'échelle internationale, par l'entremise d'une équipe qui regroupe plus de 80 conseillers financiers et banquiers privés situés dans des centres clés aux États-Unis. De plus, dans le cadre de nos services de correspondants bancaires et de nos services-conseils, nous offrons des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières indépendants de petite et moyenne taille ainsi qu'aux conseillers en placement inscrits. Aux États-Unis, nous exerçons nos activités dans un marché fragmenté où la concurrence est extrêmement vive. On dénombre environ 4 500 courtiers inscrits aux États-Unis, y compris des acteurs indépendants de calibre international et de calibre régional.

La Gestion de patrimoine – International se compose des services de gestion de patrimoine dans les îles Britanniques et dans les Antilles ainsi que des services de gestion de patrimoine sur les marchés émergents. Nous fournissons des services fiduciaires, des services bancaires ainsi que des solutions en matière de crédit et de placement personnalisés et intégrés aux clients qui disposent d'un avoir net élevé ou très élevé et aux grandes entreprises. Notre réseau regroupe plus de 1 500 employés répartis dans 18 pays. À l'échelle internationale, les concurrents comprennent des sociétés de gestion de patrimoine mondiales, des banques de gestion privée traditionnelles étrangères, des sociétés de gestion de patrimoine canadiennes et des fournisseurs américains de services de gestion privée axés sur les placements.

## Rendement financier

Les revenus ont augmenté de 248 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 201 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de 7 % des biens administrés reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes, et des volumes de transactions plus élevés reflétant l'amélioration des conditions du marché.

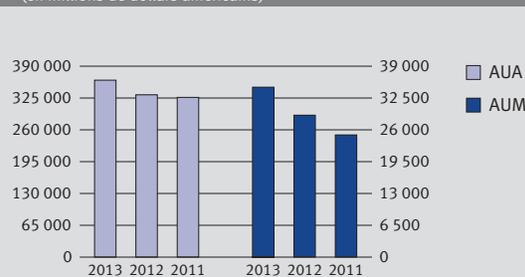
Faits saillants	Tableau 22		
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>2 225 \$</b>	<b>1 977 \$</b>	<b>1 948 \$</b>
<b>Autres renseignements</b> (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	2 174	1 973	1 980
Total des prêts, des garanties et des lettres de crédit (1)	12 100	10 200	8 800
Total des dépôts (1)	18 000	17 200	17 400
Biens administrés	371 900	347 800	318 600
Biens sous gestion	35 600	31 300	26 900
Moyenne des biens administrés	361 800	331 700	326 500
Moyenne des biens sous gestion	34 700	29 000	24 900
Total de l'actif lié aux services tarifés (2)	83 200	71 700	66 900

(1) Représente une moyenne calculée à l'aide des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis.

## Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion (1)

(en millions de dollars américains)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

## Gestion mondiale d'actifs

La Gestion mondiale d'actifs fournit des services et solutions de gestion de placements mondiaux aux investisseurs particuliers et institutionnels au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et dans les marchés émergents. Nous fournissons un vaste éventail de services de gestion de placements, y compris des fonds communs de placement, des fonds en gestion commune et des fonds de couverture, des comptes liés aux services tarifés et des portefeuilles gérés séparément. Nous offrons aux clients individuels nos solutions de placement soit par l'intermédiaire d'un vaste réseau constitué de succursales bancaires, de nos activités de courtage autogéré et traditionnel, de conseillers indépendants et de nos activités de banque privée, soit directement. Nous fournissons également directement des solutions de placement aux clients institutionnels, y compris des régimes de retraite ainsi que des fonds de dotation et des fondations.

Nous sommes la plus importante société de fonds communs de placement au Canada, et nous sommes un des principaux gestionnaires d'actifs institutionnels. Au Canada, nous subissons la concurrence des principales banques, compagnies d'assurance et organisations de gestion d'actifs, de même que de sociétés de placement spécialisées. Le secteur canadien de la gestion de fonds est vaste et bien établi, mais constitue un marché qui demeure relativement fragmenté.

Aux États-Unis, nos services de gestion d'actifs visent à fournir des solutions et des services de gestion de placements, principalement aux investisseurs institutionnels; nos concurrents sont des sociétés de gestion d'actifs indépendantes, de même que des sociétés qui font partie de banques nationales et internationales, des compagnies d'assurance et des groupes de gestionnaires d'actifs spécialisés.

À l'échelle internationale, grâce à nos capacités mondiales de premier rang par le biais de BlueBay et de RBC Gestion mondiale d'actifs, nous offrons des solutions en matière de gestion de placements aux institutions et, par l'entremise de banques privées, y compris RBC Gestion de patrimoine, aux investisseurs disposant d'un avoir net élevé ou très élevé. Nos concurrents regroupent des gestionnaires d'actifs qui font partie de banques internationales, ainsi que des gestionnaires d'actifs spécialisés exerçant leurs activités à l'échelle nationale et régionale, dans les secteurs géographiques où nous offrons des services à nos clients.

## Rendement financier

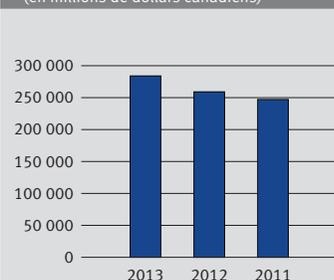
Les revenus ont augmenté de 256 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de 13 % des biens sous gestion reflétant les ventes nettes et l'appréciation du capital ainsi que la hausse des honoraires liés au rendement semestriels.

Faits saillants	Tableau 23		
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b> (1)	<b>1 373 \$</b>	<b>1 117 \$</b>	<b>1 036 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au Canada	8 064	7 906	7 300
(Rachats nets) ventes nettes de fonds communs de placement sur le marché monétaire au Canada	(1 348)	(1 981)	(3 400)
Biens sous gestion	306 500	272 200	247 200
Moyenne des biens sous gestion	292 100	259 100	246 700

(1) Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.

## Moyenne des biens sous gestion (1)

(en millions de dollars canadiens)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

Le secteur Assurances regroupe nos activités d'assurance au Canada et à l'échelle mondiale, lesquelles sont divisées en deux secteurs d'activité : Assurances – Canada et Assurances – International. Au Canada, nous offrons nos produits et services par l'entremise de nos propres réseaux, qui se composent de l'équipe de vente sur le terrain, laquelle comprend les succursales de vente au détail d'assurance, nos représentants, les centres d'appels et les services en ligne, ainsi que par l'entremise de conseillers indépendants en assurance et de relations d'affinité. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités de réassurance à l'échelle mondiale. Une analyse du contexte concurrentiel est présentée dans les rubriques portant sur chacun de nos secteurs d'activité présentées ci-dessous.

### **Revue économique et revue des marchés**

Le maintien de faibles taux d'intérêt, les conditions incertaines des marchés à l'échelle mondiale et l'évolution du contexte réglementaire ont continué de se répercuter sur le marché des assurances, ce qui s'est traduit par une augmentation des prix, le perfectionnement des produits et l'abandon de certains secteurs d'activité par les concurrents. Ces facteurs ont eu une incidence sur nos activités; toutefois, les mesures prises à l'égard des produits et de l'établissement des prix au cours des derniers exercices, les pratiques de placement prudentes et nos gammes de produits diversifiées ont atténué ce contexte difficile.

### **Faits saillants**

- Au Canada, nous avons continué d'axer nos efforts sur notre réseau de vente nouvellement intégré et de fournir les outils, les processus et les produits voulus pour assurer la prestation de solutions fondées sur les services-conseils, d'améliorer l'expérience client générale et d'accroître les occasions d'interdistribution.
- Nous avons signé une entente prévoyant le transfert à la Financière Manuvie des opérations de soutien à la vente et à la distribution de nos produits d'assurance voyage vendus par l'intermédiaire d'agences de voyages. Nous continuerons d'offrir des services d'assurance voyage directs et de chercher des moyens d'accroître nos activités en offrant nos solutions d'assurance voyage par le biais de nos propres réseaux.
- Au quatrième trimestre, nous avons élargi notre gamme de produits et services en fonction des besoins uniques de nos clients et nous avons lancé nos nouvelles Solutions d'assurance collective, qui comprennent des assurance maladie et soins dentaires pour les petites et moyennes entreprises.
- À l'échelle internationale, nous avons continué de collaborer de façon fructueuse avec nos partenaires existants et nous avons conclu des ententes avec de nouvelles contreparties afin d'accroître nos activités diversifiées, situation qui reflète les notations élevées qui nous sont attribuées ainsi que notre expertise.
- Nous nous sommes classés au premier rang en matière de satisfaction générale de la clientèle concernant l'expérience relative au règlement des sinistres automobiles parmi les compagnies d'assurances au Canada, selon la première étude, en 2013, de J. D. Power portant sur la satisfaction relative aux règlements de sinistres automobiles au Canada.
- Le 22 octobre 2013, le projet de loi C-4 du gouvernement fédéral a fait l'objet d'une première lecture à la Chambre des Communes. La seconde lecture de ce projet de loi a eu lieu le 29 octobre 2013. Ce projet de loi a une incidence sur le traitement fiscal de certains polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices. En raison de cette loi qui est pratiquement en vigueur, nous avons comptabilisé, au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt). La charge a été calculée en fonction de nos hypothèses actuelles et elle sera révisée, le cas échéant, de manière à tenir compte de tout changement relatif aux provisions techniques ou de toute modification apportée aux règlements.

### **Perspectives et priorités**

Nous nous attendons à ce que la situation financière demeure stable et nous prévoyons une croissance continue. Nous nous attendons à ce que les mesures prises relativement aux produits et aux prix mises en place au cours des derniers exercices, y compris les hausses des volumes découlant de l'accroissement de nos propres réseaux et la mise à exécution de mesures de gestion de l'efficacité, atténueront les défis d'ordre économique et réglementaire. Pour obtenir plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

#### *Principales priorités stratégiques pour 2014*

- Nous comptons optimiser notre équipe de vente à l'aide de processus, d'outils et de produits simplifiés, et continuer d'offrir à nos clients divers produits et services d'assurance, à l'aide de stratégies d'interdistribution fondées sur la prestation de services-conseils.
- Nous comptons approfondir nos relations avec les clients en continuant de leur fournir une gamme complète de produits et services d'assurance axés sur les besoins uniques de leur famille.
- Nous comptons accroître notre gamme de nouvelles Solutions d'assurance collective, lesquelles ont été lancées au deuxième semestre de 2013 et comprennent des assurances maladie et soins dentaires.
- Nous comptons continuer à simplifier nos processus et allons à cette fin rationaliser tous nos processus commerciaux afin que nos clients puissent aisément faire affaire avec nous, tout en gérant nos dépenses avec diligence.
- Nous comptons tirer parti d'occasions dans des marchés à créneaux à l'échelle internationale en respectant notre tolérance au risque, dans le but d'accroître nos activités de réassurance de base.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)

	2013	2012	2011
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	3 674 \$	3 705 \$	3 533 \$
Revenus de placement (1)	(17)	929	703
Honoraires	271	263	239
<b>Total des revenus</b>	<b>3 928</b>	<b>4 897</b>	<b>4 475</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	2 326	3 055	2 757
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	458	566	601
Frais autres que d'intérêt	549	515	498
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>595</b>	<b>761</b>	<b>619</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>597 \$</b>	<b>714 \$</b>	<b>600 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Assurances – Canada	1 962 \$	2 992 \$	2 676 \$
Assurances – International	1 966	1 905	1 799
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	41,6 %	46,8 %	37,6 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	11 900 \$	11 500 \$	10 500 \$
Capital attribué	1 400	1 500	1 550
<b>Autres renseignements</b>			
Primes et dépôts (2)	4 924 \$	4 849 \$	4 701 \$
Assurances – Canada	2 344	2 362	2 355
Assurances – International	2 580	2 487	2 346
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 034	7 921	7 119
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	(491)	410	214
Valeur incorporée (3)	6 302	5 861	5 327
Biens sous gestion	500	300	300
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	2 965	2 744	2 859

(1) Les revenus de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

(3) Nous définissons la valeur incorporée comme la somme de la valeur des capitaux propres détenus dans notre secteur Assurances et de la valeur des contrats en vigueur (polices en vigueur). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Rendement financier

### 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net a diminué de 117 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement d'une charge de 160 millions (118 millions après impôt) découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices. En excluant cette charge, le bénéfice net s'est établi à 715 millions de dollars, soit un résultat relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, les ajustements favorables des provisions techniques et les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité ayant été en grande partie neutralisés par la hausse du montant net des coûts liés aux sinistres.

Le total des revenus a diminué de 969 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de l'augmentation des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 837 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. La diminution est aussi imputable aux ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la charge liée à certaines polices d'assurance vie individuelle dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement du reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient classés au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité.

Les primes et dépôts ont augmenté de 75 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète essentiellement la croissance des volumes du secteur Assurances – International.

La valeur incorporée s'est accrue de 441 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'incidence de l'augmentation des taux d'actualisation et par le transfert de capitaux de notre secteur Assurances au moyen du paiement de dividendes. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les résultats excluant la charge liée à certaines polices d'assurance vie individuelle sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### 2012 par rapport à 2011

Le bénéfice net a augmenté de 114 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité, habitation et automobile, et de l'incidence favorable de la réduction de 33 millions (24 millions après impôt) des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, laquelle reflète les modifications apportées à

nos réseaux de distribution. La hausse des profits nets sur placements et la croissance des volumes liés à nos activités de réassurance ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre de nos activités de réassurance.

Le total des revenus s'est accru de 422 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient essentiellement à la croissance des volumes liés aux activités de réassurance et aux polices d'assurances vie, habitation et automobile, ainsi qu'à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 263 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est compensée en grande partie dans les revenus, et de la croissance des volumes liés aux activités de réassurance et aux polices d'assurances vie, habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances invalidité, habitation et automobile, et par la diminution des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 17 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité.

## Analyse des secteurs d'activité

### Assurances – Canada

Nous offrons des produits d'assurances vie, maladie et d'assurance IARD, ainsi que des produits d'accumulation d'actifs à nos clients au Canada qui sont à la recherche de produits individuels ou collectifs. Notre portefeuille d'assurances vie et maladie se compose de produits d'assurance vie universelle, d'assurance vie temporaire, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance invalidité et d'assurance soins de longue durée, ainsi que des régimes collectifs d'avantages sociaux. Nous offrons un vaste éventail de produits d'assurance IARD, y compris des assurances habitation, automobile et voyage. Nos produits d'assurance voyage comprennent l'assurance frais médicaux hors province et hors pays ainsi que des produits d'assurances annulation et interruption de voyage.

Au Canada, nous rivalisons avec plus de 200 compagnies d'assurance, la plupart spécialisées dans les produits d'assurances vie et maladie ou dans les produits d'assurance IARD. Nous occupons une position de chef de file en ce qui concerne les produits d'assurance invalidité, et nous jouissons d'une présence importante sur les marchés des produits d'assurances vie et voyage et d'une présence croissante sur les marchés des produits d'assurances habitation et automobile et du patrimoine.

#### Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 1 030 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance résultant de la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les primes et dépôts ont diminué de 18 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient aux volumes moins élevés de produits d'assurances vie et maladie et d'assurance voyage.

Faits saillants	Tableau 25		
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>1 962 \$</b>	<b>2 992 \$</b>	<b>2 676 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	1 245	1 280	1 274
Assurance IARD	942	965	962
Produits de rente et dépôts des fonds distincts	157	117	119
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	(510)	408	209



### Assurances – International

Le secteur Assurances – International se compose principalement de nos activités de réassurance, qui consistent à assurer les risques d'autres compagnies d'assurance et de réassurance. Nous offrons des produits de réassurance en matière d'assurances vie et maladie et d'assurance contre les accidents, ainsi que des produits de réassurance de rente.

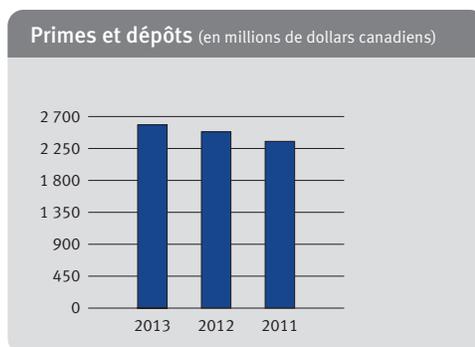
Un petit nombre de grandes sociétés contrôlent le marché mondial de la réassurance, et ces sociétés ont une présence importante aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro. Le marché de la réassurance est concurrentiel, et les entraves à l'accès à ce marché demeurent élevées.

## Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 61 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des volumes liés à nos contrats de rentes au Royaume-Uni et à nos polices d'assurance vie en Europe.

Les primes et dépôts se sont accrus de 93 millions de dollars, ou 4 %, en raison de la croissance dont il est fait mention ci-dessus.

Faits saillants	Tableau 26		
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus</b>	<b>1 966 \$</b>	<b>1 905 \$</b>	<b>1 799 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	2 069	1 980	1 969
Assurance IARD	50	56	38
Produits de rente	461	451	339



## Services aux investisseurs et trésorerie

Le secteur Services aux investisseurs et trésorerie est spécialisé dans la prestation de services d'administration des actifs, de services de garde, de services de paiement et de services de trésorerie aux institutions financières et aux autres investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. Nous offrons des services de garde, des services-conseils, des services de financement et d'autres services visant à protéger les actifs des clients, à maximiser les liquidités et à gérer le risque dans plusieurs pays. Nous offrons également des services de gestion des liquidités et du financement destinés à RBC. Nous nous classons parmi les dix principales sociétés de services de garde au monde en ce qui a trait aux biens administrés, et nous exploitons un réseau de 18 bureaux répartis en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique. Bien que nous fassions concurrence aux plus importantes sociétés de services de garde au monde, nous demeurons un fournisseur de services spécialisés et, en ce qui concerne nos services de transactions bancaires, nos principaux concurrents sont les grandes banques canadiennes.

## Revue économique et revue des marchés

Le contexte très concurrentiel du secteur des services de garde mondiaux a continué d'entraîner des pressions sur nos marges. De façon générale, la confiance des investisseurs s'est accrue, les conditions du marché au Canada et aux États-Unis s'étant améliorées graduellement au cours de 2013, ce qui s'est traduit par une hausse des volumes de transactions. Néanmoins, les conditions de certains marchés européens sont demeurées incertaines, situation qui reflète la persistance des craintes liées à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe.

## Faits saillants

- Nos résultats se sont améliorés par suite des mesures de restructuration et d'intégration que nous avons mises en œuvre au cours du dernier exercice et en raison des nouveaux clients que nous avons attirés et des nouveaux mandats que nous avons obtenus, ainsi que de l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de gestion des coûts.
- Par suite de l'acquisition de RBC Dexia, nous avons poursuivi l'intégration de nos services aux investisseurs et mis en œuvre d'importants changements d'ordre organisationnel afin d'approfondir les relations avec les clients et de renforcer les occasions d'interdistribution.
- En 2013, nous nous sommes classés au premier rang mondial des sociétés de services de garde (*Global Investor*), nous avons été nommés administrateur de fonds de l'année au Canada (Custody Risk Americas Awards) et nous nous sommes classés au premier rang en ce qui a trait au service à la clientèle (R&M Fund Services.net).

## Perspectives et priorités

En 2014, par suite de l'intégration de nos services aux investisseurs, nous prévoyons optimiser davantage nos capacités intégrées et offrir une gamme de services spécialisés à nos clients institutionnels tout en continuant de répondre à leurs besoins en matière de services d'administration des actifs. Nous prévoyons une reprise graduelle de l'économie mondiale, au fur et à mesure que les craintes liées à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe continueront de s'atténuer. Nous sommes d'avis qu'il existe de solides occasions d'affaires à long terme, qui sont en grande partie étayées par notre modèle opérationnel de fournisseur spécialisé, lequel nous permettra de nous positionner de façon concurrentielle dans un contexte opérationnel qui évolue rapidement. Pour obtenir plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

## Principales priorités stratégiques pour 2014

- Nous comptons nous efforcer de maintenir notre service à la clientèle de premier rang en matière de services de garde et de services d'administration des actifs, et ce, malgré la concurrence qui règne au sein de l'industrie.
- Nous comptons accroître nos services de trésorerie et de marché s'inscrivant dans le cadre de nos services traditionnels et soutenir nos objectifs au chapitre de la gestion des liquidités et du financement.
- Nous comptons maintenir une démarche disciplinée aux fins de la gestion des risques, à l'appui des activités de tous nos clients.
- Nous comptons assurer la concordance de nos capacités technologiques, de manière à soutenir nos activités commerciales et à répondre aux besoins de nos clients, qui évoluent rapidement.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)

	2013	2012	2011
Revenu net d'intérêt	671 \$	668 \$	573 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 133	657	569
<b>Total des revenus</b>	<b>1 804</b>	<b>1 325</b>	<b>1 142</b>
Frais autres que d'intérêt	1 343	1 134	821
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>461</b>	<b>191</b>	<b>321</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>343 \$</b>	<b>85 \$</b>	<b>230 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,7 %	4,3 %	18,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	s.o.	16,9 %	s.o.
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	83 100 \$	73 600 \$	70 000 \$
Dépôts	104 300	102 200	103 200
Dépôts des clients	36 100	23 400	19 300
Dépôts liés au financement de gros	68 200	78 800	83 900
Capital attribué	2 000	1 700	1 200
<b>Autres renseignements</b>			
Bénéfice économique (2)	183 \$	107 \$	133 \$
Biens administrés (3)	3 208 800	2 886 900	2 744 400
Moyenne des biens administrés (3)	3 052 600	2 781 800	2 825 100
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein) (4)	5 208	6 084	112

(1) Mesure ajustée pour tenir compte de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Représentent le total des biens administrés des Services aux investisseurs, auparavant RBC Dexia, l'entité dans laquelle nous détenions une participation de 50 % avant le 27 juillet 2012.

(4) Le 27 juillet 2012, nous avons conclu l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Avant cette acquisition, le nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) ne tient pas compte de la coentreprise RBC Dexia.

s.o. sans objet

## Rendement financier

### 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net a augmenté de 258 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte de 224 millions de dollars (213 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, le bénéfice net s'est accru de 45 millions, ou 15 %, résultat qui reflète principalement le rendement amélioré des Services aux investisseurs, y compris la hausse des revenus, ainsi que les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement et par la comptabilisation, pour l'exercice considéré, d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui concerne principalement nos activités en Europe.

Le total des revenus a augmenté de 479 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant notre quote-part de la perte à l'échange de titres et des pertes de négociation de 36 millions de dollars (26 millions après impôt) liées à l'acquisition de RBC Dexia comptabilisée à l'exercice précédent, le total des revenus s'est accru de 443 millions, ou 33 %, résultat qui reflète en grande partie les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. L'augmentation des commissions de services de garde, laquelle tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, et l'accroissement des revenus de change liés aux Services aux investisseurs, qui découle surtout des volumes de transactions à la hausse, ont également eu une incidence favorable sur nos revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement dans la plupart des secteurs géographiques, les résultats de l'exercice précédent ayant bénéficié du resserrement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 209 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte de valeur et les autres coûts de 188 millions de dollars (187 millions après impôt) liés à l'acquisition de RBC Dexia comptabilisés à l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 397 millions, les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité ayant été largement neutralisés par les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs, par la charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par la hausse des coûts liés aux infrastructures.

### 2012 par rapport à 2011

Le bénéfice net a diminué de 145 millions de dollars, ou 63 %, par rapport à 2011. En excluant la perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée en 2012, le bénéfice net a augmenté de 68 millions de dollars, ou 30 %. L'augmentation tient principalement aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation liées à la gestion des liquidités et du financement, facteur qui a été neutralisé en partie par la réduction des revenus de change et des commissions de services de garde.

Le total des revenus s'est accru de 183 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à 2011. En excluant notre quote-part de la perte à l'échange de titres et des pertes de négociation liées à l'acquisition de RBC Dexia comptabilisée en 2012, le total des revenus a augmenté de 219 millions de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation liées à la gestion des liquidités et du financement dans tous les secteurs géographiques. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du revenu d'intérêt sur les actifs détenus aux fins des besoins de trésorerie et à la prise en compte, pour le trimestre complet, de notre participation supplémentaire de 50 % dans les Services aux investisseurs, facteurs neutralisés en partie par la diminution des revenus de change et des commissions de services de garde. L'incidence défavorable de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien a en partie contrebalancé la hausse de nos revenus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 313 millions de dollars, ou 38 %, par rapport à 2011. En excluant la perte de valeur et les autres coûts liés à l'acquisition de RBC Dexia comptabilisés en 2012, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 125 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la prise en compte, pour le trimestre complet, des coûts liés à l'acquisition de notre participation

supplémentaire de 50 % dans les Services aux investisseurs. La hausse des coûts liés à l'effectif, y compris l'accroissement de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien.

Les résultats excluant la perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails sur cet élément précisé s'étant répercuté sur nos résultats, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Marchés des Capitaux

Le secteur Marchés des Capitaux fournit un vaste choix de produits et services sur les marchés des capitaux aux sociétés ouvertes et aux sociétés fermées, aux investisseurs institutionnels, aux gouvernements et aux banques centrales à l'échelle mondiale. Il se compose de nos deux principaux secteurs d'activité, soit les Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et les Marchés Mondiaux. Notre portefeuille existant se compose du secteur d'activité Autres.

En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et de services, qui comprennent des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, des services de montage de titres de participation et de prêts, des services de distribution, ainsi que des services de structuration et de négociation. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités choisies au Royaume-Uni, en Europe et en Asie-Pacifique, et bénéficions de capacités diversifiées dans des secteurs d'expertise clés tels que l'énergie, les mines et les infrastructures.

Au Canada, nos concurrents principaux sont essentiellement des banques canadiennes dans les marchés où nous jouissons d'une réputation de banque d'investissement mondiale de premier rang et de chef de file du marché, et nous avons une présence stratégique dans tous les secteurs d'activité liés aux marchés des capitaux. Aux États-Unis, nous sommes présents dans tous les secteurs d'activité et nous offrons des services de banque d'investissement. Nos concurrents sont d'importantes banques d'investissement américaines et mondiales, ainsi que de plus petites sociétés régionales. Au Royaume-Uni et en Europe, nos concurrents dans nos principaux secteurs d'expertise sont des banques d'investissement mondiales et régionales. En Asie-Pacifique, nos concurrents sont des banques d'investissement mondiales et régionales en ce qui a trait à la prestation de services choisis, y compris les activités de distribution de titres à revenu fixe et les opérations de change en Asie, et les services à la grande entreprise et services de banque d'investissement en Australie.

### Revue économique et revue des marchés

Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont affiché une amélioration graduelle au cours de 2013, en raison de la croissance modérée de l'économie enregistrée dans les deux pays et du maintien d'une politique monétaire expansionniste. Les conditions sur certains marchés européens sont demeurées incertaines, en raison de la persistance des inquiétudes liées à l'endettement d'États souverains.

L'augmentation des activités des clients découlant de l'amélioration de l'économie mondiale et des faibles taux d'intérêt a donné lieu à d'importantes activités d'émission pendant presque tout l'exercice, et nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont affiché un bon rendement, en raison de l'accroissement des activités de prêts, de syndication de prêts et de montage de prêts, ainsi que des activités de fusion et d'acquisition. Nous avons enregistré ces résultats malgré le maintien des conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, les taux de rendement des obligations d'État et de sociétés à long terme s'étant établis à des niveaux historiquement faibles au premier semestre de l'exercice et les rendements et la volatilité des écarts de taux ayant augmenté au cours du deuxième semestre de 2013, en raison des préoccupations du marché concernant l'incertitude liée à l'orientation des politiques budgétaires et monétaires aux États-Unis. Ces conditions du marché ont eu une incidence défavorable sur les revenus tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe.

### Faits saillants

- Nous avons poursuivi nos activités visant à accroître nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, particulièrement aux États-Unis et en Europe, et rééquilibré nos activités sur les marchés mondiaux en tirant parti des investissements que nous avons effectués au cours des exercices précédents, en réinvestissant dans nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement des capitaux précédemment investis dans les activités de négociation, et en gérant les risques en ciblant nos efforts sur les activités de négociation.
- Au Canada, nous avons maintenu notre position de chef de file sur le marché en renforçant nos relations avec nos clients existants, en attirant de nouveaux clients et en offrant un éventail complet de capacités à l'échelle mondiale. Le magazine *Euromoney* nous a décerné le titre de meilleure banque d'investissement au Canada pour une sixième année consécutive, et nous avons continué d'obtenir plusieurs importants mandats; à cet égard, nous avons notamment agi à titre de conseiller financier de Nexen Inc., dans le cadre de l'acquisition de CNOOC Limited, pour un montant de 15,1 milliards de dollars.
- Aux États-Unis, nous avons tiré parti des investissements stratégiques effectués au cours des derniers exercices pour accroître nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, nous avons établi de nouvelles relations dans le cadre de nos activités de prêts et nous avons concentré nos efforts sur nos activités de montage et sur nos activités de négociation effectuées pour le compte de clients. Nous avons enregistré des résultats records en ce qui a trait aux services à la grande entreprise et services de banque d'investissement aux États-Unis et nous nous sommes classés au dixième rang des banques d'investissement dans les Amériques pour les neuf premiers mois de 2013 (Thomson Reuters). Ces résultats s'expliquent par l'augmentation de notre part de marché, par l'accroissement de nos activités et par le fait que nous avons obtenu plusieurs mandats importants; à cet égard, nous avons notamment agi à titre de cochef de file dans le cadre du placement de billets de premier rang non garantis d'un montant de 49 milliards de dollars par Verizon Communications Inc., à titre de co-syndicataire chef de file et de cochef de file dans le cadre de l'acquisition par emprunt de Dell Inc. pour un montant de 24,9 milliards, et à titre de co-syndicataire chef de file et de cochef de file dans le cadre du financement lié à l'acquisition de Neiman Marcus Group pour un montant de 6 milliards.
- Au Royaume-Uni et en Europe, nous avons continué d'accroître nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. À cette fin, nous avons accru de façon sélective nos services dans nos principaux secteurs d'expertise, et nous nous sommes efforcés d'attirer de nouveaux clients en continuant de nous concentrer sur l'accroissement de nos activités de prêts et de nos parts de marché. Nous avons obtenu de nouveaux mandats et avons notamment agi à titre de chef de file dans le cadre d'une offre visant l'acquisition du Debt Management Office au Royaume-Uni, pour un montant de 2 milliards de dollars. En raison des conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, nous avons réorienté nos efforts et cherché à améliorer les rendements de nos principales activités sur les marchés mondiaux et nous avons mis fin aux activités non performantes telles que celles liées aux obligations d'État en Europe.

- En Asie, nous avons continué de nous concentrer sur nos capacités en matière de distribution liées aux activités de négociation de titres à revenu fixe et en matière d'opérations de change et, en Australie, nous avons continué d'accroître de façon sélective nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement dans les secteurs des mines, de l'énergie et des infrastructures.

### Perspectives et priorités

En 2014, nous prévoyons une croissance continue de nos activités de montage de titres de participation et de prêts, de nos services-conseils liés aux activités de fusion et d'acquisition et de nos activités de prêts, en raison de l'amélioration continue prévue de la conjoncture économique et des conditions du marché, ainsi que des investissements stratégiques dans nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement aux États-Unis au cours des derniers exercices.

De façon générale, nous prévoyons une amélioration notable de nos activités sur les marchés mondiaux, en raison de la croissance de nos activités de négociation de titres à revenu fixe, de devises et de marchandises reflétant la stabilisation des conditions du marché, particulièrement aux États-Unis, comparativement aux conditions de marché difficiles qui ont régné en 2013. Cependant, la reprise de l'économie mondiale et la stabilisation des conditions du marché seront tributaires de la façon dont les marchés réagiront aux mesures prises relativement aux incertitudes liées à l'orientation des politiques budgétaires et monétaires aux États-Unis, particulièrement au premier semestre de 2014, et aux craintes liées à l'endettement d'États souverains en Europe. Nous nous attendons également à ce que les réformes réglementaires, particulièrement la réforme concernant les dérivés hors cote, la règle Volcker et les réformes liées à l'accord de Bâle III, aient une incidence défavorable sur la croissance de nos activités de négociation.

Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents. Pour plus de détails sur nos perspectives économiques générales, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

### Principales priorités stratégiques pour 2014

- Nous comptons maintenir notre position de chef de file au Canada en nous concentrant sur la mise à exécution de nos stratégies et sur l'établissement de relations à long terme avec nos clients, en accroissant notre part du marché des PME et en tirant parti de nos capacités à l'échelle mondiale.
- Nous comptons accroître et renforcer nos relations avec les clients aux États-Unis en tirant parti de notre présence dans les divers secteurs d'activité et de nos relations avec les clients dans le cadre des activités de prêts, de manière à accroître notre part de marché et à favoriser les revenus tirés des services tarifés, tout en améliorant les marges.
- Nous comptons mettre à profit nos forces principales en Europe et en Asie en ce qui a trait aux services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et au secteur Marchés Mondiaux en améliorant la rentabilité, en accroissant de façon sélective les services à la grande entreprise et services de banque d'investissement dans nos secteurs d'expertise et en axant nos efforts sur le caractère durable de nos activités de négociation par le biais de nos activités de montage et de vente.
- Nous comptons raffermir nos relations avec les clients et optimiser les capitaux utilisés pour générer des rendements élevés ajustés en fonction des risques sur les actifs et sur les capitaux propres, gérer efficacement les risques à l'aide d'une approche rigoureuse conforme à notre seuil de tolérance à l'égard du risque et accroître l'efficacité de notre modèle d'affaires.
- Nous comptons composer avec les importants changements apportés au contexte réglementaire, particulièrement ceux liés à la réforme concernant les dérivés hors cote et à la règle Volcker, ainsi qu'avec les changements aux termes de l'accord de Bâle III liés aux ajustements de l'évaluation du crédit, au ratio de couverture des liquidités et à la révision du cadre de gestion du ratio de levier financier.

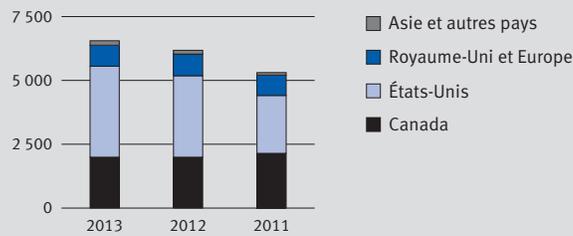
### Faits saillants financiers du secteur Marchés des Capitaux

Tableau 28

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	2013	2012	2011
Revenu net d'intérêt (1)	2 872 \$	2 559 \$	2 197 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 708	3 629	3 127
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>6 580</b>	<b>6 188</b>	<b>5 324</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	135	(14)
Frais autres que d'intérêt	3 844	3 746	3 487
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>2 548</b>	<b>2 307</b>	<b>1 851</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 710 \$</b>	<b>1 581 \$</b>	<b>1 292 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	3 014 \$	2 533 \$	2 371 \$
Marchés Mondiaux	3 492	3 635	3 143
Autres	74	20	(190)
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,2 %	13,5 %	15,2 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	368 300 \$	349 200 \$	322 000 \$
Titres détenus à des fins de transaction	100 800	90 400	112 300
Prêts et acceptations	54 700	47 000	35 300
Dépôts	35 300	30 900	26 500
Capital attribué	11 500	11 150	8 000
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	3 644	3 560	3 537
<b>Information relative au crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,42 %	0,83 %	0,65 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,34 %	0,29 %	(0,04) %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour 2013 s'élève à 380 millions de dollars (431 millions en 2012; 459 millions en 2011). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

### Revenus par secteur géographique (en millions de dollars canadiens)



#### Rendement financier 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net a augmenté de 129 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, principalement aux États-Unis, et de la réduction de la rémunération variable. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 392 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient essentiellement à la forte croissance de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement tenant à l'augmentation des activités de prêts, de syndication de prêts et de montage de prêts, particulièrement aux États-Unis, ainsi qu'aux volumes plus élevés liés à nos activités d'investissement en actions dans la plupart des secteurs géographiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse, principalement en Europe, des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant des conditions de marché difficiles qui ont régné au cours de l'exercice considéré.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 53 millions de dollars, ou 39 %, résultat qui tient essentiellement à des dotations ayant trait à quelques comptes. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 98 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes et de la hausse des coûts de soutien liée aux infrastructures, aux initiatives en matière de contrôle et à l'accroissement de la réglementation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable, laquelle reflète la réduction du ratio de la rémunération par rapport aux revenus, ainsi que par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité.

#### 2012 par rapport à 2011

Le bénéfice net a augmenté de 289 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à 2011, résultat qui concerne principalement les activités du secteur Marchés Mondiaux et qui tient aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant l'amélioration des conditions du marché, comparativement aux conditions difficiles qui ont régné au deuxième semestre 2011. Les résultats considérablement plus élevés tirés de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement découlant de l'accroissement des activités de prêts et de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances alors que des reprises de provisions avaient été comptabilisées en 2011, et par la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

Le total des revenus a augmenté de 864 millions de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant en grande partie de l'amélioration des conditions du marché, principalement aux États-Unis, comparativement aux conditions difficiles qui ont régné au deuxième semestre de 2011, qui s'est traduite par une augmentation des activités des clients, par l'accroissement des liquidités sur le marché et par le resserrement des écarts de taux. En ce qui concerne nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, la forte croissance des clients liée aux activités de prêts et de syndication de prêts a également contribué à l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 135 millions de dollars, par rapport à une reprise de provisions de 14 millions en 2011, résultat qui reflète essentiellement des dotations ayant trait à quelques comptes au cours de 2012.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 259 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'augmentation de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, qui a trait en grande partie à nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement aux États-Unis et au Royaume-Uni. Cette augmentation a été neutralisée en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité.

#### Analyse des secteurs d'activité

##### Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement

Le secteur d'activité Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se compose des activités de prêts aux grandes entreprises, des activités de syndication de prêts, des activités de montage de prêts et de titres de participation, des services-conseils liés aux activités de fusion et d'acquisition, des placements privés, des services de recherche, des transactions de titrisation auprès de clients et du groupe Crédits mondiaux. En ce qui concerne les activités de montage de prêts et de titres de participation, les revenus sont répartis entre les secteurs Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés Mondiaux, en fonction de l'apport de chaque groupe, conformément à l'entente conclue.

#### Rendement financier

Les revenus du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se sont établis à 3 014 millions de dollars, en hausse de 481 millions, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services de banque d'investissement ont augmenté de 236 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la forte croissance des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de montage de prêts reflétant le niveau élevé des activités d'émission, principalement aux États-Unis et en Europe, et à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition reflétant le plus grand nombre de mandats obtenus, principalement au Canada et aux États-Unis.

Les revenus tirés des activités de prêts et des autres activités se sont accrus de 245 millions de dollars, ou 21 %, grâce surtout à la forte croissance de notre portefeuille de prêts, principalement aux États-Unis.

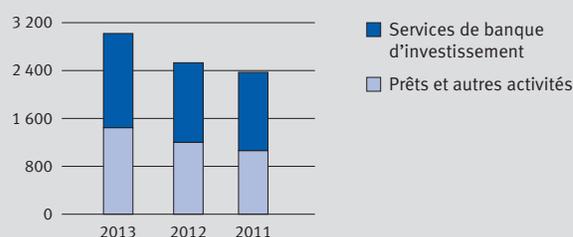
#### Faits saillants

Tableau 29

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>3 014 \$</b>	<b>2 533 \$</b>	<b>2 371 \$</b>
<b>Répartition des revenus (1)</b>			
Services de banque d'investissement	1 574	1 338	1 306
Prêts et autres activités (2)	1 440	1 195	1 065
<b>Autres renseignements</b>			
Moyenne de l'actif	40 000	33 800	21 300

- (1) La majoration au montant imposable équivalent pour 2013 s'élève à 2 millions de dollars (10 millions en 2012; 20 millions en 2011). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Ce poste se compose des prêts aux grandes entreprises, des transactions de titrisation auprès de clients et du groupe Crédits mondiaux.

#### Répartition du total des revenus (en millions de dollars canadiens)



#### Marchés Mondiaux

Le secteur d'activité Marchés Mondiaux se compose des services de négociation de titres à revenu fixe, des opérations de change, des activités de vente et de négociation de titres de participation, des transactions de mise en pension de titres, des activités de financement garanti et des activités liées au marché des marchandises.

#### Rendement financier

Le total des revenus s'est établi à 3 492 millions de dollars, en baisse de 143 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, de devises et de marchandises ont diminué de 218 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la baisse considérable des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du fait des conditions de marché difficiles, qui reflètent les incertitudes liées à l'orientation des politiques budgétaires et monétaires aux États-Unis, ainsi que de la réduction des volumes de transactions des clients et du rétrécissement des écarts acheteur-vendeur au premier semestre de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des activités de montage de prêts, particulièrement aux États-Unis et en Europe, laquelle découle de l'accroissement des activités des clients.

Les revenus tirés des activités de montage de titres de participation ont augmenté de 62 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète essentiellement les résultats à la hausse tirés des activités de négociation et la croissance des volumes liés aux activités d'investissement en actions. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de montage de titres de participation, principalement aux États-Unis, laquelle reflète la hausse des activités d'émission.

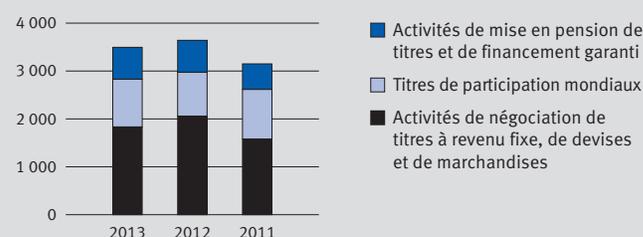
#### Faits saillants

Tableau 30

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012	2011
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>3 492 \$</b>	<b>3 635 \$</b>	<b>3 143 \$</b>
<b>Répartition des revenus (1)</b>			
Titres à revenu fixe, devises et marchandises	1 834	2 052	1 584
Titres de participation	989	927	1 033
Mise en pension de titres et services de financement garanti (2)	669	656	526
<b>Autres renseignements</b>			
Moyenne de l'actif	351 100	311 700	278 500

- (1) La majoration au montant imposable équivalent pour 2013 s'élève à 378 millions de dollars (421 millions en 2012; 439 millions en 2011). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Ce poste se compose de nos activités de financement garanti pour le compte de nos secteurs d'activité internes et de clients externes.

#### Répartition du total des revenus (en millions de dollars canadiens)



#### Autres

Le secteur d'activité Autres se compose de portefeuilles existants, y compris nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et les titres à enchères aux États-Unis. Au cours des derniers exercices, nous avons considérablement réduit plusieurs de nos portefeuilles existants, afin d'optimiser les capitaux utilisés pour améliorer les rendements ajustés en fonction des risques et réduire le risque de liquidité lié à divers produits.

#### Rendement financier

Les revenus se sont établis à 74 millions de dollars, en hausse de 54 millions, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient en grande partie à l'augmentation des profits relatifs aux portefeuilles existants de titres à enchères liés aux prêts aux étudiants.

## Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux se composent du groupe Exploitation et Technologie, qui fournit l'infrastructure technologique et d'exploitation requise pour assurer la prestation efficace de produits et de services à nos clients, ainsi que du groupe Fonctions, qui regroupe les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, d'audit interne et d'autres fonctions générales. Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie certaines activités liées au contrôle et à la surveillance de l'entreprise qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation. Les services de soutien généraux comprennent également la fonction Trésorerie générale. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

## Services de soutien généraux

Tableau 31

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres)	2013	2012	2011
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(123)\$	(183)\$	(293)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	(32)	67	257
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(155)</b>	<b>(116)</b>	<b>(36)</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	–	5
Frais autres que d'intérêt	50	37	93
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(208)</b>	<b>(153)</b>	<b>(134)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(650)	(512)	(431)
<b>Bénéfice net (2)</b>	<b>442 \$</b>	<b>359 \$</b>	<b>297 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	11 971	11 618	11 694

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'est établi à 93 millions de dollars (92 millions au 31 octobre 2012; 92 millions au 31 octobre 2011).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'est établi à 380 millions de dollars, comparativement à 431 millions à l'exercice précédent et à 459 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### 2013

Le bénéfice net s'est élevé à 442 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les ajustements fiscaux nets favorables, y compris des ajustements fiscaux de 214 millions liés à l'exercice précédent, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

### 2012

Le bénéfice net s'est établi à 359 millions de dollars et résulte principalement du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC, lequel a donné lieu à la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions, et à un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié à un remboursement d'impôts payés et aux mesures de gestion de l'actif et du passif.

### 2011

Le bénéfice net s'est établi à 297 millions de dollars et résulte surtout de nos mesures de gestion de l'actif et du passif et des profits liés à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement.

## Information financière trimestrielle

### Rendement au quatrième trimestre de 2013

#### Quatrième trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net du quatrième trimestre s'est élevé à 2 119 millions de dollars, en hausse de 208 millions, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,40 \$, en hausse de 0,15 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 18,6 %, en baisse de 10 points de base. Nos résultats du quatrième trimestre reflètent la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et la croissance solide des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation tient aussi à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine et au rendement amélioré du secteur Services aux investisseurs. Nos résultats ont également bénéficié de la réduction du taux d'imposition effectif, qui reflète essentiellement des ajustements fiscaux favorables de 124 millions de dollars liés à des exercices précédents, et de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de police.

Le total des revenus a augmenté de 452 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, de l'accroissement des activités de syndication de prêts du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité de nos Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des revenus tirés des activités de négociation et au rendement amélioré du secteur Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts tenant au maintien de faibles taux d'intérêt et aux pressions concurrentielles sur les taux dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la diminution des activités de montage de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une dotation ayant trait à un compte dans le secteur Marchés des Capitaux, et la diminution des dotations liées aux portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances ayant trait à quelques comptes du secteur Gestion de patrimoine.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 108 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la charge liée à certaines polices d'assurance vie individuelle dont il est fait mention ci-dessus, et de la hausse du montant net des coûts liés aux sinistres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 291 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine ainsi qu'une dotation liée à des avantages postérieurs à l'emploi et des charges de restructuration ayant trait à nos activités dans les Antilles de 40 millions. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux, à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, et à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficience.

### Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

#### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

Tableau 32

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013				2012			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Activités poursuivies</b>								
Revenu net d'intérêt	3 350 \$	3 393 \$	3 223 \$	3 285 \$	3 175 \$	3 289 \$	3 031 \$	3 003 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 620	3 825	4 546	4 625	4 343	4 467	3 893	4 571
<b>Total des revenus</b>	<b>7 970 \$</b>	<b>7 218 \$</b>	<b>7 769 \$</b>	<b>7 910 \$</b>	<b>7 518 \$</b>	<b>7 756 \$</b>	<b>6 924 \$</b>	<b>7 574 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	335	267	288	349	362	324	348	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	878	263	938	705	770	1 000	640	1 211
Frais autres que d'intérêt	4 164	4 001	4 011	4 051	3 873	3 759	3 857	3 671
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>2 593 \$</b>	<b>2 687 \$</b>	<b>2 532 \$</b>	<b>2 805 \$</b>	<b>2 513 \$</b>	<b>2 673 \$</b>	<b>2 079 \$</b>	<b>2 425 \$</b>
Impôt sur le résultat	474	383	596	735	602	433	516	549
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 119 \$	2 304 \$	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	(30)	(21)
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 119 \$</b>	<b>2 304 \$</b>	<b>1 936 \$</b>	<b>2 070 \$</b>	<b>1 911 \$</b>	<b>2 240 \$</b>	<b>1 533 \$</b>	<b>1 855 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,41 \$	1,54 \$	1,28 \$	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,00 \$	1,23 \$
– dilué	1,40	1,52	1,27	1,36	1,25	1,47	0,99	1,22
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,41 \$	1,54 \$	1,28 \$	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,02 \$	1,24 \$
– dilué	1,40	1,52	1,27	1,36	1,25	1,47	1,01	1,23
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies</b>								
Services aux particuliers et aux entreprises	1 081 \$	1 180 \$	1 057 \$	1 120 \$	1 034 \$	1 102 \$	940 \$	1 012 \$
Gestion de patrimoine	205	236	225	233	207	156	212	188
Assurances	107	160	166	164	194	179	151	190
Services aux investisseurs et trésorerie	92	104	67	80	72	51	(121)	83
Marchés des Capitaux	472	388	386	464	410	429	371	371
Services de soutien généraux	162	236	35	9	(6)	323	10	32
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>2 119 \$</b>	<b>2 304 \$</b>	<b>1 936 \$</b>	<b>2 070 \$</b>	<b>1 911 \$</b>	<b>2 240 \$</b>	<b>1 563 \$</b>	<b>1 876 \$</b>
<b>Total du bénéfice net</b>	<b>2 119 \$</b>	<b>2 304 \$</b>	<b>1 936 \$</b>	<b>2 070 \$</b>	<b>1 911 \$</b>	<b>2 240 \$</b>	<b>1 533 \$</b>	<b>1 855 \$</b>
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	18,3 %	14,3 %	23,5 %	26,2 %	24,0 %	16,2 %	24,8 %	22,6 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,960 \$	0,963 \$	0,982 \$	1,005 \$	1,011 \$	0,982 \$	1,008 \$	0,987 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

## Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le premier trimestre est celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux affiche ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments des charges. Les résultats du secteur Services aux investisseurs au troisième trimestre bénéficient généralement de l'augmentation des activités de prêt de titres découlant de la saison des dividendes en Europe. Le troisième et le quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ont généralement tendance à ralentir, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

## Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions de dollars ayant trait à des exercices précédents.
- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, ainsi que d'un ajustement favorable de 125 millions (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, et d'une perte supplémentaire de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

## Analyse des tendances

La conjoncture au Canada et aux États-Unis s'est améliorée graduellement au cours de la période, les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ayant de façon générale affiché une amélioration en 2013. Les conditions sur les marchés financiers mondiaux sont en règle générale demeurées incertaines au cours de la période, en raison de la persistance des inquiétudes liées à l'endettement d'États souverains en Europe.

De façon générale, le bénéfice a été robuste au cours de la période, surtout en raison de la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et aux résultats solides, dans l'ensemble, du secteur Marchés des Capitaux, y compris les solides résultats enregistrés au quatrième trimestre de 2013. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont de façon générale affiché une tendance à la hausse depuis le troisième trimestre de 2012, en raison de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions, la baisse enregistrée pour le trimestre considéré découlant essentiellement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats du secteur Assurances ont continué de fluctuer au cours de la période, situation qui tient au calendrier des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni et aux ajustements des provisions techniques, et ils ont été touchés de façon défavorable ce trimestre par une charge découlant d'un projet de loi au Canada qui vise certaines polices d'assurance vie individuelle. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie au cours des cinq trimestres postérieurs à notre acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia ont fluctué, de solides résultats ayant été enregistrés au deuxième semestre de l'exercice 2013.

Les revenus ont continué d'afficher une tendance à la hausse au cours de la période, mais ils ont subi certaines fluctuations. L'augmentation générale des revenus au cours de la période résulte toujours de la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, de la croissance du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs s'est traduite par des revenus supplémentaires depuis le troisième trimestre de 2012, et notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par des revenus supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013. Les revenus tirés des activités de négociation ont fluctué au cours de la période, en raison des conditions de marché difficiles. Le revenu net d'intérêt a continué d'afficher une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes liés à la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts découlant du maintien de faibles taux d'intérêt et par l'intensification de la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est, de façon générale, demeurée stable au cours de la période et elle a dans l'ensemble affiché une tendance à la baisse depuis le quatrième trimestre de 2012, en raison de la stabilisation de la qualité des actifs liés au portefeuille de prêts de détail au Canada et de l'amélioration de la qualité du crédit liée à notre portefeuille dans les Antilles. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre considéré découle principalement des dotations ayant trait à quelques comptes du secteur Gestion de patrimoine. Les dotations comptabilisées dans le secteur Marchés des Capitaux ont fluctué et affiché une tendance à la baisse au cours des trois derniers trimestres.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance pour le trimestre considéré tiennent compte d'une charge découlant du projet de loi au Canada qui vise certaines polices d'assurance vie individuelle et dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. L'augmentation est aussi imputable aux coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs depuis le troisième trimestre de 2012 et à notre acquisition d'Ally Canada au deuxième trimestre de 2013. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficience.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et divers ajustements fiscaux. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a, de façon générale, donné lieu à une diminution de notre taux d'imposition effectif. Aux troisième et quatrième trimestres de 2013, le taux d'imposition effectif a été touché par les ajustements fiscaux nets favorables liés à des exercices précédents dont il est fait mention ci-dessus.

## Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

Tableau 33

(en millions de dollars canadiens)	2013				2012				2011			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
<b>Activités poursuivies</b>												
Revenu net d'intérêt	10 960 \$	1 602 \$	689 \$	13 251 \$	10 413 \$	1 308 \$	777 \$	12 498 \$	9 641 \$	1 091 \$	625 \$	11 357 \$
Revenus autres que d'intérêt	8 855	3 834	4 927	17 616	9 378	3 564	4 332	17 274	9 270	2 815	4 196	16 281
<b>Total des revenus</b>	<b>19 815 \$</b>	<b>5 436 \$</b>	<b>5 616 \$</b>	<b>30 867 \$</b>	<b>19 791 \$</b>	<b>4 872 \$</b>	<b>5 109 \$</b>	<b>29 772 \$</b>	<b>18 911 \$</b>	<b>3 906 \$</b>	<b>4 821 \$</b>	<b>27 638 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	898	77	264	1 239	1 021	90	190	1 301	1 016	(12)	129	1 133
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 425	10	1 349	2 784	2 320	16	1 285	3 621	2 124	21	1 213	3 358
Frais autres que d'intérêt	9 345	3 677	3 205	16 227	8 809	3 404	2 947	15 160	8 376	3 159	2 632	14 167
Impôt sur le résultat	1 754	402	32	2 188	1 600	519	(19)	2 100	1 728	259	23	2 010
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>6 393 \$</b>	<b>1 270 \$</b>	<b>766 \$</b>	<b>8 429 \$</b>	<b>6 041 \$</b>	<b>843 \$</b>	<b>706 \$</b>	<b>7 590 \$</b>	<b>5 667 \$</b>	<b>479 \$</b>	<b>824 \$</b>	<b>6 970 \$</b>
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	(51)	-	(51)	-	(526)	-	(526)
<b>Bénéfice net</b>	<b>6 393 \$</b>	<b>1 270 \$</b>	<b>766 \$</b>	<b>8 429 \$</b>	<b>6 041 \$</b>	<b>792 \$</b>	<b>706 \$</b>	<b>7 539 \$</b>	<b>5 667 \$</b>	<b>(47) \$</b>	<b>824 \$</b>	<b>6 444 \$</b>

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

### 2013 par rapport à 2012

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 352 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, à la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement découlant de l'accroissement des activités de prêts, des activités de fusion et d'acquisition et des activités de syndication de prêts, à l'amélioration de la qualité du crédit liée au portefeuille du secteur Services bancaires canadiens, et à l'apport découlant de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par la comptabilisation, dans le secteur Assurances, d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'un projet de loi au Canada qui aurait une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par le règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, qui a donné lieu à une reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et à un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt), ainsi que par un ajustement favorable de 125 millions (92 millions après impôt) lié à une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Nos résultats à l'exercice précédent ont également été touchés de façon défavorable par une perte de valeur liée à l'acquisition de la tranche résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, dont une tranche de 105 millions (avant et après impôt) a été comptabilisée dans le secteur Canada.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 478 millions de dollars, ou 60 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement d'ajustements fiscaux favorables de 214 millions ayant trait à des exercices précédents. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, laquelle tient en grande partie à l'accroissement des activités de syndication de prêts et des activités de prêts, ainsi qu'à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la rémunération variable des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 60 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. L'augmentation est aussi attribuable au rendement amélioré des Services aux investisseurs, y compris la hausse des revenus, ainsi que les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, à la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte de valeur liée à notre acquisition de RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus et dont une tranche de 63 millions de dollars (avant et après impôt) a été comptabilisée dans le secteur Autres pays, ainsi que par notre quote-part de la perte à l'échange de titres et des pertes de négociation comptabilisées par RBC Dexia. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus à la baisse tirés des activités de négociation, principalement en Europe, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, et par une dotation liée à des avantages postérieurs à l'emploi et des charges de restructuration ayant trait à nos activités dans les Antilles de 40 millions de dollars (31 millions après impôt).

### 2012 par rapport à 2011

#### Activités poursuivies

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 374 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la forte croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et du revenu d'intérêt dont il est fait mention ci-dessus, de la réduction du taux d'imposition effectif attribuable à la diminution des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi, et de l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts

hypothécaires dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, laquelle a été neutralisée en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi que par la perte de valeur liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 364 millions de dollars, ou 76 %, par rapport à 2011, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation, qui reflètent l'amélioration des conditions du marché comparativement aux conditions difficiles qui ont régné au deuxième semestre de 2011. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance des résultats tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, laquelle tient à la croissance des clients liée à nos activités de prêts, de syndication de prêts et de montage. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 118 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à 2011, en raison principalement de la perte de valeur liée à notre acquisition de RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés des Capitaux. De plus, les résultats de 2011 ont été touchés de façon favorable par la comptabilisation d'un profit lié à MBIA.

### Activités abandonnées

Pour des renseignements détaillés sur les résultats liés à nos activités abandonnées, se reporter à la rubrique Rendement financier.

## Situation financière

### Bilans résumés (1)

Tableau 34

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2013	2012	2011
<b>Actif</b>			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	15 870 \$	12 617 \$	12 428 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	9 061	10 255	6 460
Valeurs mobilières	182 718	161 611	167 022
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	117 517	112 257	84 947
Prêts			
Prêts de détail	321 678	301 185	284 745
Prêts de gros	88 947	79 056	64 752
Provision pour pertes sur prêts	(1 959)	(1 997)	(1 967)
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	513	383	320
Autres – Dérivés	74 822	91 293	99 650
– Actifs liés aux activités abandonnées	–	–	27 152
– Autres	51 652	58 440	48 324
<b>Total de l'actif</b>	<b>860 819 \$</b>	<b>825 100 \$</b>	<b>793 833 \$</b>
<b>Passif</b>			
Dépôts	558 480 \$	508 219 \$	479 102 \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts	513	383	320
Autres – Dérivés	76 745	96 761	100 522
– Passifs liés aux activités abandonnées	–	–	20 076
– Autres	166 403	165 194	142 707
Déventures subordonnées	7 443	7 615	8 749
Titres de fiducie de capital	900	900	894
<b>Total du passif</b>	<b>810 484</b>	<b>779 072</b>	<b>752 370</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>48 540</b>	<b>44 267</b>	<b>39 702</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	1 795	1 761	1 761
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>50 335</b>	<b>46 028</b>	<b>41 463</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>860 819 \$</b>	<b>825 100 \$</b>	<b>793 833 \$</b>

(1) Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

### 2013 par rapport à 2012

Le total de l'actif a augmenté de 36 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 1 milliard de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète principalement le placement accru de nos dépôts internes découlant de notre acquisition de la participation résiduelle de 50 % de RBC Dexia, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des dépôts à jour.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'augmentation des prêts d'emprunt de gouvernements et de sociétés dans le cadre de nos mesures de gestion du risque de liquidité et de financement.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 5 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport à certaines autres monnaies.

Les prêts ont augmenté de 30 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de produits de financement sur valeur nette au Canada, laquelle reflète le maintien de faibles taux d'intérêt et notre acquisition d'Ally Canada. L'augmentation tient aussi à l'augmentation des prêts aux grandes entreprises dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les actifs dérivés ont diminué de 16 milliards de dollars, ou 18 %, résultat qui s'explique en grande partie par la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt en raison de la hausse des taux d'intérêt.

Les autres actifs ont diminué de 7 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total du passif s'est accru de 31 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 50 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement nos émissions d'obligations sécurisées et d'autres billets à échéance aux fins des exigences en matière de financement, ainsi que la croissance des dépôts des entreprises.

L'augmentation est aussi attribuable à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail, ainsi qu'à l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport à certaines autres monnaies.

Les passifs dérivés ont diminué de 20 milliards de dollars, ou 21 %, résultat qui est principalement attribuable à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt tenant à la hausse des taux d'intérêt.

Les autres passifs se sont accrus de 1 milliard de dollars, ou 1 %, résultat qui découle essentiellement de l'augmentation des obligations liées à des titres vendus à découvert et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport à certaines autres monnaies. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des conventions de rachat tenant à la réduction des exigences en matière de financement et à la diminution des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Notre bilan consolidé a été touché par les opérations de change, lesquelles ont donné lieu à une augmentation d'environ 14 milliards de dollars du total de l'actif et du total des passifs et des capitaux propres, en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport à certaines autres monnaies, comparativement à l'exercice précédent.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités ad hoc et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque.

Nous avons recours à des entités ad hoc pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

### Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Les transactions de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres d'emprunt de gros non garantis.

La majorité de nos transactions de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité ad hoc consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires LNH, et ces prêts hypothécaires ne sont pas décomptabilisés dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Nous avons également titrisé des prêts hypothécaires résidentiels dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada, qui sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés lorsqu'ils sont vendus à des tiers investisseurs. Au cours de 2013, nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada (21 millions de dollars en 2012).

Au cours des exercices précédents, nous titrisions des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des entités ad hoc sous forme de groupes de créances garanties satisfaisant à certains critères de diversification, de levier financier et de couverture de la dette. Nous sommes le promoteur de l'une de ces entités ad hoc. Nous participions également à des transactions de titrisation d'obligations, dans le cadre desquelles nous achetons des obligations émises par des gouvernements municipaux, des obligations liées à des gouvernements ou des obligations de sociétés, pour ensuite monter ces obligations sous forme de certificats de participation que nous vendons à des tiers investisseurs. Les prêts hypothécaires commerciaux et les certificats de participation liés à des obligations qui sont titrisés sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Les liens que nous avons conservés avec les actifs transférés se limitent à la prestation de services de gestion à l'égard des obligations sous-jacentes et des prêts hypothécaires commerciaux vendus à l'entité ad hoc dont nous sommes le promoteur. Au 31 octobre 2013, le montant en cours au titre des activités de titrisation des périodes précédentes s'élevait à 1,3 milliard de dollars pour les prêts hypothécaires commerciaux (1,4 milliard au 31 octobre 2012) et à 624 millions pour les certificats de participation liés à des obligations (661 millions au 31 octobre 2012). Nous n'avons pas titrisé de certificats de participation liés à des obligations ni de prêts hypothécaires commerciaux au cours de 2013.

### Participations dans des entités ad hoc non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités ad hoc, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2013											2012		
	Total de l'actif par note de crédit					Total de l'actif par échéance moyenne				Total de l'actif par lieu de résidence de l'emprunteur			Total de l'actif (1)	Risque maximal (1)
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1)(2)	De première qualité (3)	De qualité inférieure (3)	Aucune note	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays		
<b>Entités ad hoc non consolidées</b>														
Conduits multicédants (4)	31 075 \$	31 556 \$	30 919 \$	156 \$	– \$	6 000 \$	24 143 \$	932 \$	– \$	5 570 \$	22 549 \$	2 956 \$	29 582 \$	30 029 \$
Financement structuré	3 895	1 272	3 745	150	–	200	–	3 695	–	200	3 695	–	5 039	1 760
Fonds de placement	1 621	1 461	584	–	1 037	–	–	584	1 037	32	656	933	1 584	1 082
Produits de crédit	74	15	–	74	–	–	–	74	–	–	–	74	852	169
Entités de titrisation de tiers	8 098	992	1 688	33	6 377	–	105	3 601	4 392	–	3 706	4 392	6 811	1 266
Autres	241	76	–	–	241	–	–	–	241	36	200	5	368	103
	<b>45 004 \$</b>	<b>35 372 \$</b>	<b>36 936 \$</b>	<b>413 \$</b>	<b>7 655 \$</b>	<b>6 200 \$</b>	<b>24 248 \$</b>	<b>8 886 \$</b>	<b>5 670 \$</b>	<b>5 838 \$</b>	<b>30 806 \$</b>	<b>8 360 \$</b>	<b>44 236 \$</b>	<b>34 409 \$</b>

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2013. Le total de l'actif pourrait être différent du total présenté à la note 7, en raison de certaines entités, principalement des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif, pour lesquelles nous sommes le promoteur mais relativement auxquelles nous ne détenons pas une participation financière significative.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Les notes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les notes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de première qualité tandis que les notes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.
- (4) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notes chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle note sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 81 % des actifs dans des entités ad hoc non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 79 % à l'exercice précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, soit un résultat conforme à celui de l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 31 octobre 2013 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,5 ans.

#### Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Nous exerçons des activités sur ce marché des conduits parce que nos clients accordent de la valeur à ces transactions. Nos clients ont principalement recours aux conduits multicédants pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement en tirant parti de la valeur de garanties de grande qualité. Ces conduits nous offrent une bonne source de revenus, un rendement ajusté en fonction des risques et des occasions d'interdistribution.

Nous fournissons aux conduits multicédants certains services tels que des services de structuration des transactions et d'administration, ainsi que des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels. Les commissions touchées à l'égard de ces services se sont établies à 158 millions de dollars au cours de l'exercice (146 millions en 2012). Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans ces conduits multicédants et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs qu'ils détiennent.

Le total de nos engagements envers les conduits au titre des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit est présenté ci-après. Le montant total de l'engagement au titre de ces facilités est supérieur au montant maximal total des actifs que les conduits pourraient être tenus d'acheter en vertu des conventions d'achat. Par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités.

#### Facilités de liquidités et de rehaussements de crédit

#### Tableau 36

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2013				2012			
	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total
Facilités de garantie de liquidités	31 675 \$	27 875 \$	896 \$	28 771 \$	30 143 \$	25 935 \$	1 391 \$	27 326 \$
Facilités de rehaussements de crédit	2 889	2 785	–	2 785	2 703	2 703	–	2 703
<b>Total</b>	<b>34 564 \$</b>	<b>30 660 \$</b>	<b>896 \$</b>	<b>31 556 \$</b>	<b>32 846 \$</b>	<b>28 638 \$</b>	<b>1 391 \$</b>	<b>30 029 \$</b>

- (1) Selon le plafond de financement lié aux facilités engagées.
- (2) Déduction faite de la provision pour pertes sur prêts et des radiations.

Au 31 octobre 2013, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a augmenté de 1,5 milliard de dollars, ou 5,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a diminué de 495 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des remboursements de capital. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont augmenté de 186 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète en grande partie la fluctuation des taux de change et l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation.

#### Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

Tableau 37

Au 31 octobre (en millions)	2013			2012		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
<b>Actifs titrisés en cours</b>						
Prêts sur cartes de crédit	6 096 \$	510 \$	6 866 \$	7 410 \$	510 \$	7 912 \$
Prêts automobiles et crédit-bail automobile	8 643	2 252	11 264	7 903	2 193	10 087
Prêts aux étudiants	3 374	–	3 518	2 429	–	2 427
Créances clients	2 688	56	2 859	2 290	112	2 400
Titres adossés à des actifs	859	–	896	1 454	–	1 453
Créances au titre du matériel	1 649	–	1 720	1 275	–	1 274
Prêts à la consommation	–	–	–	1 020	–	1 019
Créances liées au marché de l'électricité	–	173	173	–	255	255
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	765	740	1 538	587	561	1 147
Créances au titre du financement de parcs	313	265	592	310	265	575
Primes d'assurance	87	–	90	87	–	87
Prêts aux grandes entreprises à recevoir	75	–	78	101	–	101
Prêts hypothécaires résidentiels	–	1 530	1 530	–	1 020	1 020
Financement au secteur des transports	415	–	432	272	–	272
<b>Total</b>	<b>24 964 \$</b>	<b>5 526 \$</b>	<b>31 556 \$</b>	<b>25 138 \$</b>	<b>4 916 \$</b>	<b>30 029 \$</b>
<b>Montant équivalent en dollars canadiens</b>	<b>26 030 \$</b>	<b>5 526 \$</b>	<b>31 556 \$</b>	<b>25 113 \$</b>	<b>4 916 \$</b>	<b>30 029 \$</b>

Notre risque global a augmenté de 5,1 % par rapport à l'exercice précédent, situation qui reflète la fluctuation des taux de change et l'amélioration des conditions commerciales, laquelle a donné lieu à une augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants. De ce fait, le total de l'actif des conduits multicédants a augmenté de 1,5 milliard de dollars, ou 5,0 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'augmentation enregistrée relativement aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, aux prêts aux étudiants, aux créances clients, aux créances au titre du matériel et aux prêts hypothécaires résidentiels, facteur neutralisé en partie par les diminutions enregistrées relativement aux prêts sur cartes de crédit, aux prêts à la consommation et aux titres adossés à des actifs.

Plusieurs agences de notation de crédit indépendantes évaluent l'ensemble des transactions effectuées par les conduits multicédants. Les agences de notation Moody's Investors Service (Moody's), Standard & Poor's (S&P) et Fitch Ratings (Fitch) évaluent les transactions financées par les conduits multicédants aux États-Unis. Les transactions effectuées par les conduits multicédants au Canada sont également évaluées par Dominion Bond Rating Services (DBRS). Chaque agence de notation qui évalue ces transactions examine également le rendement continu des transactions sur une base mensuelle et peut publier des rapports présentant de l'information détaillée sur le portefeuille et le programme liés aux conduits.

Au 31 octobre 2013, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 18,8 milliards de dollars, en hausse de 1,7 milliard, ou 9,9 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation du montant du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent tient essentiellement au recours accru au papier commercial par les clients. Une tranche de 75 % du montant total de ce PCAA a obtenu une note parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, comparativement à 71 % à l'exercice précédent, la tranche restante du papier commercial ayant obtenu une note se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 31 octobre 2013 s'élevait à 14 millions de dollars, en baisse de 13 millions par rapport à l'exercice précédent. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

#### Entités ad hoc de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 octobre 2013, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 2,8 milliards de dollars (3,9 milliards en 2012). Le risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 680 millions de dollars au 31 octobre 2013 (1,1 milliard en 2012). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à la vente, au rachat ou au désendettement des titres de placement à enchères sous-jacents. Au 31 octobre 2013, environ 89 % de ces placements présentaient une note AAA. Le revenu d'intérêt sur les placements dans des titres à enchères, qui est comptabilisé dans le revenu net d'intérêt, s'est chiffré à 6,5 millions de dollars pour l'exercice (19 millions en 2012).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels sont détenus par des tiers. Au 31 octobre 2013, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 941 millions de dollars (856 millions en 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés était de 572 millions (552 millions en 2012). L'augmentation du total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, par rapport à l'exercice précédent, tient en grande partie aux nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation et à l'augmentation de nos limites concernant le financement d'obligations encaissables par anticipation. Les commissions touchées à l'égard de la prestation de facilités de liquidités à ces entités, qui sont inscrites dans les revenus autres que d'intérêt, se sont élevées à 3 millions de dollars pour l'exercice (2 millions en 2012).

### Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Notre risque maximal, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, s'élevait à 867 millions de dollars au 31 octobre 2013 (1,1 milliard au 31 octobre 2012). Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés se chiffrait à 1,0 milliard de dollars au 31 octobre 2013 (1,6 milliard au 31 octobre 2012). La diminution du total de l'actif et de notre risque maximal par rapport à l'exercice précédent tient essentiellement au rendement négatif des fonds référencés et aux rachats de capitaux effectués par nous et par des tiers investisseurs dans les fonds.

Depuis le premier trimestre de 2013, nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 octobre 2013, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 584 millions de dollars (néant au 31 octobre 2012).

### Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités ad hoc un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 4,4 milliards de dollars au 31 octobre 2013 (3,9 milliards au 31 octobre 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se chiffrait à 774 millions (1,1 milliard au 31 octobre 2012). L'augmentation du total de l'actif par rapport à l'exercice précédent reflète les actifs titrisés supplémentaires financés par d'autres investisseurs dans l'une de nos entités ad hoc. La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent reflète la nature amortissable de plusieurs de ces transactions. Le revenu d'intérêt sur ces placements, qui est inscrit dans le revenu net d'intérêt, s'est élevé à 10 millions de dollars (15 millions en 2012).

Nous investissons également dans des titres émis par des entités ad hoc non consolidées mises en place par des tiers, y compris des entités ad hoc dont le gouvernement est le promoteur, dans le cadre de nos activités de négociation. Ces placements ne sont assortis d'aucun engagement de financement; par conséquent, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se limite à notre placement. Au 31 octobre 2013, le total de l'actif des entités ad hoc dans lesquelles nous avons des placements importants s'élevait à 3,7 milliards de dollars (2,9 milliards au 31 octobre 2012). Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités s'élevait à 218 millions de dollars (118 millions au 31 octobre 2012). La variation des montants présentés relativement à ces entités ad hoc reflète des niveaux normaux d'activités de négociation, ainsi que la mesure dans laquelle nos placements dans certaines entités est significative à la fin de la période de présentation de l'information financière.

### Entités ad hoc de création de produits de crédit et autres structures

Nous avons recours à des entités ad hoc dans le but de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs, et nous avons créé des fonds liés aux crédits d'impôt. Pour plus de détails sur ces entités ad hoc, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés annuels de 2013.

### Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 232 milliards de dollars au 31 octobre 2013, comparativement à 204 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la croissance des activités liées aux engagements de gros. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement ainsi qu'à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Gestion du risque

### Vue d'ensemble

Nos activités commerciales diversifiées nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Notre capacité à gérer ces risques constitue l'une des principales compétences de RBC, et elle est étayée par notre culture bien établie à l'égard du risque et par notre démarche efficace en matière de gestion des risques. Nous définissons le risque comme la perte éventuelle ou le résultat indésirable découlant de la volatilité du bénéfice réel par rapport au bénéfice prévu, à l'adéquation des fonds propres ou aux liquidités.

Nous gérons nos risques en cherchant à nous assurer que nos activités commerciales et nos transactions se traduisent par un équilibre adéquat entre le rendement obtenu et les risques assumés et qu'elles s'alignent sur notre goût du risque; nous gérons ce dernier au sein de RBC en assurant le respect de notre cadre de gestion lié à notre goût du risque à l'échelle de l'entreprise. Ces risques comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, et les risques liés à l'environnement réglementaire, à l'assurance, à la réputation, aux stratégies et à la concurrence. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques portant sur chacun de ces risques.

### Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant à accroître la clarté, la comparabilité et la transparence des renseignements concernant les risques. Se reporter à l'Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, à la page 114, pour savoir où trouver les renseignements divulgués en fonction de ces recommandations.

### Risques principaux et risques émergents

Notre point de vue à l'égard des risques évolue constamment. Une importante composante de notre démarche aux fins de la gestion du risque d'entreprise vise à nous assurer que les risques principaux, qui ne cessent de changer, et les risques émergents sont mis en évidence et gérés de façon adéquate, et qu'ils sont pris en compte dans nos processus existants de gestion, d'évaluation, de mesure, de surveillance et de communication ascendante des risques à l'échelle de l'entreprise.

Ces pratiques permettent à la direction d'adopter un point de vue prospectif aux fins de l'évaluation des risques auxquels nous sommes exposés. La mise en évidence des risques principaux et des risques émergents a lieu dans le cadre de l'expansion des activités et de la mise en œuvre des stratégies approuvées, ainsi que dans l'exécution des responsabilités en matière de surveillance des risques des fonctions Gestion des risques du Groupe, Finances, Trésorerie générale, Gestion globale de la conformité et des autres fonctions de contrôle.

Les activités de surveillance des risques qui peuvent mener à la mise en évidence de nouveaux risques, de risques changeants ou de risques émergents comprennent des mécanismes de contrôle (p. ex., l'approbation des nouveaux produits et projets ou des nouvelles transactions ou initiatives), l'élaboration d'une stratégie commerciale, les simulations de crise, l'évaluation des portefeuilles, les activités de suivi et de communication, ainsi que l'évaluation permanente des faits nouveaux au sein de l'industrie et de ceux en matière de réglementation.

Une analyse détaillée des risques principaux et des risques émergents auxquels nous sommes exposés est présentée ci-après.

### **Contexte réglementaire**

Certaines réformes de la réglementation se répercuteront sur nos activités, et ce, tant au Canada qu'à l'étranger. Nous continuons de prendre des mesures visant ces faits nouveaux et d'autres éléments récents, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion possible d'ordre commercial ou économique soit réduite au minimum. Les réformes réglementaires ci-dessous pourraient entraîner une augmentation des charges opérationnelles, des coûts de conformité et des coûts liés aux technologies.

#### *Normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire liées à la réforme visant le capital et les liquidités (accord de Bâle III)*

Les nouvelles normes du Comité de Bâle concernant le capital et les liquidités comprennent des exigences minimales en matière de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des exigences accrues visant le capital en ce qui concerne le risque de crédit de contreparties, un nouveau ratio international de levier financier et des mesures qui favorisent l'accroissement des fonds propres pouvant être utilisés en période de tensions. Les banques à l'échelle mondiale ont commencé à appliquer ces nouvelles normes (communément appelées l'accord de Bâle III).

Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités à court terme selon l'accord de Bâle III, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015 (qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en janvier 2019). Bien que la norme concernant les liquidités à long terme selon l'accord de Bâle III (le ratio de capitalisation stable net) n'ait pas encore été établie de façon définitive, nous continuons d'évaluer notre position de liquidité et d'effectuer les ajustements que nous considérons comme appropriés en prévision du calendrier de mise en application définitif du ratio de capitalisation stable net du Comité de Bâle.

En juin 2013, le Comité de Bâle a publié un cadre révisé de gestion du ratio de levier financier, qui fait l'objet de consultations auprès de l'industrie. Divers pays, y compris les États-Unis, ont proposé, ou sont en train d'élaborer, des exigences nationales en matière de levier financier. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) n'a pas encore publié d'exigences canadiennes en matière de levier financier conformes à l'accord de Bâle III. Selon les règles définitives concernant le ratio de levier financier, il se pourrait que nous soyons tenus de maintenir des niveaux de fonds propres plus élevés que ceux requis aux fins de nos mesures basées sur les risques.

En juin 2013, la Commission européenne a publié la version définitive de la directive sur les exigences de fonds propres (CRD 4) ainsi que le règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) connexe, en vertu desquels les exigences de l'accord de Bâle III auront prise d'effet dans l'Union européenne (UE) le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Outre les exigences de l'accord de Bâle III, cette directive et ce règlement prévoient des améliorations au chapitre de la transparence des activités des banques et des fonds de placement dans différents pays, de même que plusieurs normes supplémentaires en matière de gouvernance (y compris des normes concernant la rémunération et les primes des cadres dirigeants), la surveillance des risques par le conseil et la diversité au sein du conseil), et ils prévoient la mise en application d'un cadre commun aux fins de la présentation de l'information selon la réglementation. Cette modification pourrait également se traduire par des exigences accrues en matière de capital pour nos filiales européennes.

#### *Loi Dodd-Frank – Supervision accrue des opérations bancaires étrangères*

Le 14 décembre 2012, la Réserve fédérale des États-Unis a proposé un nouveau régime de surveillance des banques étrangères exerçant des activités aux États-Unis, en vertu des articles 165 et 166 de la loi Dodd-Frank. La règle, qui devrait prendre effet en juillet 2015, vise à composer avec le risque systémique perçu que les grandes banques étrangères pourraient poser pour les marchés financiers aux États-Unis. Selon la règle proposée, dans sa forme actuelle, nous serions tenus de restructurer toutes nos filiales offrant des services bancaires et des services non bancaires aux États-Unis sous forme d'une société de portefeuille américaine distincte dotée de capitaux permanents, à laquelle les règles prudentes américaines concernant le capital, les liquidités et la supervision accrue s'appliqueraient. Ces règles comprennent des exigences propres aux États-Unis concernant le capital, les liquidités, le levier financier, la gestion du risque, les simulations de crise et les obligations de médiation précoce, ainsi que des limites relatives aux risques liés à des contreparties indépendantes. La majorité des exigences proposées s'appliqueraient aux sociétés de portefeuille aux États-Unis, et les règles concernant les liquidités s'appliqueraient aux activités commerciales effectuées dans le cadre de nos services bancaires aux États-Unis. Nous continuons d'évaluer les répercussions des règles proposées et, si celles-ci sont adoptées, il se pourrait que nous devions mettre en place une infrastructure distincte aux États-Unis afin de nous conformer à ces exigences propres aux États-Unis.

#### *Loi Dodd-Frank – Règle Volcker*

L'industrie attend toujours que les autorités fédérales de réglementation des services financiers aux États-Unis aient mis au point les règles définitives aux fins de la mise en œuvre de la règle Volcker. Les règles proposées, dans leur forme actuelle, se répercuteront sur nos activités dans les marchés financiers et sur nos activités de financement à l'échelle mondiale, car elles ont une portée extraterritoriale qui s'applique à la Banque et à chacune de ses filiales et entreprises liées. En vertu des règles proposées, certaines activités pourraient être permises dans leur forme actuelle (p. ex., des exemptions s'appliquent aux activités de prise ferme, de tenue de marché et d'atténuation/de couverture des risques), mais ces activités feront l'objet de nouvelles définitions restrictives. Les activités de négociation et de placement effectuées à l'extérieur des États-Unis pourraient être permises si elles sont effectuées conformément à certaines exemptions (p. ex., les activités jugées comme ayant été effectuées uniquement à l'extérieur des États-Unis), qui pourraient limiter les activités de gros effectuées au Canada ou ailleurs. En prévision de la publication de la règle définitive, nous poursuivons l'analyse des activités de placement, de négociation et de financement de tous nos secteurs d'activité dans le cadre des efforts déployés pour assurer notre conformité de bonne foi à la règle. À cet effet, nous évaluons nos programmes de gestion de la conformité et des risques en fonction de la règle proposée. Selon la mise en œuvre des règles définitives, les restrictions proposées relativement aux activités de négociation pour compte propre et à certaines activités de financement pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats opérationnels. Les autorités de réglementation aux États-Unis estiment que les règles définitives seront publiées d'ici la fin de 2013.

### *Réforme concernant les dérivés hors cote*

Les réformes concernant les marchés des dérivés hors cote se poursuivent à l'échelle mondiale, et les gouvernements des pays membres du G20 mettent en œuvre leurs plans visant à transformer les régimes de fonds propres, les cadres réglementaires nationaux et les infrastructures des marchés où nous, ainsi que d'autres participants du marché, exerçons des activités. Tout comme c'est le cas pour les autres banques canadiennes, nos services bancaires de gros s'en trouveront modifiés, et certaines de ces modifications auront une incidence sur les clients et sur les revenus tirés des activités de négociation liées aux dérivés du secteur Marchés des Capitaux. À cet égard, nous avons amorcé la mise en œuvre d'un cadre visant à assurer la conformité aux nouvelles exigences obligatoires en matière de compensation et de présentation d'informations prévues par la loi Dodd-Frank et par le règlement sur l'infrastructure du marché européen, au fur et à mesure qu'elles entreront en vigueur.

Le 31 décembre 2012, nous nous sommes inscrits à titre d'opérateur de swaps aux États-Unis en vertu des exigences de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC). Afin d'éviter l'application de doubles exigences prudentielles (et d'atténuer dans une certaine mesure les coûts de conformité et les charges opérationnelles prévus), nous collaborons avec des banques canadiennes touchées de façon analogue par ces exigences et avec les autorités canadiennes et américaines, de manière à préconiser l'application du cadre canadien. La date limite de conclusion des discussions portant sur un cadre de conformité de remplacement est le 21 décembre 2013.

### *Système de paiements au Canada*

Le gouvernement fédéral procède actuellement à l'examen d'un certain nombre d'éléments du système de paiements au Canada, y compris la gouvernance, les paiements mobiles, les cartes de débit et de crédit, et le cadre réglementaire. Les modifications susceptibles de découler de l'examen pourraient avoir, pour la Banque, des répercussions d'ordre technologique, opérationnel et réglementaire ainsi que des répercussions sur les systèmes. Bien que cet examen soit encore à un stade peu avancé, les risques liés à la mise en œuvre de ces réformes pourraient se répercuter sur les revenus et sur les stratégies commerciales.

### *Loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)*

En 2010, le gouvernement des États-Unis a édicté une loi en vertu de laquelle les institutions financières non américaines qui exercent des activités aux États-Unis doivent fournir aux autorités fiscales américaines des informations sur les personnes des États-Unis qui détiennent des comptes financiers à l'extérieur des États-Unis, de manière à identifier les personnes qui ont recours à des comptes étrangers (non américains) pour commettre des fraudes fiscales. Les règles définitives aux fins de la mise en application de la FATCA ont été publiées le 17 janvier 2013, et leur date d'entrée en vigueur prévue est le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Afin de faciliter la mise en œuvre de ces règles dans certains pays, le gouvernement américain a négocié des accords intergouvernementaux, et on s'attend à ce que le Canada signe un tel accord éventuellement.

### *Réforme de la réglementation au Royaume-Uni et en Europe*

Le cadre réglementaire au Royaume-Uni et en Europe continue de faire l'objet d'une importante réforme et d'une restructuration. Au Royaume-Uni, nous continuons de surveiller les faits nouveaux découlant des recommandations faites par l'Independent Commission on Banking et approuvées par le gouvernement du Royaume-Uni, particulièrement l'exigence en vertu de laquelle les banques doivent isoler leurs services bancaires de détail de leurs services de banque d'investissement. Selon les recommandations sous leur forme actuelle, les entités au Royaume-Uni ne seraient pas tenues de se conformer aux exigences visant la séparation des services bancaires de détail et des services de banque d'investissement, pour autant qu'elles satisfassent à des seuils de minimis prescrits. En vertu du règlement sur l'infrastructure du marché européen, les sociétés doivent effectuer la compensation de certains dérivés standardisés hors cote par l'entremise de contreparties centrales, mettre en place des contrôles pour atténuer les risques liés aux transactions visant les dérivés hors cote qui ne peuvent pas faire l'objet d'une compensation, et fournir aux référentiels centraux des informations sur les contrats qui ont fait, et sur ceux qui n'ont pas fait, l'objet d'une compensation. La majorité de ces exigences ont pris effet le 15 mars 2013, et les autres exigences devraient prendre effet en 2014. L'examen de la Directive sur les marchés d'instruments financiers est une autre initiative clé qui vise à accroître la transparence des activités de négociation sur ces marchés, à protéger davantage les investisseurs et à accroître la surveillance des dérivés hors cote et des titres à revenu fixe, principalement grâce à la mise en place de nouveaux types de plateformes de négociation réglementées et à une gouvernance accrue de certaines activités de négociation. Les négociations concernant la version définitive de la Directive sur les marchés d'instruments financiers se poursuivent, et on ne s'attend pas à ce que ces directives entrent en vigueur avant 2015.

### **Niveaux élevés d'endettement des ménages au Canada**

Les niveaux à la hausse d'endettement des ménages au Canada et les prix élevés des habitations se traduisent par une plus grande vulnérabilité à des facteurs de risque externes. L'augmentation de la dette à la consommation tient aux prix à la hausse des habitations, et des niveaux élevés d'endettement pourraient accroître l'incidence d'un choc externe sur l'économie canadienne. Lorsque les taux d'intérêt commenceront à augmenter, la capacité des consommateurs canadiens à assurer le service de leur dette s'en trouvera négativement touchée, et les consommateurs qui ont une dette à taux variable ou qui doivent bientôt renouveler leur prêt hypothécaire seront particulièrement touchés. Une hausse du taux de chômage conjuguée à des hausses des taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers pourraient se répercuter sur la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts de détail. Nous gérons activement nos portefeuilles de prêts et effectuons des simulations de crise fondées sur divers scénarios. Ces simulations démontrent que la plus grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire sont en mesure de composer avec les hausses de taux d'intérêt prévues. Pour une analyse plus détaillée de notre portefeuille de prêts de détail, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

### **Cybersécurité**

En raison de notre dépendance à l'égard des technologies numériques et d'Internet aux fins de nos activités partout au monde et de l'accroissement de ces activités, nous sommes de plus en plus exposés aux risques liés à la cybersécurité. Ces incidents comprennent l'accès non autorisé à nos systèmes visant le détournement d'actifs, l'accès à des informations sensibles, la corruption de données ou des perturbations opérationnelles. Bien que nos systèmes informatiques continuent de faire l'objet de cyberattaques, nous n'avons jusqu'à présent pas composé avec une atteinte importante à la cybersécurité. Un tel événement pourrait compromettre les renseignements confidentiels nous concernant et ceux concernant nos clients et des tiers avec lesquels nous faisons affaire, et pourrait avoir des conséquences négatives, y compris des coûts de remise en état, une perte de revenus, un contrôle réglementaire accru, des litiges et l'atteinte à notre réputation. Nous continuons d'accorder une grande importance à l'amélioration des technologies, processus et pratiques en matière de cybersécurité auxquels nous avons recours pour protéger nos réseaux, nos systèmes, nos ordinateurs et nos données contre toute attaque, tout dommage ou accès non autorisé. Nous avons l'intention de continuer à surveiller activement le contexte des menaces à la cybersécurité, à procéder à un examen des meilleures pratiques, et à mettre en œuvre des contrôles supplémentaires pour atténuer ce risque.

Notre cadre de gestion du risque d'entreprise donne un aperçu du programme mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise pour cerner, évaluer, contrôler et communiquer les risques importants auxquels nous sommes exposés.

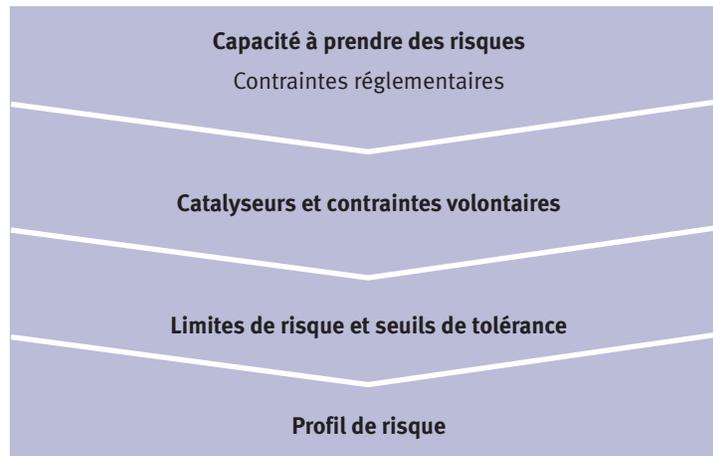
### Culture à l'égard du risque

Notre culture bien établie à l'égard du risque consiste avant tout à donner le bon ton, d'abord à l'échelon du conseil d'administration et des cadres dirigeants, et ensuite à tous les secteurs d'activité et membres du personnel. Afin de renforcer notre culture bien établie à l'égard du risque, l'obligation de répondre des risques joue un rôle important aux fins de l'évaluation de la performance. Nous sommes résolus à maintenir une culture bien établie à l'égard du risque, qui repose sur la sensibilisation aux risques, sur une bonne compréhension des risques qui peuvent être pris, et sur un sens des responsabilités élevé à l'égard des risques.

Notre culture au chapitre de la déontologie, de l'intégrité et de la conformité est bien établie et elle s'appuie sur notre Code de déontologie. Ce Code traite de façon générale de diverses questions d'ordre déontologique ou juridique avec lesquelles nos employés doivent composer sur une base quotidienne. Notre Code de déontologie repose sur un certain nombre de cadres et de politiques en matière de conformité, de programmes de formation, d'outils électroniques, de documents de travail et de documents d'orientation des nouveaux employés, ainsi que sur les lignes directrices des cadres dirigeants, tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle mondiale.

### Goût du risque

Notre goût du risque correspond à la nature et au montant des risques que nous sommes disposés à accepter pour atteindre nos objectifs commerciaux. Notre cadre de gestion lié à notre goût du risque comporte les quatre principales composantes suivantes :



Le cadre de gestion fournit une démarche structurée visant à :

1. Délimiter notre **capacité à prendre des risques** en établissant les contraintes réglementaires qui limitent notre capacité à accepter le risque.
2. Établir et confirmer, sur une base régulière, notre goût du risque, lequel se compose de **catalyseurs** qui représentent les objectifs commerciaux entraînant des risques que nous devons accepter pour générer les rendements financiers voulus, et les **contraintes volontaires** qui limitent les risques que nous prenons ou exercent une influence sur ceux-ci. Nos contraintes volontaires sont les suivantes :
  - maintenir la stabilité du bénéfice,
  - éviter une concentration excessive de risques,
  - maintenir une faible exposition aux événements entraînant des tensions,
  - maintenir une gestion rigoureuse du risque en matière de conformité à la réglementation et du risque opérationnel,
  - assurer une gestion rigoureuse du risque de liquidité et de financement,
  - assurer l'adéquation du capital en maintenant des ratios de capital supérieurs aux seuils fixés par les agences de notation et les organismes de réglementation,
  - maintenir une notation AA,
  - maintenir un profil de risque qui cadre avec celui du groupe mondial d'entreprises analogues.
3. Établir des **limites de risque et seuils de tolérance** afin de s'assurer que les activités entraînant la prise de risques s'alignent sur notre goût du risque.
4. Évaluer régulièrement notre **profil de risque**, à savoir les risques auxquels nous sommes exposés, par rapport à notre goût du risque, et s'assurer que les mesures appropriées sont prises avant que le profil de risque ne cesse de correspondre à notre goût du risque.

Le cadre de gestion d'entreprise lié à notre goût du risque est structuré de manière à ce qu'il puisse être appliqué à l'échelle de l'entreprise, des secteurs d'exploitation, des unités fonctionnelles et de la personne morale. Nous tenons compte du goût du risque dans nos stratégies commerciales et dans notre plan relatif au capital. Dans le cadre de la planification stratégique, nous évaluons la position de risque de chaque secteur d'exploitation afin d'obtenir un aperçu de l'incidence prévue des priorités stratégiques et des objectifs de croissance sur le profil de risque. Nous nous assurons également que la stratégie commerciale correspond au goût du risque de l'entreprise et des secteurs d'exploitation.

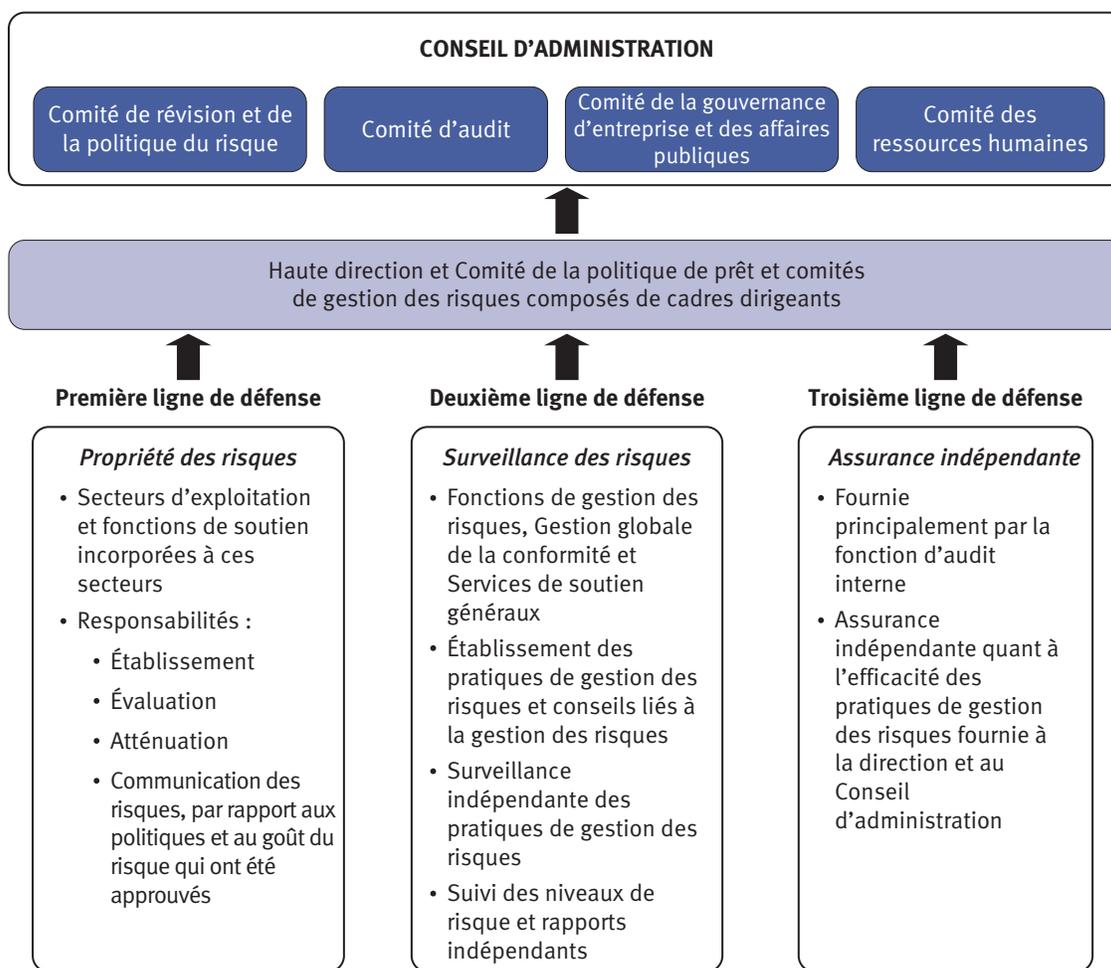
## Principes de gestion du risque

Les principes suivants servent de lignes directrices aux fins de la gestion des risques au sein de l'entreprise :

1. **Pour maintenir un équilibre efficace entre les risques et les avantages**, nous assurons la concordance entre notre goût du risque et notre stratégie commerciale; nous diversifions les risques; nous établissons adéquatement les prix en fonction des risques; nous atténuons les risques au moyen de contrôles permettant de les détecter et de les prévenir; nous transférons les risques à des tiers.
2. **Tous les échelons de l'organisation sont responsables de la gestion du risque**. Chaque secteur d'exploitation est responsable de la gestion active des risques qu'il prend, et la Gestion des risques du Groupe et les autres unités fonctionnelles des Services de soutien généraux fournissent à cette fin des lignes directrices et assurent une surveillance.
3. **Nous basons notre processus de prise de décisions sur notre compréhension des risques** et nous procédons à une évaluation rigoureuse des risques liés aux relations, aux produits, aux transactions et aux autres activités commerciales.
4. **Nous évitons toute activité qui ne cadre pas avec nos valeurs, notre code de déontologie ou nos politiques**, ce qui nous aide à protéger notre réputation.
5. **L'attention que nous prêtons à nos clients réduit nos risques**, car elle nous permet de connaître nos clients et de nous assurer que tous les produits et toutes les transactions répondent aux besoins des clients et que ces derniers en ont une bonne compréhension.
6. Nous nous assurons que tous les échelons de l'organisation exercent des jugements et font preuve de bon sens aux fins de la gestion du risque.

## Gouvernance du risque

La structure générale de gouvernance du risque ci-dessous illustre notre modèle de gouvernance, qui se compose de trois lignes de défense.



Le Conseil d'administration fournit des services de surveillance et s'acquitte de son mandat de gestion des risques principalement par l'entremise de ses comités, qui comprennent le Comité de révision et de la politique du risque, le Comité d'audit, le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques, et le Comité des ressources humaines. Le Conseil d'administration approuve notre goût du risque.

Le Comité de révision et de la politique du risque a pour rôle d'assurer la surveillance du programme de gestion des risques. Les activités de surveillance du Comité de révision et de la politique du risque visent à s'assurer que la fonction de gestion des risques est suffisamment indépendante des secteurs dont les activités font l'objet d'un examen par cette fonction, et que les politiques, procédures et contrôles qu'utilise la direction sont suffisants et que les risques concordent avec notre goût du risque.

Le Comité d'audit est également responsable de la surveillance dans le cadre de ses responsabilités liées à l'examen de nos contrôles internes et de l'environnement de contrôle, et il doit par ailleurs s'assurer que des politiques liées à la gestion et à l'adéquation du capital ont été mises en place et qu'elles sont efficaces. Le Comité d'audit examine régulièrement les rapports concernant les risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, y compris les litiges importants et les questions liées à la conformité à la réglementation.

De plus, les comités du Conseil suivants ont des responsabilités bien définies aux fins de la surveillance du risque lié à la réputation :

- Le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques assure le suivi de l'efficacité de notre gouvernance d'entreprise, il examine les politiques et les programmes, il revoit les efforts que nous déployons pour nous assurer que notre exploitation demeure en accord avec la réglementation et les valeurs et attentes en évolution du public, et il identifie et évalue les questions d'intérêt public susceptibles d'avoir une incidence sur notre image et notre réputation et conseille la direction à cet égard.
- Le Comité des ressources humaines, en collaboration avec le Comité de révision et de la politique du risque, est conjointement responsable de notre Code de déontologie, et il assure une surveillance active de la conception et de l'exploitation de notre système de rémunération.

La haute direction est dirigée par le président et chef de la direction. Elle est responsable de notre stratégie et de sa mise à exécution et elle doit à cette fin donner le ton. La haute direction détermine notre goût du risque et le recommande au Conseil, à des fins d'approbation. Les activités de surveillance des risques de la haute direction incombent principalement au Comité de la politique de prêt. Ce comité, qui collabore avec les comités de gestion des risques composés de cadres dirigeants, est chargé de faire en sorte que notre profil de risque général cadre avec nos objectifs stratégiques et avec notre goût du risque, et qu'un processus permanent de gestion des risques approprié et efficace a été mis en œuvre.

La **première ligne de défense** est fournie par les secteurs d'exploitation et par les fonctions de soutien incorporées à ces secteurs. Les responsabilités suivantes lui incombent :

- Mise en évidence, évaluation, atténuation, contrôle et communication des risques conformément aux politiques de gestion du risque établies à l'échelle de l'entreprise;
- Concordance des stratégies commerciales et opérationnelles, de la culture de l'entreprise à l'égard du risque et du goût du risque.

La **deuxième ligne de défense** est fournie par des fonctions ayant des responsabilités indépendantes en matière de surveillance, notamment la Gestion des risques du Groupe, la Gestion globale de la conformité et d'autres fonctions de soutien. Les responsabilités suivantes lui incombent :

- Établissement des cadres et des politiques de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et prestation de conseils liés à la gestion des risques,
- Surveillance de l'efficacité des pratiques de gestion des risques de la première ligne de défense,
- Suivi relatif au niveau du risque par rapport au goût du risque établi, et préparation de rapports indépendants à ce sujet.

Le chef de la gestion des risques et la Gestion des risques du Groupe sont principalement chargés de promouvoir notre culture de gestion du risque, de surveiller notre profil de risque en fonction de notre goût du risque, d'assurer le maintien du programme mis en place à l'échelle de l'entreprise pour cerner, évaluer, contrôler et communiquer les risques importants avec lesquels nous devons composer. Le chef de la conformité à la réglementation et la Gestion globale de la conformité assurent la surveillance de nos politiques et de nos processus élaborés afin d'atténuer et de gérer le risque au chapitre de la conformité à la réglementation. La Trésorerie générale gère et surveille notre position de capital, notre risque de taux d'intérêt structural et notre risque de liquidité et de financement.

La **troisième ligne de défense** est principalement fournie par la fonction d'audit interne. Elle fournit à la haute direction et au Conseil d'administration une assurance indépendante quant à l'efficacité des politiques, processus et pratiques de gestion des risques à tous les échelons de l'entreprise.

Les rôles que jouent les diverses parties prenantes dans le cadre de notre programme de gestion du risque d'entreprise sont décrits plus en détail dans l'analyse des risques présentée ci-après.

## Évaluation des risques

Notre capacité à évaluer les risques est une composante clé de nos processus de gestion du risque et du capital à l'échelle de l'entreprise. Certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à divers types de risques, tandis que certaines autres ne s'appliquent qu'à un seul type de risque. Bien que l'évaluation quantitative des risques soit importante, nous nous appuyons également sur des facteurs qualitatifs. Nos modèles et techniques d'évaluation font continuellement l'objet d'évaluations indépendantes afin de déterminer leur pertinence et leur fiabilité. Dans le cas des types de risques difficiles à quantifier, nous accordons une plus grande importance aux facteurs de risque qualitatifs et à l'évaluation des activités afin d'évaluer le niveau de risque général et de nous assurer qu'il s'aligne sur notre goût du risque.

### Quantification des pertes prévues

Les pertes prévues représentent les pertes auxquelles la conduite des affaires normales est susceptible de donner lieu dans une période de temps donnée selon les prévisions statistiques. En ce qui concerne le risque de crédit, les principaux paramètres utilisés pour évaluer les risques liés aux pertes prévues sont la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. En ce qui concerne le risque de marché, nous utilisons une technique statistique, soit la valeur à risque, pour évaluer les pertes dans des conditions de marché normales.

### Quantification des pertes imprévues

Les pertes imprévues représentent une estimation statistique de l'excédent des pertes réelles sur les pertes prévues pour un horizon donné, évalué en fonction d'un niveau de confiance précis. Nous utilisons du capital pour neutraliser toute perte imprévue. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

### Simulation de crise

La simulation de crise sert à examiner l'incidence possible des variations des catalyseurs de risque qui correspondent à des événements défavorables exceptionnels mais plausibles, et elle constitue un élément important de notre cadre de gestion des risques. Les résultats des simulations de crise servent à :

- surveiller notre profil de risque en fonction de notre goût du risque;
- établir des limites;
- mettre en évidence les principaux risques et les variations possibles de nos niveaux de capital et de notre situation financière;
- accroître notre compréhension des mesures d'atténuation qui peuvent être utilisées pour composer avec des événements défavorables;
- évaluer l'adéquation de nos niveaux de capital cibles.

Les simulations de crise que nous effectuons à l'échelle de l'entreprise servent à évaluer les principales répercussions des risques auxquels nous sommes exposés et des variations du bénéfice sur le bilan, sur le compte de résultat et sur le capital. Les comités de gestion des risques composés de cadres dirigeants, le Comité de la politique de prêts et le conseil d'administration utilisent les résultats obtenus afin de comprendre nos catalyseurs de performance en période de tensions et pour examiner les ratios de capital en période de tensions en fonction des contraintes réglementaires et des objectifs internes. De plus, les résultats sont pris en compte de façon explicite dans notre processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes et dans notre processus de planification du capital.

Nous évaluons annuellement un certain nombre de scénarios de crise à l'échelle de l'entreprise ayant un horizon pluriannuel et des degrés de gravité divers. Notre conseil d'administration approuve les scénarios recommandés, et la Gestion des risques du Groupe dirige le processus d'évaluation des scénarios. Les résultats au sein de l'entreprise sont intégrés afin d'obtenir un aperçu des répercussions à l'échelle de l'entreprise, processus qui fait appel à des experts de la Gestion des risques du Groupe et des fonctions Trésorerie générale, Finances et Économie. Les récents scénarios évalués ont notamment porté sur de graves récessions, sur une flambée des prix de l'énergie et sur des catastrophes naturelles.

Les simulations de crise s'appliquant à des types de risques précis tels que le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt structural, le risque de crédit lié aux prêts de détail et de gros, le risque opérationnel et le risque d'assurance complètent nos simulations de crise à l'échelle de l'entreprise. Les résultats obtenus peuvent être utilisés dans le cadre de divers processus nécessitant la prise de décisions, y compris l'établissement des limites de risque, la composition des portefeuilles ou les stratégies de mise en œuvre des opérations. Pour des renseignements plus détaillés sur certains de ces programmes, se reporter aux rubriques Risque de marché et Gestion des liquidités et du financement.

Nous avons périodiquement recours à des simulations de crise ad hoc afin de guider la prise de décisions liées à la planification des activités et à la gestion des risques d'un secteur d'activité ou d'un portefeuille donné. En plus de notre programme interne de simulations de crise, nous participons à un certain nombre de simulations de crise exigées par les autorités de réglementation, tant sur une base consolidée que par succursale.

#### *Validation des modèles d'évaluation*

Nous utilisons couramment des modèles à des fins diverses, notamment en ce qui concerne la validation des produits financiers ainsi que l'évaluation et la gestion des différents types de risques. Les modèles sont validés par des membres du personnel qualifiés qui sont suffisamment indépendants des processus de conception et d'élaboration des modèles, ou par des tiers autorisés. Le processus de validation des modèles constitue un examen indépendant exhaustif d'un modèle, qui permet de vérifier l'applicabilité des fondements logiques sur lesquels reposent le modèle, les hypothèses et les fondements théoriques, ainsi que la pertinence des sources de données d'entrées, et qui fournit une interprétation des résultats tirés du modèle et de l'utilisation stratégique des données obtenues. En examinant et en évaluant les hypothèses sur lesquelles reposent un modèle et ses limitations, les processus initiaux et permanents de validation des modèles permettent de s'assurer que les modèles tiennent compte des faits nouveaux concernant les marchés et des tendances au sein de l'industrie. Notre processus de validation des modèles est conçu afin de nous assurer que tous les facteurs de risque sous-jacents sont cernés et atténués avec succès.

#### **Contrôle du risque**

Nous avons recours à un processus exhaustif de contrôle du risque à l'appui de notre démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Le processus de contrôle repose sur le cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise et sur les cadres de gestion propres à chaque risque. Ces cadres établissent les fondements en vue de l'élaboration et de la communication de politiques, de la mise en œuvre de processus officiels d'examen et d'approbation des risques, ainsi que de l'établissement des pouvoirs délégués et des limites de risque fixées. La mise en œuvre de contrôles du risque solides nous permet d'optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération.

Nos cadres et politiques de gestion du risque sont structurés selon les cinq niveaux suivants :

**Niveau 1 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise** : ce cadre donne un aperçu du programme mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise pour cerner, évaluer, contrôler et communiquer les risques importants auxquels nous sommes exposés. Le cadre de gestion lié à notre goût du risque étaye ce cadre.

**Niveau 2 : Cadres de gestion propres à chaque risque** : ces cadres de gestion individuels exposent plus en détail chaque type de risque, ainsi que les méthodes utilisées pour cerner et évaluer les risques, pour assurer leur suivi et pour présenter de l'information à leur sujet, de même que les principales politiques et les principaux rôles et responsabilités.

**Niveau 3 : Politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise** : ces politiques constituent des critères minimaux en vertu desquels nos secteurs d'exploitation et nos employés doivent exercer leurs activités.

**Niveau 4 : Politiques de gestion des risques multiples à l'échelle de l'entreprise** : ces politiques régissent les activités telles que l'examen et l'approbation des risques liés à un produit, les simulations de crise, les limites de risque, les pouvoirs d'approbation des risques et la gestion des risques liés aux modèles.

**Niveau 5 : Politiques et procédures propres aux secteurs d'exploitation et aux Services de soutien généraux** : ces politiques et ces procédures sont élaborées afin de gérer les risques qui sont propres à leurs activités.

#### *Processus d'examen et d'approbation des risques*

Les processus d'examen et d'approbation des risques sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, en fonction de la nature, de l'importance et de la complexité du risque visé. En règle générale, dans le cadre du processus, une personne, un groupe ou un comité indépendant procède à l'examen officiel des risques et approuve ceux-ci. Les responsabilités au chapitre de l'approbation sont régies par les pouvoirs délégués, selon les catégories suivantes : opérations, prêts structurés, projets et initiatives, et nouveaux produits et services.

#### *Pouvoirs et limites*

Le Comité de gestion des risques du Conseil d'administration délègue les pouvoirs liés à l'établissement de limites concernant le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'assurance au président et chef de la direction et au chef de la gestion des risques. En vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, ces dirigeants peuvent approuver les limites d'exposition aux risques à l'échelle individuelle et pour chaque secteur géographique (pays et région) et secteur d'activité qui s'inscrivent dans des paramètres définis afin de gérer le risque de concentration, établir des limites en matière de prise ferme et de placements pour ce qui est des activités de négociation et des services de banque d'investissement, et établir des seuils de tolérance à l'égard du risque de marché.

Le Conseil d'administration délègue également les pouvoirs liés au risque de liquidité au président et chef de la direction, au chef de l'administration et chef des finances et au chef de la gestion des risques. Ces pouvoirs constituent un contrôle clé visant à s'assurer que des sources fiables et rentables de liquidités ou d'équivalents de liquidités sont disponibles pour satisfaire à nos engagements actuels et possibles.

#### *Communication de l'information*

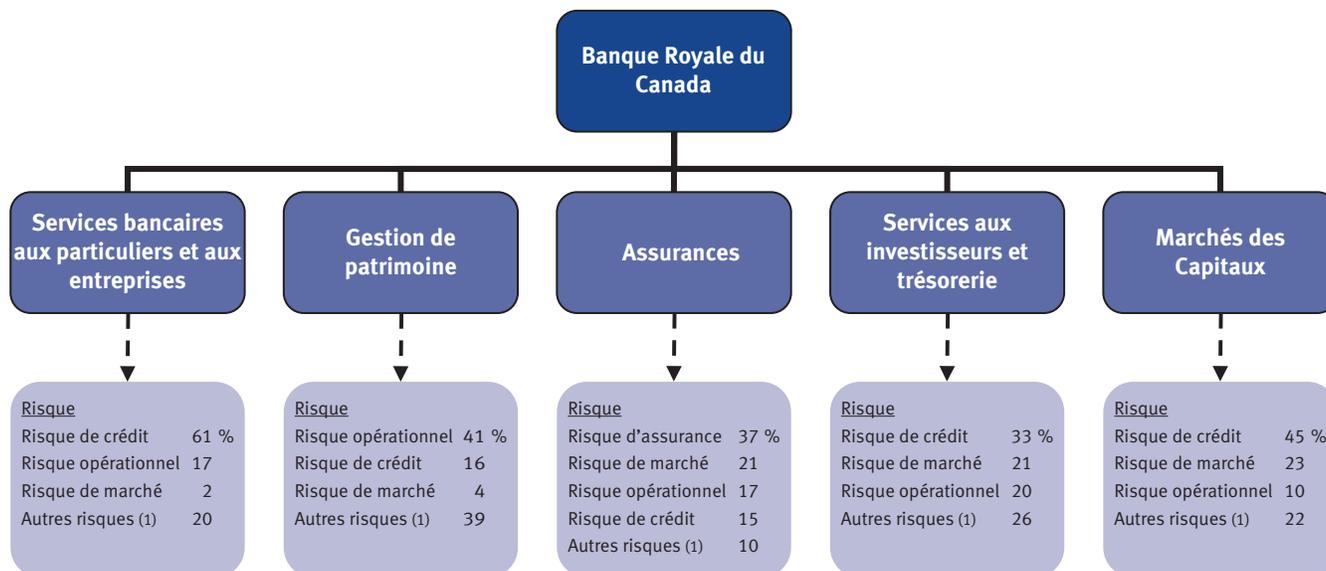
Le processus de suivi et la communication des risques à l'échelle de l'entreprise constituent des composantes cruciales de notre programme général de gestion du risque et ils étayent la capacité des hauts dirigeants et du Conseil d'administration à assumer efficacement leurs responsabilités en matière de gestion et de surveillance des risques. Chaque trimestre, les cadres dirigeants et le Conseil d'administration

reçoivent le rapport sur les risques du Groupe, qui comporte un examen détaillé de notre profil de risque par rapport à notre goût du risque et porte sur divers risques avec lesquels nous devons composer et qui contient une analyse des questions et tendances connexes. Outre les rapports sur la surveillance régulière des risques, d'autres rapports concernant les risques émergents ou les variations importantes de notre niveau de risque sont présentés aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration à des fins de discussion.

### Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités

Dans l'exercice de nos activités, nous sommes exposés à divers risques. Le tableau qui suit donne un aperçu général des risques liés à nos secteurs d'exploitation. Nous avons utilisé le capital de risque (soit le capital économique moins le capital attribué au goodwill et aux immobilisations incorporelles) pour illustrer l'importance relative des risques liés à chacun de nos secteurs d'exploitation. La distribution du capital de risque reflète la nature diversifiée de nos activités.

Le risque le plus important lié au secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises est le risque de crédit, et ce risque a principalement trait aux services financiers aux particuliers et aux entreprises et aux transactions sur cartes de crédit. Les principaux risques liés au secteur Gestion de patrimoine, qui fournit des services aux clients institutionnels et aux particuliers, sont le risque opérationnel et le risque de crédit. Les risques liés au secteur Assurances ont principalement trait aux assurances vie, maladie, habitation et automobile, et ce secteur est également exposé au risque de marché et au risque opérationnel. Le risque le plus important lié au secteur Services aux investisseurs et trésorerie est le risque de crédit, et ce secteur est également exposé au risque de marché et au risque opérationnel. Le risque le plus important lié au secteur Marchés des Capitaux est le risque de crédit, et ce secteur est aussi exposé au risque de marché.



(1) Les autres risques comprennent l'attribution du capital réglementaire, le risque commercial et le risque lié aux immobilisations corporelles.

Le texte grisé et les tableaux suivis d'un astérisque (\*) qui figurent dans la section du rapport de gestion qui suit présentent les informations sur les risques de crédit et de marché et sur les risques de liquidité et de financement que nous avons fournies conformément à IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, ainsi qu'une analyse portant sur la façon dont nous évaluons nos risques ainsi que sur les objectifs, politiques et méthodes qui servent à gérer ces risques. Par conséquent, ce texte et ces tableaux grisés font partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles. Le risque de crédit peut être direct et découler du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police) ou indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur).

Si nous ne réussissons pas à gérer efficacement le risque de crédit lié à tous nos produits, services et activités, cela pourrait avoir une incidence directe et immédiate significative sur nos résultats et notre réputation.

Afin d'assurer un équilibre entre les risques et le rendement :

- nous nous assurons que la qualité du crédit n'est pas compromise aux fins de notre croissance;
- nous diversifions les risques de crédit liés aux transactions, aux relations d'affaires et aux portefeuilles;
- nous utilisons des systèmes ou d'autres méthodes d'évaluation du risque de crédit approuvées, des politiques et des outils aux fins de l'établissement des cotes de crédit;
- nous établissons nos prix en fonction des risques de crédit pris en charge;
- nous appliquons une démarche uniforme aux fins de l'évaluation des risques de crédit auxquels nous sommes exposés;
- nous atténuons le risque de crédit au moyen de contrôles préventifs et de contrôles de détection;
- nous transférons les risques de crédit à des tiers, le cas échéant, au moyen de techniques d'atténuation des risques approuvées, notamment des opérations de couverture et des assurances;
- nous avons recours à un processus permanent de suivi et d'administration du risque de crédit.

## Mesure du risque

Nous quantifions le risque de crédit, tant en ce qui concerne les risques liés aux débiteurs individuels que ceux liés aux portefeuilles, afin de gérer les pertes sur créances prévues et de réduire les pertes imprévues en vue de limiter la volatilité des résultats.

Nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail. Le portefeuille de prêts de gros comprend des prêts aux entreprises, aux organismes souverains, aux entités du secteur public, aux banques et autres institutions financières, et de certains prêts aux particuliers et aux petites entreprises gérés individuellement. Le portefeuille de prêts de détail se compose des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises gérés collectivement. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêt d'une manière précise et uniforme.

Deux approches peuvent principalement être utilisées pour la mesure du risque de crédit et l'établissement du capital réglementaire : l'approche des notations internes et l'approche standardisée. Nous utilisons l'approche des notations internes pour la plupart de nos risques de crédit.

Le capital économique, qui correspond à notre propre quantification du risque, est couramment utilisé pour évaluer le rendement, pour établir les limites et pour déterminer l'adéquation des fonds propres internes.

Les principaux paramètres utilisés pour évaluer notre risque de crédit lié au capital réglementaire et au capital économique sont les suivants :

- Probabilité de défaillance : pourcentage estimatif qui représente la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur se produise dans un délai de un an lorsqu'une cote donnée a été attribuée ou qu'un portefeuille d'expositions existe.
- Risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance : montant prévu dû par un débiteur au moment de la défaillance.
- Perte en cas de défaillance : pourcentage estimatif du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance que nous ne nous attendons pas à recouvrer au cours des processus de perception et de recouvrement.

Ces paramètres sont fondés sur l'expérience historique des systèmes internes d'établissement des cotes de crédit conformément aux normes de supervision, et ils sont validés par des experts indépendants et mis à jour régulièrement.

En vertu de l'approche standardisée, qui est utilisée principalement pour les Services aux investisseurs et nos activités bancaires dans les Antilles et aux États-Unis, les facteurs de pondération des risques prescrits par le BSIF servent à calculer les actifs pondérés en fonction des risques relativement au risque de crédit.

## Portefeuille de prêts de gros

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer les risques liés à nos activités de prêt.

Une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est attribuée à chaque débiteur; cette cote reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur. Une probabilité de défaillance est établie pour chaque cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur. La cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur classe le risque de défaillance d'un débiteur et correspond à notre évaluation de la capacité et de la volonté du débiteur de satisfaire à ses obligations contractuelles dans les délais fixés, sur un horizon de trois ans. L'attribution des cotes d'évaluation du risque lié à l'emprunteur se fonde sur une évaluation du risque commercial et du risque financier liés au débiteur au moyen d'une analyse fondamentale de leur solvabilité. L'établissement de la probabilité de défaillance liée à chaque cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur se fonde principalement sur les données historiques internes en matière de défaillance depuis la fin des années 1990 et, lorsque cela s'avère nécessaire, sur des données externes. L'estimation de la probabilité de défaillance est conçue de manière à constituer une représentation prudente de notre expérience au cours d'un cycle économique comprenant des périodes de tensions ou un ralentissement de l'économie.

Notre système d'établissement de cotes de crédit est semblable à celui utilisé par les agences de notation externes. Le tableau suivant illustre ce système de notation interne, lequel se base sur 22 points, et il fournit une comparaison par rapport aux notations attribuées par les agences externes.

Cotes de crédit internes\*

Tableau 38

Cotes	Standard & Poor's (S&P)	Moody's Investor Service (Moody's)	Description
1	AAA	Aaa	De première qualité
2	AA+	Aa1	
3	AA	Aa2	
4	AA-	Aa3	
5	A+	A1	
6	A	A2	
7	A-	A3	
8	BBB+	Baa1	
9	BBB	Baa2	
10	BBB-	Baa3	
11	BB+	Ba1	De qualité inférieure
12	BB	Ba2	
13	BB-	Ba3	
14	B+	B1	
15	B	B2	
16	B-	B3	
17	CCC+	Caa1	
18	CCC	Caa2	
19	CCC-	Caa3	
20	CC	Ca	
21	D	C	Prêts douteux
22	Faillite	Faillite	

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Un taux de perte en cas de défaillance est établi pour chaque facilité de crédit. Les taux de perte en cas de défaillance se fondent en grande partie sur des facteurs qui influenceront sur l'étendue des pertes advenant le cas où le débiteur manquerait à ses engagements de paiement, et ils comprennent le rang des prêts, les garanties additionnelles et le secteur dans lequel le débiteur exerce ses activités. Les taux estimatifs de perte en cas de défaillance se fondent principalement sur l'historique des pertes depuis la fin des années 1990. Lorsque nous disposons de données internes limitées concernant les pertes, nous tenons aussi compte de données externes aux fins de notre estimation. Les taux de perte en cas de défaillance sont estimés de manière à refléter les conditions qui pourraient prévaloir en période de ralentissement économique, un principe de prudence étant appliqué pour refléter les limites des données et les jugements formulés dans le cadre du processus d'estimation.

Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance est estimé en fonction du risque actuel lié au débiteur et de toute variation future possible de ce risque en raison de facteurs tels que la nature de l'engagement de crédit et le type de débiteur. Comme c'est le cas pour la perte en cas de défaillance, les taux sont estimés de manière à refléter des conditions liées à un ralentissement, et un principe de prudence est appliqué pour refléter l'incertitude relative aux données et aux modèles. Les estimations sont fondées sur des données internes qui remontent à la fin des années 1990.

Les estimations de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance sont annuellement mises à jour et ensuite validées et soumises à des contrôles ex post par une équipe indépendante au sein de la Banque. L'équipe responsable des estimations effectue également une surveillance et des contrôles ex post trimestriels. Ces cotes et ces évaluations des risques servent à déterminer le montant des pertes prévues et imprévues, ainsi que le montant du capital économique et du capital réglementaire. Elles servent aussi aux fins de l'établissement des plafonds de risque, de la gestion des portefeuilles et de l'établissement des prix des produits.

## Portefeuille de prêts de détail

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous utilisons cette évaluation, de même que nos stratégies aux fins de la prise de décisions, dans le cas des nouveaux clients (évaluation par cote des nouveaux clients) ainsi qu'aux fins de la gestion des comptes des clients existants (évaluation du comportement par cote).

Les critères utilisés pour établir les blocs d'expositions servant à quantifier les risques comprennent la cote de comportement, le type de produit (prêt hypothécaire, prêt sur cartes de crédit, marge de crédit et prêt remboursable par versements), le type de garantie (biens meubles, actifs liquides et biens immobiliers), le ratio prêt-valeur ainsi que la situation de défaillance (prêt productif, en retard, en

défaillance) liée au risque. Nous procédons à un suivi régulier et à des ajustements périodiques afin de nous assurer que ce processus donne lieu à une différenciation des risques utile. Nous transférons les expositions d'un bloc à l'autre pour évaluer la qualité du crédit.

Les blocs sont également évalués selon les paramètres utilisés pour évaluer le risque de crédit (la probabilité de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance) et ils tiennent compte des caractéristiques de l'emprunteur et de la transaction, notamment l'évaluation du comportement par cote, le type de produit et la situation de défaillance. La perte en cas de défaillance fait l'objet d'un examen et d'une nouvelle estimation sur une base annuelle en vertu de l'approche des notations internes prévue par l'accord de Bâle III. L'estimation est basée sur des facteurs propres à la transaction, notamment les types de produits, le ratio prêt-valeur et les types de garanties. L'établissement de la perte en cas de défaillance se fonde sur des pertes économiques historiques couvrant une période de plus de dix ans ainsi que sur le niveau de granularité le plus élevé et sur une marge de prudence suffisante. Les paramètres sont validés et font l'objet de contrôles ex post par une équipe indépendante au sein de la banque.

Le tableau suivant illustre les taux de probabilité qu'une défaillance se produise et les niveaux de risque connexes :

Cotes de crédit internes*		Tableau 39
Taux de probabilité	Description	
0 % – 1,0 %	Faible risque	
1,1 % – 6,4 %	Risque moyen	
6,5 % – 99,99 %	Risque élevé	
100,00%	Prêts douteux/défaillances	

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Contrôle du risque

Le Conseil d'administration et ses comités, la haute direction, le Comité de la politique de prêt et les autres comités de gestion des risques composés de cadres dirigeants collaborent afin de s'assurer qu'un cadre de gestion du risque de crédit et des politiques, processus et procédures connexes ont été mis en place pour gérer le risque de crédit, et ils approuvent les limites liées au risque de crédit. Des rapports sont fournis au Conseil d'administration, au Comité de la politique de prêt et aux cadres dirigeants afin de les tenir informés de notre profil de risque, y compris les informations sur les tendances, les principaux problèmes liés au risque de crédit et les variations de nos expositions, afin de faire en sorte que des mesures appropriées soient prises, le cas échéant. Nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit et tiennent compte de divers contextes liés aux emprunteurs, aux transactions et à la gestion de portefeuilles.

Nos politiques en matière de crédit font partie intégrante de notre cadre de gestion du risque de crédit, elles établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit et se définissent comme suit :

### Évaluation du risque de crédit

- Utilisation obligatoire de systèmes aux fins des analyses de l'évaluation des risques ainsi que de cotes de crédit.
- Établissement de critères uniformes d'évaluation du risque de crédit.
- Établissement d'exigences standards liées au contenu dans les documents de demande de crédit.

### Atténuation du risque de crédit

#### Montages financiers

- Des politiques et procédures précises en matière de gestion du risque de crédit servent à établir les exigences relatives à la structuration des transactions. Les facteurs d'atténuation des risques comprennent le recours à des garanties, à des créances de premier rang, à des exigences prêt-valeur et à des clauses restrictives. Des lignes directrices propres à chaque produit décrivent les montages adéquats des produits et les critères relatifs aux clients et aux garants. Les tiers garants avec qui nous faisons affaire sont principalement des organismes commandités par des organismes souverains.

#### Biens donnés en garantie

- Nous exigeons souvent des débiteurs qu'ils donnent des biens en gage à titre de garantie lorsque nous leur accordons un prêt. La mesure dans laquelle les biens donnés en garantie atténuent les risques dépend de la valeur, du type et de la qualité desdits biens. Les exigences précises liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie sont documentées dans nos politiques de gestion du risque de crédit.

#### Dérivés de crédit

- Les dérivés de crédit servent à atténuer la concentration des risques liés à un secteur d'activité et le risque lié à une seule entreprise. Pour une description plus détaillée des types de dérivés de crédit auxquels nous avons recours et de la façon dont nous gérons le risque de crédit connexe, se reporter à la note 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

### Approbation des produits

- Les propositions pour des produits et services de crédit font l'objet d'un examen approfondi et sont approuvées conformément à un cadre d'évaluation des risques.

### Gestion des portefeuilles de crédit

- Les plafonds servent à nous assurer que notre portefeuille est bien diversifié, qu'il permet de gérer la concentration du risque et qu'il s'aligne sur notre goût du risque. Les plafonds font l'objet d'un examen régulier qui tient compte du contexte général et de la conjoncture économique ainsi que du contexte financier et du contexte réglementaire.
- Nous établissons des plafonds relativement aux risques de crédit suivants : le risque lié à une seule entreprise (capital notionnel et capital économique), le risque de prise ferme, le risque lié à un secteur géographique (pays et région), le risque lié à un secteur d'activité (capital notionnel et capital économique) et le risque lié aux produits et aux portefeuilles, lorsque c'est nécessaire.

### Risque de crédit brut

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II et dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Le risque de crédit brut est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Les risques liés aux prêts et les autres risques comprennent :

- Les prêts et acceptations en cours, les engagements inutilisés ainsi que les autres risques incluant les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres d'emprunt disponibles à la vente et les dépôts auprès d'institutions financières. Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

Les risques liés aux activités de négociation comprennent :

- Les transactions de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres. En ce qui concerne les transactions de mise en pension de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant du financement initial des titres, compte non tenu des biens donnés en garantie.
- Le risque brut auquel nous sommes exposés à l'égard des dérivés représente le montant de l'équivalent-crédit, qui est défini par le BSIF comme la somme du coût de remplacement et du montant au titre du risque de crédit éventuel.

Risque de crédit (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur, montant brut\*

Tableau 40

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 octobre 2013						31 octobre 2012					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres			Prêts et acceptations			Mise en pension de titres		
	En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)		Dérivés (2)	Risque total (3)	En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)		Dérivés (2)	Risque total (3)
Prêts hypothécaires résidentiels	209 238 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	209 238 \$	198 324 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	198 324 \$
Prêts aux particuliers	94 311	77 463	32	–	–	171 806	86 697	70 274	39	–	–	157 010
Prêts sur cartes de crédit	14 142	20 347	–	–	–	34 489	13 661	18 036	–	–	–	31 697
Prêts aux petites entreprises (4)	3 987	4 043	41	–	–	8 071	2 503	3 933	40	–	–	6 476
<b>Prêts de détail</b>	<b>321 678 \$</b>	<b>101 853 \$</b>	<b>73 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>423 604 \$</b>	<b>301 185 \$</b>	<b>92 243 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>393 507 \$</b>
Prêts aux entreprises (4)												
Exploitations agricoles	5 441 \$	630 \$	51 \$	– \$	30 \$	6 152 \$	5 202 \$	659 \$	29 \$	– \$	29 \$	5 919 \$
Industrie automobile	6 167	3 602	255	–	451	10 475	3 585	3 219	240	–	546	7 590
Biens de consommation	6 230	5 786	509	–	142	12 667	5 432	3 510	467	–	224	9 633
Énergie	8 906	19 843	3 140	–	2 047	33 936	8 802	17 229	2 762	29	1 598	30 420
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 903	8 529	13 374	134 290	18 368	179 464	3 895	6 954	11 149	124 925	6 051	152 974
Industrie forestière	893	434	104	–	15	1 446	811	398	97	–	11	1 317
Produits industriels	4 038	3 656	384	–	266	8 344	3 938	2 727	292	–	197	7 154
Mines et métaux	1 074	2 648	807	–	158	4 687	965	2 630	681	91	113	4 480
Secteur immobilier et secteurs connexes	24 413	5 461	1 487	7	295	31 663	20 650	4 531	1 366	–	337	26 884
Technologie et médias	4 006	6 883	500	3	620	12 012	4 203	4 922	242	2	359	9 728
Transport et environnement	5 593	3 032	1 574	–	564	10 763	5 221	2 515	1 069	–	976	9 781
Autres	21 520	9 989	9 060	2 202	14 537	57 308	20 554	8 575	7 783	25 807	3 964	66 683
Organismes souverains (4), (5)	4 396	5 527	34 789	27 193	8 319	80 224	4 193	5 026	36 239	20 130	7 868	73 456
Banques (4)	1 320	270	67 007	87 953	21 243	177 793	990	406	66 878	85 164	21 868	175 306
<b>Prêts de gros</b>	<b>98 900 \$</b>	<b>76 290 \$</b>	<b>133 041 \$</b>	<b>251 648 \$</b>	<b>67 055 \$</b>	<b>626 934 \$</b>	<b>88 441 \$</b>	<b>63 301 \$</b>	<b>129 294 \$</b>	<b>256 148 \$</b>	<b>44 141 \$</b>	<b>581 325 \$</b>
<b>Risque total</b>	<b>420 578 \$</b>	<b>178 143 \$</b>	<b>133 114 \$</b>	<b>251 648 \$</b>	<b>67 055 \$</b>	<b>1 050 538 \$</b>	<b>389 626 \$</b>	<b>155 544 \$</b>	<b>129 373 \$</b>	<b>256 148 \$</b>	<b>44 141 \$</b>	<b>974 832 \$</b>

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

(1) Tient compte des passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres d'emprunt disponibles à la vente et les dépôts auprès d'institutions financières.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(3) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III (2013) et par l'accord de Bâle II (2012) sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(4) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2013 pour obtenir la définition de ces termes.

(5) Les données liées aux organismes souverains au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient pas pris en compte auparavant dans le risque auquel nous sommes exposés.

## 2013 par rapport à 2012

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 76 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse enregistrée relativement aux prêts en cours, aux engagements de prêt inutilisés et aux dérivés.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 30 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui s'explique en grande partie par la solide croissance des volumes de produits de financement sur valeur nette au Canada, laquelle reflète le maintien de faibles taux d'intérêt et notre acquisition d'Ally Canada.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 46 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de l'augmentation des prêts en cours et des engagements inutilisés découlant de l'accroissement des prêts aux grandes entreprises, ainsi que de l'augmentation des dérivés. L'augmentation des dérivés s'explique par la mise en œuvre de l'accord de Bâle III, qui prévoit maintenant l'utilisation des risques liés aux dérivés négociés en Bourse et aux dérivés auprès de contreparties de compensation centrales dans le calcul du risque total. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 37 %, soit un taux inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région\*

Tableau 41

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 octobre 2013						31 octobre 2012					
	Risques liés aux activités de négociation						Risques liés aux activités de négociation					
	Risques liés aux prêts et autres risques						Risques liés aux prêts et autres risques					
Prêts et acceptations						Prêts et acceptations						
	En cours	Engagements inutilisés	Autres transactions	Mise en pension de titres	Dérivés (1)	Risque total (2)	En cours	Engagements inutilisés	Autres transactions	Mise en pension de titres	Dérivés (1)	Risque total (2)
Canada	373 530 \$	129 632 \$	58 048 \$	55 394 \$	23 619 \$	640 223 \$	346 834 \$	117 797 \$	55 548 \$	81 691 \$	9 820 \$	611 690 \$
États-Unis	23 177	35 633	20 811	120 482	11 829	211 932	20 219	28 172	19 088	92 056	10 157	169 692
Europe (3)	11 471	10 200	39 111	55 928	27 215	143 925	10 679	7 705	39 357	65 329	19 941	143 011
Autres pays	12 400	2 678	15 144	19 844	4 392	54 458	11 894	1 870	15 380	17 072	4 223	50 439
<b>Risque total (4)</b>	<b>420 578 \$</b>	<b>178 143 \$</b>	<b>133 114 \$</b>	<b>251 648 \$</b>	<b>67 055 \$</b>	<b>1 050 538 \$</b>	<b>389 626 \$</b>	<b>155 544 \$</b>	<b>129 373 \$</b>	<b>256 148 \$</b>	<b>44 141 \$</b>	<b>974 832 \$</b>

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts.

(3) Les données liées à l'Europe au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.

(4) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

## 2013 par rapport à 2012

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport à l'exercice précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, et elle s'est établie à 61 %, à 20 %, à 14 % et à 5 %, respectivement, à la fin de l'exercice. La croissance des prêts aux États-Unis est attribuable aux efforts continus pour renforcer nos activités de gros dans ce marché.

Prêts et acceptations en cours et engagements inutilisés\*(1), (2)

Tableau 42

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 octobre 2013					31 octobre 2012				
	Risque faible	Risque moyen	Risque élevé	Prêts douteux	Total	Risque faible	Risque moyen	Risque élevé	Prêts douteux	Total
<b>Prêts de détail (3)</b>										
Prêts hypothécaires résidentiels	178 353 \$	24 011 \$	6 183 \$	691 \$	209 238 \$	166 217 \$	24 772 \$	6 661 \$	674 \$	198 324 \$
Prêts aux particuliers	143 747	23 890	3 774	363	171 774	133 711	19 418	3 569	273	156 971
Prêts sur cartes de crédit	25 429	7 907	1 153	–	34 489	24 022	6 592	1 083	–	31 697
Prêts aux petites entreprises	4 567	2 214	1 212	37	8 030	3 201	2 201	1 001	33	6 436
	<b>352 096 \$</b>	<b>58 022 \$</b>	<b>12 322 \$</b>	<b>1 091 \$</b>	<b>423 531 \$</b>	<b>327 151 \$</b>	<b>52 983 \$</b>	<b>12 314 \$</b>	<b>980 \$</b>	<b>393 428 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				31 octobre 2012			
	De première qualité	De qualité inférieure	Prêts douteux	Total	De première qualité	De qualité inférieure	Prêts douteux	Total
<b>Prêts de gros</b> <sup>(4)</sup>								
Prêts aux entreprises	73 865 \$	88 705 \$	1 107 \$	163 677 \$	65 781 \$	74 078 \$	1 268 \$	141 127 \$
Organismes souverains	9 582	341	–	9 923	9 021	198	–	9 219
Banques	1 387	200	3	1 590	1 255	139	2	1 396
	<b>84 834 \$</b>	<b>89 246 \$</b>	<b>1 110 \$</b>	<b>175 190 \$</b>	<b>76 057 \$</b>	<b>74 415 \$</b>	<b>1 270 \$</b>	<b>151 742 \$</b>

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

- (1) Ce tableau illustre nos prêts de détail et prêts de gros et nos acceptations en cours ainsi que nos engagements inutilisés, par portefeuille et par catégorie de risque. Pour une description qualitative du processus d'évaluation du risque de crédit, se reporter à la rubrique Mesure du risque.
- (2) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision pour prêts douteux et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit ni les garanties détenues.
- (3) Comprend des engagements inutilisés de néant, de 77,5 milliards de dollars, de 20,3 milliards et de 4 milliards relatifs aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts aux particuliers, aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts aux petites entreprises, respectivement.
- (4) Comprend des engagements inutilisés de 70,5 milliards de dollars, de 5,5 milliards et de 0,3 milliard relatifs aux prêts aux entreprises, aux organismes souverains et aux banques, respectivement.

## 2013 par rapport à 2012

En ce qui concerne notre portefeuille de prêts de détail, il n'y a eu aucune variation significative de la distribution générale des risques liés aux diverses catégories de qualité de crédit, 83 % de notre portefeuille présentant un faible risque, 14 %, un risque moyen, et 3 %, un risque élevé. En ce qui a trait à notre portefeuille de prêts de gros, l'augmentation du risque lié aux prêts aux entreprises découle de la croissance du portefeuille et de notre acquisition d'Ally Canada.

## Risque lié à l'Europe

Tableau 43

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013							31 octobre 2012
	Prêts et acceptations			Autres				Risque total lié à l'Europe
En cours	Engagements inutilisés <sup>(1)</sup>	Valeurs mobilières <sup>(2)</sup>	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe		
<b>Risque brut lié à l'Europe</b> <sup>(3)</sup>	11 471 \$	10 200 \$	21 592 \$	17 519 \$	55 928 \$	27 215 \$	143 925 \$	143 011 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	–	–	–	–	54 416	–	54 416	63 887
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	–	–	–	–	–	18 827	18 827	10 536
Engagements inutilisés	–	10 200	–	17 519	–	–	27 719	27 781
<b>Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours</b>	11 471 \$	– \$	21 592 \$	– \$	1 512 \$	8 388 \$	42 963 \$	40 807 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	–	–	–	–	–	6 306	6 306	6 495
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	–	–	13 816	–	–	–	13 816	11 742
<b>Risque net lié à l'Europe</b> <sup>(4)</sup>	11 471 \$	– \$	35 408 \$	– \$	1 512 \$	2 082 \$	50 473 \$	46 054 \$

- (1) Se compose d'engagements inutilisés de 7,4 milliards de dollars à des entreprises, de 2 milliards à des institutions financières et de 0,8 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 3,8 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,3 milliards en France, de 1,9 milliard en Allemagne, de 232 millions en Irlande et de 134 millions en Espagne, la tranche résiduelle de 1,8 milliard ayant trait aux autres pays européens. Plus de 86 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,8 milliards de dollars (11,7 milliards en 2012), des dépôts de 13,8 milliards (12,5 milliards en 2012) et des titres disponibles à la vente de 7,8 milliards (6,8 milliards en 2012).
- (3) Le risque brut lié à l'Europe au 31 octobre 2012 a été retraité précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.
- (4) Exclut un risque de 1 milliard de dollars (0,6 milliard en 2012) lié aux organismes supranationaux et un risque de 2,4 milliards (1,9 milliard en 2012) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III (2013) et dans l'accord de Bâle II (2012). En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 144 milliards de dollars au 31 octobre 2013. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 43 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 54 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 28 milliards ainsi que du montant de 19 milliards lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 51 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 6 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 14 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,7 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Au

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2013					31 octobre 2012
	Prêts en cours	Valeurs mobilières <sup>(1)</sup>	Mise en pension de titres	Dérivés	Total	Total
Royaume-Uni <sup>(2)</sup>	7 288 \$	8 387 \$	1 241 \$	599 \$	17 515 \$	14 887 \$
Allemagne	272	7 350	34	614	8 270	6 815
France	634	2 901	36	285	3 856	3 786
<b>Total – Royaume-Uni, Allemagne et France</b>	<b>8 194 \$</b>	<b>18 638 \$</b>	<b>1 311 \$</b>	<b>1 498 \$</b>	<b>29 641 \$</b>	<b>25 488 \$</b>
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	14 \$
Irlande	59	39	11	65	174	498
Italie	208	104	–	13	325	157
Portugal	5	–	–	1	6	1
Espagne	363	127	–	1	491	803
<b>Total – pays périphériques <sup>(3)</sup></b>	<b>635 \$</b>	<b>270 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>80 \$</b>	<b>996 \$</b>	<b>1 473 \$</b>
Luxembourg	494 \$	5 103 \$	13 \$	56 \$	5 666 \$	6 900 \$
Pays-Bas	559	2 062	–	240	2 861	3 283
Norvège	339	2 558	–	28	2 925	1 632
Suède	1	2 781	49	–	2 831	1 371
Suisse	349	2 602	102	41	3 094	3 233
Autres	900	1 394	26	139	2 459	2 674
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>2 642 \$</b>	<b>16 500 \$</b>	<b>190 \$</b>	<b>504 \$</b>	<b>19 836 \$</b>	<b>19 093 \$</b>
<b>Total du risque lié à l'Europe <sup>(4), (5)</sup></b>	<b>11 471 \$</b>	<b>35 408 \$</b>	<b>1 512 \$</b>	<b>2 082 \$</b>	<b>50 473 \$</b>	<b>46 054 \$</b>

(1) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,8 milliards de dollars (11,7 milliards en 2012), des dépôts de 13,8 milliards (12,5 milliards en 2012) et des titres disponibles à la vente de 7,8 milliards (6,8 milliards en 2012).

(2) Les données liées au Royaume-Uni au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.

(3) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant en 2012), de 1,5 milliard de dollars pour l'Irlande (3,8 milliards en 2012), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,2 milliard en 2012), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard en 2012) et de 0,9 milliard pour l'Espagne (1,1 milliard en 2012).

(4) Exclut un risque de 1 milliard de dollars (0,6 milliard en 2012) lié aux organismes supranationaux.

(5) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

### 2013 par rapport à 2012

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 4 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui touche principalement le Royaume-Uni, la Suède et l'Allemagne et qui tient en grande partie à l'accroissement des dépôts, des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, en légère baisse par rapport à l'exercice précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européennes. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Des pertes sur créances de 127 millions de dollars liées à ce portefeuille ont été comptabilisées pour l'exercice considéré et ces pertes ont principalement trait à deux comptes. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,69 %.

Au

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2013											31 octobre 2012	
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe	Total – Europe
Institutions financières	4 265 \$	5 999 \$	1 296 \$	11 560 \$	– \$	85 \$	40 \$	1 \$	32 \$	158 \$	9 875 \$	21 593 \$	21 944 \$
Organismes souverains (1)	5 834	1 534	1 692	9 060	–	21	5	–	23	49	7 096	16 205	12 661
Grandes entreprises	7 416	737	868	9 021	–	68	280	5	436	789	2 865	12 675	11 449
<b>Total (2)</b>	<b>17 515 \$</b>	<b>8 270 \$</b>	<b>3 856 \$</b>	<b>29 641 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>174 \$</b>	<b>325 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>491 \$</b>	<b>996 \$</b>	<b>19 836 \$</b>	<b>50 473 \$</b>	<b>46 054 \$</b>

- (1) Les données liées aux organismes souverains au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.
- (2) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

### 2013 par rapport à 2012

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains a augmenté de 4 milliards de dollars, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de la Banque d'Angleterre. L'augmentation de 1 milliard de dollars du risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises concerne principalement le Royaume-Uni. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières a diminué de 0,4 milliard de dollars, la diminution du risque lié à la France et au Royaume-Uni ayant été neutralisée en partie par l'augmentation du risque lié à l'Allemagne.

### Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

#### Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

#### Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

Tableau 46

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2013					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (3)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 388 \$	57 %	4 729 \$	43 %	11 117 \$	1 986 \$
Québec	12 552	52	11 652	48	24 204	4 045
Ontario	36 491	44	46 582	56	83 073	16 609
Provinces des Prairies	25 099	54	21 063	46	46 162	10 422
Colombie-Britannique et territoires	16 078	39	24 708	61	40 786	10 018
<b>Total – Canada (4)</b>	<b>96 608 \$</b>	<b>47 %</b>	<b>108 734 \$</b>	<b>53 %</b>	<b>205 342 \$</b>	<b>43 080 \$</b>
États-Unis	5	1	373	99	378	270
Autres pays	11	–	2 715	100	2 726	2 144
<b>Total – autres pays</b>	<b>16 \$</b>	<b>1 %</b>	<b>3 088 \$</b>	<b>99 %</b>	<b>3 104 \$</b>	<b>2 414 \$</b>
<b>Total</b>	<b>96 624 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>111 822 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>208 446 \$</b>	<b>45 494 \$</b>
<b>Total – 2012</b>	<b>82 104 \$</b>	<b>42 %</b>	<b>114 393 \$</b>	<b>58 %</b>	<b>196 497 \$</b>	<b>45 073 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent des titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 792 millions de dollars (1 827 millions en 2012).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (4) Le solde total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 205 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 183 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards, dont une tranche de 3,8 milliards est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 17 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 octobre 2013, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (44 milliards en 2012) de ce portefeuille. Environ 97 % de ces marges de crédit (97 % en 2012) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de moins de 8 % (7 % en 2012) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

## Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement				Tableau 47	
Période d'amortissement	Au			Total	
	31 octobre 2013				31 octobre 2012
	Canada	États-Unis et autres pays	Total		Total
25 ans ou moins	68 %	86 %	68 %	63 %	
Plus de 25 à 30 ans	22	14	22	23	
Plus de 30 à 35 ans	8	–	8	10	
Plus de 35 ans	2	–	2	4	
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	

## Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires traditionnels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

Ratio prêt-valeur moyen			Tableau 48
Secteur géographique (3)	2013		
	Non assurés		
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	
Provinces de l'Atlantique	73 %	74 %	
Québec	71	73	
Ontario	71	71	
Provinces des Prairies	73	73	
Colombie-Britannique et territoires	69	67	
États-Unis	69	n.s.	
Autres pays	83	n.s.	
<b>Moyenne (4), (5), (6)</b>	<b>71 %</b>	<b>71 %</b>	

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) Le ratio prêt-valeur moyen des prêts hypothécaires résidentiels non assurés et des produits de la gamme Marge Proprio s'est établi à 72 % et à 73 %, respectivement, pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours de l'exercice considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 56 % au 31 octobre 2013 (56 % en 2012). Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons révisé notre méthode de calcul. Le nouveau calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice Composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale. Auparavant, ce calcul était ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur un indice provincial du prix du logement de Statistique Canada et il était pondéré selon les valeurs des propriétés.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	Tableau 49	
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	997 \$	1 167 \$
Gestion de patrimoine	51	(1)
Marchés des Capitaux	188	135
Services de soutien généraux et autres (1)	3	–
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 239 \$</b>	<b>1 301 \$</b>
Canada (2)		
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	34 \$
Prêts aux particuliers	391	413
Prêts sur cartes de crédit	346	391
Prêts aux petites entreprises	32	43
Prêts de détail	796	881
Prêts de gros	151	209
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	947	1 090
États-Unis (2)		
Prêts de détail	3 \$	4 \$
Prêts de gros	32	29
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	35	33
Autres pays (2)		
Prêts de détail	86 \$	64 \$
Prêts de gros	171	116
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	257	180
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux</b>	<b>1 239</b>	<b>1 303</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	(2)
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 239 \$</b>	<b>1 301 \$</b>
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)		
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,31 %	0,35 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,30 %	0,37 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,33 %
Services bancaires dans les Antilles	1,24 %	2,08 %
Marchés des Capitaux	0,34 %	0,29 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

### 2013 par rapport à 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 62 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 170 millions de dollars, ou 15 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 7 points de base, résultats qui reflètent principalement l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers au Canada, et à notre portefeuille dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 52 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement des dotations ayant trait à quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 53 millions de dollars, ou 39 %, résultat qui reflète essentiellement des dotations ayant trait à quelques comptes, qui sont liées en grande partie au secteur Technologie et médias.

**Montant brut des prêts douteux** **Tableau 50**

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 872 \$	1 820 \$
Gestion de patrimoine	96	6
Marchés des Capitaux	229	389
Services aux investisseurs et trésorerie	3	2
Services de soutien généraux et autres	1	33
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 250 \$</b>
Canada (1)		
Prêts de détail	729 \$	715 \$
Prêts de gros	526	641
Montant brut des prêts douteux	1 255	1 356
États-Unis (1)		
Prêts de détail	14 \$	7 \$
Prêts de gros	98	162
Montant brut des prêts douteux	112	169
Autres pays (1)		
Prêts de détail	348 \$	258 \$
Prêts de gros	486	467
Montant brut des prêts douteux	834	725
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 250 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

**2013 par rapport à 2012**

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 49 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 52 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises au Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 90 millions de dollars, en raison essentiellement de quelques comptes.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 160 millions de dollars, ou 41 %, en raison principalement des sorties du bilan liées au secteur Technologie et médias.

**Provision pour pertes sur créances** **Tableau 51**

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Provision pour prêts douteux		
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	486 \$	507 \$
Gestion de patrimoine	53	–
Marchés des Capitaux	58	126
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2
Services de soutien généraux et autres	–	2
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>599</b>	<b>637</b>
Canada (1)		
Prêts de détail	149 \$	142 \$
Prêts de gros	170	239
Provision pour prêts douteux	319	381
États-Unis (1)		
Prêts de détail	2 \$	1 \$
Prêts de gros	19	38
Provision pour prêts douteux	21	39
Autres pays (1)		
Prêts de détail	146 \$	96 \$
Prêts de gros	113	121
Provision pour prêts douteux	259	217
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>599</b>	<b>637</b>
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 050 \$</b>	<b>2 088 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

**2013 par rapport à 2012**

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 38 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux et de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine.

Le risque de marché correspond au risque qu'une perte potentielle découle des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites.

Le risque de marché se manifeste des façons suivantes :

- les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus;
- les titres disponibles à la vente relativement auxquels les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global;
- le risque de taux d'intérêt structurel découlant de la non-concordance des actifs et des passifs qui ne sont pas évalués à la valeur de marché, qui se répercute sur le revenu net d'intérêt;
- les autres positions relativement auxquelles la performance financière est tributaire des variables relatives à l'établissement des prix par le marché.

### Contrôles du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Puisqu'il fait partie du cadre de gestion lié au goût du risque de l'entreprise, le Conseil d'administration approuve les restrictions globales liées au risque de marché de RBC. La Gestion des risques du Groupe crée et gère la structure de contrôle des positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, qui permet de s'assurer que la conduite de nos activités est conforme aux exigences du Conseil. La fonction Gestion des risques de marché et de crédit commercial, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, est responsable de la création et de la gestion des contrôles et des procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques pris cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux éléments suivants :

- Les positions de risque de marché;
- Les mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles, telles que la valeur à risque (VAR) et la valeur à risque en période de tensions pour lesquelles une analyse est présentée ci-dessous;
- Les simulations de crise fondées sur des scénarios, qui se fondent sur des scénarios historiques réels concernant le marché tels que la crise financière mondiale de 2008 et sur des scénarios hypothétiques de nature prospective. Ces simulations de crise sont basées sur d'importantes périodes de tension prolongées relatives aux variables du marché.

**Les positions de risque de marché** sont des mesures de la perte potentielle qui pourrait découler des fluctuations des variables du marché.

**Valeur à risque (VAR)** – La VAR est une mesure statistique utilisée pour estimer la perte potentielle qui pourrait découler d'un portefeuille financier, selon un intervalle de confiance précis et une période de détention déterminée. Nous évaluons la VAR en fonction du 99<sup>e</sup> centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements de l'évaluation du crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine.

**VAR en période de tensions** – La VAR en période de tensions est calculée de la même manière que la VAR, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles.

La VAR et la VAR en période de tensions sont des estimations statistiques fondées sur des données de marché historiques et elles doivent être interprétées en fonction de leurs limitations, lesquelles incluent ce qui suit :

- La VAR et la VAR en période de tensions ne permettent pas de prédire les pertes futures si les fluctuations réelles du marché diffèrent considérablement de celles liées aux périodes utilisées pour effectuer les calculs.
- La VAR et la VAR en période de tensions servent à déterminer les pertes potentielles prévues sur une période de détention de un jour – et non les pertes potentielles liées aux positions de risque détenues pendant de plus longues périodes de temps.
- La VAR et la VAR en période de tensions sont mesurées à l'aide des positions à la fermeture des bureaux – et elles ne tiennent pas compte de l'incidence des activités de négociation effectuées au cours d'une journée.

Nous validons la VAR et la VAR en période de tensions au moyen de diverses mesures – entre autres choses, les modèles sont assujettis à un processus d'examen et de validation effectué par un groupe qui est indépendant du groupe ayant élaboré les modèles, et nous effectuons des contrôles ex post pour comparer la VAR aux revenus quotidiens évalués à la valeur de marché afin de mettre en évidence et d'examiner les événements pour lesquels les résultats réels tirés des activités de négociation excèdent les prévisions liées à la VAR.

**Simulations de crise** – Notre programme de simulations de crise lié au risque de marché vise à mettre en évidence et à contrôler les risques découlant des variations importantes des prix du marché et des taux de marché. Nous soumettons quotidiennement les positions évaluées à la valeur de marché à des simulations de crise. Ces simulations portent à la fois sur des événements historiques et hypothétiques importants et à long terme. Les scénarios historiques se fondent sur des événements réels survenus sur le marché au cours des 30 dernières années, et ils couvrent des périodes pouvant aller jusqu'à 90 jours. Ces événements comprennent l'effondrement boursier de 1987 et la crise financière mondiale de 2008. Les scénarios hypothétiques ont un caractère prospectif; ils servent à examiner les périodes de tensions futures possibles sur le marché et ils sont élaborés à partir d'événements importants mais plausibles. Nous évaluons et modifions constamment ces scénarios en fonction de l'évolution des conditions sur les marchés. Les calculs effectués se fondent sur l'hypothèse selon laquelle nos positions sont réévaluées instantanément sans qu'aucune mesure soit prise par la direction.

Les calculs relatifs à ces mesures sont effectués en ce qui a trait à toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions liées à nos activités d'assurance.

**Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net  
VAR et VAR en période de tensions**

Le tableau ci-dessous présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché pour 2013 et 2012 :

VAR liée à la gestion du risque de marché\*

Tableau 52

(en millions de dollars canadiens)	2013				2012			
	Au 31 oct.	Pour l'exercice clos le 31 octobre			Au 31 oct.	Pour l'exercice clos le 31 octobre		
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne	Haut	Bas
Actions	8 \$	9 \$	19 \$	5 \$	10 \$	11 \$	21 \$	5 \$
Change	5	4	7	1	2	4	7	1
Marchandises	3	3	5	2	3	2	4	1
Taux d'intérêt	38	41	51	36	50	50	65	34
Risque spécifique de crédit (1)	10	10	12	7	10	9	12	7
Effet de diversification (2)	(23)	(23)	(31)	(16)	(28)	(24)	(41)	(13)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>41 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>51 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>47 \$</b>	<b>52 \$</b>	<b>66 \$</b>	<b>43 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>117 \$</b>	<b>95 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>73 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>78 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>62 \$</b>

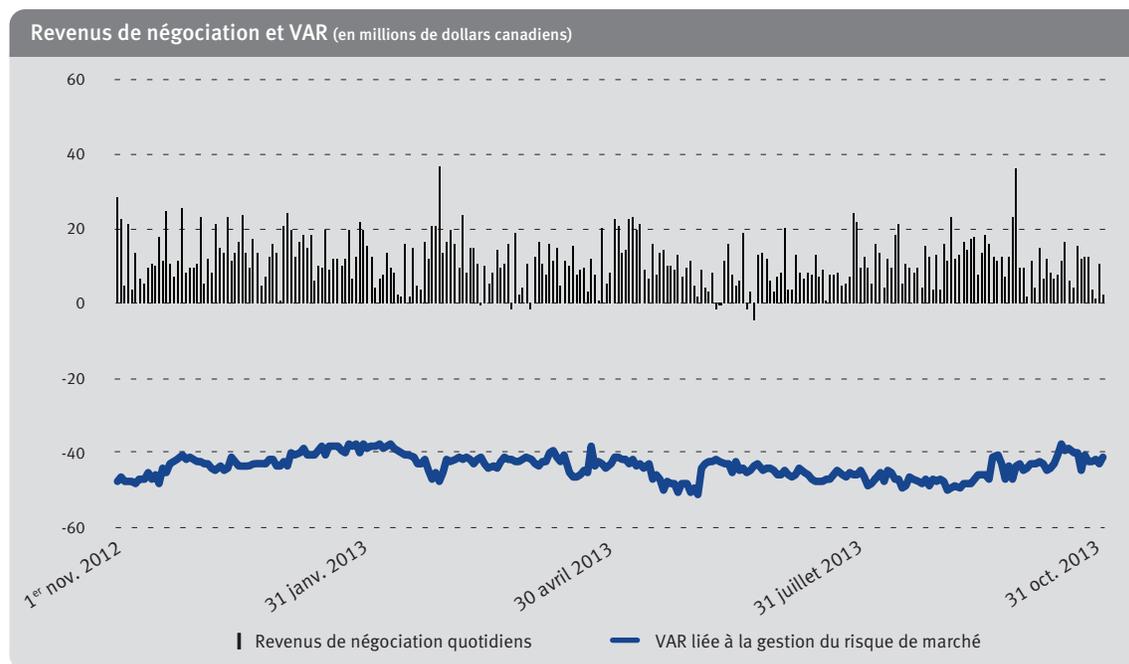
\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

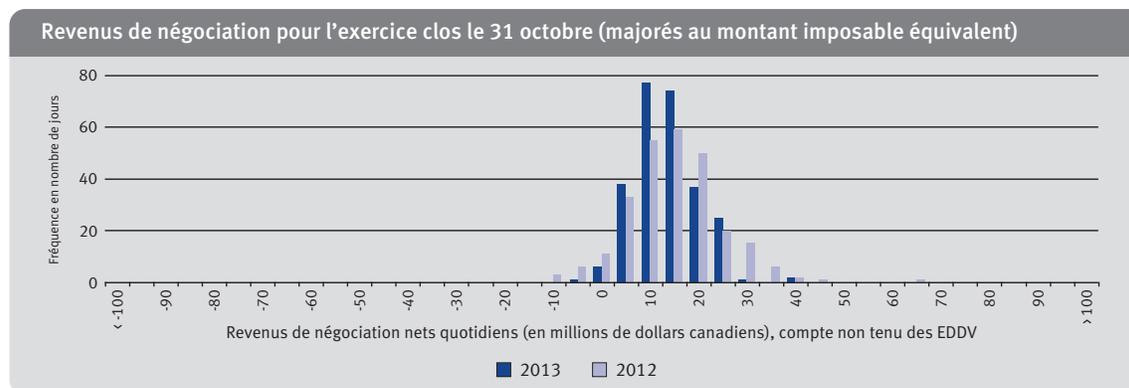
(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 44 millions de dollars, en baisse de 8 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction des risques liés aux portefeuilles de titres à revenu fixe au cours de l'exercice considéré et de l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR. La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 95 millions de dollars, en hausse de 17 millions par rapport à 78 millions à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par l'accroissement des positions et la hausse du risque évalué à l'égard de certains titres adossés à des créances hypothécaires et titres d'emprunt à revenu fixe de première qualité sensibles au risque de crédit relativement auxquels les taux ont été particulièrement volatils au cours de la période historique utilisée pour calculer la VAR en période de tensions, comparativement aux données historiques plus récentes. La hausse du risque attribué aux titres adossés à des créances hypothécaires est imputable en partie aux modifications de la méthodologie, qui a reflété avec plus d'exactitude le comportement des prix des titres adossés à des créances hypothécaires pendant la crise financière mondiale de 2008 et de 2009, soit la période historique utilisée pour calculer la VAR en période de tensions.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché pour l'exercice considéré. Au cours de l'exercice, nous avons connu sept séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 14 millions de dollars, comparativement à 20 séances à l'exercice précédent, et aucune perte subie n'a excédé la VAR.



Le graphique ci-dessous illustre la distribution des profits et pertes de négociation quotidiens. Le profit le plus élevé qui a été déclaré pour l'exercice considéré est de 36 millions de dollars, le profit quotidien moyen étant de 11 millions. La perte quotidienne la plus élevée déclarée, qui est de 5 millions de dollars, est survenue le 25 juin 2013 et elle tenait principalement au resserrement de l'écart de taux de RBC.



### Évaluations du risque de marché – autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. En conséquence, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans les revenus de placement figurant au compte consolidé de résultat, et elles sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,0 milliards de dollars en octobre 2013. Nous avions des titres détenus à des fins de transaction de 5,9 milliards de dollars à l'appui des passifs. Nous détenons également des titres de 2,2 milliards de dollars classés comme des placements disponibles à la vente.

### Risque de marché – Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente se sont établis à 38 milliards de dollars au 31 octobre 2013, comparativement à 40 milliards au 31 octobre 2012. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à nos activités bancaires autres que de négociation (décrites ci-dessus). Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous expose au risque de taux d'intérêt, lequel correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, ainsi qu'au risque lié à l'écart de taux, lequel correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 octobre 2013, le risque de taux d'intérêt lié au portefeuille se chiffrait à 3,8 millions de dollars, et le risque lié à l'écart de taux, à 6,1 millions <sup>(1)</sup>. Nos titres disponibles à la vente comprennent également des placements en titres de capitaux propres, qui s'élevaient à 1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2013, en baisse par rapport à 1,8 milliard à l'exercice précédent.

(1) Le risque de taux d'intérêt et le risque lié à l'écart de taux sont présentés avant impôt et ils excluent les valeurs mobilières détenues dans le cadre de nos activités d'assurance.

### Contrôle du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel <sup>(2)</sup>

La non-concordance de l'actif et du passif relativement aux positions qui ne sont pas évaluées à la valeur de marché constitue le risque de taux d'intérêt structurel. Ce risque est assujéti à des limites et contrôles distincts. Le Conseil d'administration approuve le goût du risque global lié au risque de taux d'intérêt structurel, et le Comité actif-passif, de même que la Gestion des risques du Groupe, assure la surveillance de ce risque au moyen de politiques, de limites et de normes en matière d'exploitation. Les rapports concernant le risque de taux d'intérêt sont revus régulièrement par le Comité actif-passif, par le Comité de la politique de prêt, par le Comité de révision et de la politique du risque du Conseil, ainsi que par le Conseil d'administration.

(2) Les positions liées au risque de taux d'intérêt structurel comprennent l'incidence des dérivés dans le cadre des relations de couverture comptable et les titres disponibles à la vente utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt.

## Mesure du risque

Le risque de taux d'intérêt structurel se rapporte à la perte potentielle à la fois au titre du revenu net d'intérêt sur une période de un an et au titre de la valeur économique instantanée des capitaux propres découlant des variations des taux d'intérêt. Ces mesures sont évaluées sur une base hebdomadaire et sont assujetties à des limites et contrôles établis par le Comité actif-passif et par la Gestion des risques du Groupe.

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux comprennent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché comprennent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre processus de surveillance, nous évaluons l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt en fonction de la valeur et du bénéfice, et les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

### Évaluations du risque de marché – Positions liées au taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours de l'exercice 2013, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

### Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation\*

Tableau 53

(en millions de dollars canadiens)	2013						2012		2011	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(537)\$	(3)\$	(540)\$	381 \$	10 \$	391 \$	(497)\$	397 \$	(454)\$	307 \$
diminution des taux de 100 p.b.	444	2	446	(302)	(1)	(303)	405	(322)	412	(161)
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 200 p.b.	(1 152)	(8)	(1 160)	733	25	758	(1 005)	842	(925)	708
diminution des taux de 200 p.b.	793	6	799	(397)	(1)	(398)	651	(370)	615	(189)

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

## Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants auxquels nous sommes exposés sont liés à la livre sterling et à l'euro et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats opérationnels. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres devises, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques liés aux opérations libellées en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Nos objectifs, politiques et méthodes globaux en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2012.

## Évaluations du risque de marché concernant les autres importants portefeuilles d'activités autres que de négociation

### Dérivés dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée se sont établis à 2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2013, en baisse par rapport à 2,7 milliards à l'exercice précédent, et les passifs dérivés se sont chiffrés à 931 millions au 31 octobre 2013, en baisse par rapport à 1,1 milliard à l'exercice précédent. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, s'est établi à 6,9 millions de dollars au 31 octobre 2013.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

## Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Tableau 54

	Au 31 octobre 2013				
	Montant figurant au bilan	Montant compris dans la VAR, la VAR en période de tensions et les simulations de crise	Montant compris dans le risque de taux d'intérêt structurel	Montant compris dans les autres contrôles du risque (1)	Montant non assujéti au risque de marché (1), (2)
(en millions de dollars canadiens)					
<b>Actif</b>					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	15 870 \$	8 202 \$	6 716 \$	952 \$	– \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	9 061	2 833	6 228	–	–
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres détenus à des fins de transaction	144 023	137 718	–	6 305	–
Titres disponibles à la vente	38 695	–	34 315	4 380	–
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	117 517	116 703	814	–	–
Prêts	408 666	16 555	391 085	1 026	–
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	513	–	–	513	–
Dérivés	74 822	71 678	3 144	–	–
Autres actifs	51 652	12 631	29 620	2 616	6 785
<b>Total de l'actif</b>	<b>860 819 \$</b>	<b>366 320 \$</b>	<b>471 922 \$</b>	<b>15 792 \$</b>	<b>6 785 \$</b>
<b>Passif</b>					
Dépôts	558 480 \$	101 584 \$	456 896 \$	– \$	– \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts	513	–	–	513	–
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 128	47 128	–	–	–
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	60 416	60 147	269	–	–
Dérivés	76 745	75 368	1 377	–	–
Autres passifs	58 859	12 962	24 682	8 724	12 491
<b>Débentures subordonnées</b>	<b>7 443</b>	<b>–</b>	<b>7 443</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Titres de fiducie de capital</b>	<b>900</b>	<b>–</b>	<b>900</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Total du passif</b>	<b>810 484</b>	<b>297 189</b>	<b>491 567</b>	<b>9 237</b>	<b>12 491</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>50 335</b>				
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>860 819 \$</b>				

(1) La colonne « Montant compris dans les autres contrôles du risque » tient compte d'actifs de 12,3 milliards de dollars et de passifs de 8,7 milliards (déduction faite des passifs intragroupe) du secteur RBC Assurances qui sont assujéti à un cadre de contrôle des risques distinct. Ces montants comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 5,9 milliards de dollars, des titres disponibles à la vente de 2,2 milliards et des passifs évalués à la juste valeur de 8,0 milliards. Outre les positions liées au secteur RBC Assurances, des titres détenus à des fins de transaction de 442 millions de dollars ainsi que des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 2,2 milliards sont pris en compte dans cette colonne.

(2) Les autres actifs présentés dans la colonne « Montant non assujéti au risque de marché » comprennent certaines créances ainsi que des immobilisations corporelles et incorporelles. Les autres passifs comprennent certains créditeurs. Pour plus de détails, se reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque qui se produit lorsque nous ne sommes pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. De par leur nature intrinsèque, les services bancaires nous exposent à divers types de risque de liquidité, dont les plus courants découlent de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des entrées et sorties de trésorerie, tant en ce qui concerne les risques liés aux éléments figurant au bilan que ceux liés aux éléments hors bilan.

Notre position de liquidité est établie de manière à satisfaire à nos engagements actuels et éventuels dans des conditions commerciales normales et, conjointement à notre situation de capital, à maintenir notre sécurité et notre solidité en période de tensions. Afin d'atteindre ces objectifs, nous appliquons un cadre de gestion des liquidités exhaustif et des stratégies d'atténuation des principaux risques de liquidité qui visent :

- l'établissement d'un équilibre approprié entre le niveau de risque qui est permis selon notre goût du risque, compte tenu de l'incidence éventuelle que des événements extrêmes mais plausibles pourraient avoir et des coûts engagés pour atténuer ce risque;
- un accès élargi à des sources de financement, y compris le maintien d'un nombre crédible de dépôts de base provenant des clients et la prise de mesures à cet effet, l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros et notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs données;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par des titres négociables non grevés, dont une portion se compose d'un portefeuille d'urgence qui nous donne un accès immédiat à des liquidités et qui complète nos autres sources de liquidités en cas de crise;
- le recours à un processus approprié et transparent aux fins de l'établissement des prix de transfert des liquidités et de la répartition des coûts.

Nos politiques, pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités renforcent ces stratégies d'atténuation du risque. Aux fins de la gestion du risque de liquidité, nous favorisons une démarche centralisée, dans la mesure du possible, compte tenu des diverses questions soulevées dans la présente rubrique.

En 2010, le BSIF a introduit un paramètre réglementaire d'évaluation des liquidités des entreprises, à savoir les flux de trésorerie nets cumulatifs. Des plafonds s'appliquent pour le dollar canadien et pour chaque devise, ainsi que pour l'ensemble des devises, et nous présentons un rapport de conformité officiel mensuel au BSIF. Nous continuons également à nous préparer en prévision de la mise en œuvre des réformes réglementaires en vertu de l'accord de Bâle III proposées par le CBCB et sanctionnées par le BSIF et d'autres autorités. Les normes concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. Le CBCB poursuit son examen du ratio de capitalisation stable net, et la mise en application des exigences liées à ce ratio devrait entrer en vigueur en 2018. Nous présentons régulièrement au BSIF des rapports concernant notre ratio de couverture des liquidités et notre ratio de capitalisation stable net. En juillet 2013, le CBCB a publié un document consultatif intitulé *Liquidity coverage ratio disclosure standards*. Les commentaires relatifs à ce document ont été présentés au CBCB en octobre 2013. On s'attend à ce que les banques se conforment aux normes d'information du CBCB à compter de 2015.

Nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de liquidité n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2012. Toutefois, certaines limites et pratiques ont été révisées compte tenu des conditions du marché, de manière à ce qu'elles soient conformes aux faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle locale, et que nous puissions nous positionner en prévision de la mise en œuvre prospective des normes de liquidités proposées dans l'accord de Bâle III. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et le risque de liquidité demeure largement dans les limites de notre goût du risque. Cependant, nous modifierons nos politiques, pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités de manière à tenir compte, le cas échéant, de l'évolution des exigences réglementaires.

### Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues. Nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations importantes et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

#### *Risque de liquidité structurel (à plus long terme)*

Nous utilisons des paramètres de capital en liquidités et d'autres paramètres structuraux, qui visent principalement à mettre en évidence la non-concordance des échéances réelles de tous les actifs et passifs, pour mesurer et contrôler les risques liés au bilan et pour élaborer notre stratégie de financement à terme. Nous tenons compte des périodes de tensions, y compris une perte prolongée des dépôts en gros non garantis utilisés pour financer les actifs illiquides.

### *Risque de liquidité stratégique (à plus court terme)*

Nous établissons des limites précisant le niveau maximal de flux de trésorerie nets en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes (allant de un jour à neuf semaines) et selon divers types de tensions et attribuons des plafonds ajustés en fonction des risques à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, de même que des plafonds individuels à chaque type d'activité de mise en gage, afin de mesurer notre risque de liquidité à plus court terme. Nos positions liées aux flux nets de trésorerie reflètent les flux de trésorerie connus et prévus liés à tous les actifs et passifs importants non grevés et aux activités hors bilan. Les actifs qui sont donnés en gage ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles. Nous contrôlons également ce risque en nous conformant, à l'échelle du groupe et à l'échelle de chaque unité fonctionnelle, à des normes prescrites par les organismes de réglementation.

### *Risque de liquidité éventuel*

La gestion du risque de liquidité éventuel permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant des tensions ainsi que notre réaction connexe. Le plan d'urgence relatif aux liquidités, que la Trésorerie générale maintient et administre, nous aide à prendre les mesures voulues et à réagir lorsqu'une crise de liquidité se produit. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres des principaux secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux qui sont des spécialistes des questions considérées, contribue à l'élaboration des simulations de crise et des plans de financement, et elle se réunit régulièrement pour évaluer nos liquidités, pour effectuer des simulations de crise et pour évaluer notre état de préparation relativement au plan d'urgence relatif aux liquidités.

Nos simulations de crise, qui font appel à des éléments de scénarios et d'analyses de sensibilité, se basent sur des modèles qui permettent d'évaluer notre exposition possible à des événements mondiaux, à des événements touchant un pays et à des événements touchant RBC (ou encore à une combinaison de ces événements), et elles tiennent compte d'événements historiques et hypothétiques et couvrent une période de neuf semaines, que nous utilisons également pour évaluer le risque de liquidité stratégique interne et qui constitue selon nous le laps de temps le plus critique lorsque surviennent de tels événements. Différents degrés de gravité sont pris en considération relativement à chaque type de crise, et certains scénarios reflètent des révisions à la baisse de plusieurs crans des notations qui nous sont attribuées. Les principales simulations ont lieu mensuellement, et les autres simulations, trimestriellement. La fréquence des simulations dépend de la probabilité et des répercussions des scénarios.

Dans le cas de crises à court terme qui sont particulièrement graves ou de crises qui se prolongent pendant des mois et afin de compléter les liquidités provenant des portefeuilles d'actifs d'urgence affectés à cette fin, nous limiterions les liquidités et les sorties de trésorerie et nous aurions accès à de nouvelles sources de liquidités et de financement, notamment en vendant des actifs liquides et en titrisant ou, dans des circonstances extraordinaires, en vendant des actifs principaux. Par ailleurs, en raison de nos notations actuelles ainsi que de nos relations bien établies sur le marché ainsi que de notre accès au marché, nous sommes d'avis que même advenant des scénarios extrêmes, mais plausibles, nous continuerions à avoir accès aux marchés du financement de gros, mais il se pourrait bien que notre capacité générale s'en trouve réduite, que nos coûts soient plus élevés et que les échéances moyennes soient plus courtes.

Bien que nous puissions aussi avoir possiblement accès à diverses facilités de prêts consenties par des banques centrales dans le cours normal des activités ou en cas d'urgence, au Canada, aux États-Unis et en Europe, ces facilités ne sont pas considérées comme une source de financement aux fins de l'établissement de nos plans d'urgence, en ce qui a trait aux scénarios qui sont considérés comme extrêmes, mais plausibles.

Après avoir examiné les résultats, l'équipe modifie parfois le plan d'urgence relatif aux liquidités et les autres pratiques de gestion du risque de liquidité, de même que les plafonds. Afin de gérer le risque lié à des crises d'une plus longue durée, nous avons recours à des mesures du risque de liquidité structurel qui tiennent compte de périodes de tensions.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des notations élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains), d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques de liquidité possibles (notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, qui ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et de simulations de crise que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs de qualité et, le cas échéant, à des critères d'admissibilité stricts (p. ex., des critères en matière d'échéance, de diversification et d'admissibilité aux avances consenties par les banques centrales), de manière à garantir un accès maximal immédiat à des liquidités en cas d'urgence. Les actifs compris dans ces portefeuilles incluent des bons du Trésor et des obligations du gouvernement américain et du gouvernement fédéral canadien, des obligations d'agences américaines et des obligations garanties d'entités commanditées par le gouvernement américain et par le gouvernement canadien, d'autres obligations d'organismes souverains de première qualité de même que leurs titres d'emprunt garantis, des obligations supranationales et des obligations des provinces canadiennes. Le total de notre portefeuille d'actifs liquides non grevés, que ceux-ci soient détenus comme des liquidités en cas d'urgence ou à des fins de placement ou de négociation, serait disponible à titre de source de liquidités advenant une crise, soit en procédant à une vente inconditionnelle ou pour obtenir du financement garanti.

### **Profil de risque**

Au 31 octobre 2013, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 359 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (329 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2012). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 67 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 111 milliards, qui représentaient 10 % et 17 % du total du financement au 31 octobre 2013, respectivement (84 milliards et 105 milliards, ou 14 % et 17 % du total du financement, respectivement, au 31 octobre 2012). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 31 octobre 2013, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 11,5 milliards de dollars, soit 6,5 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (9,7 milliards, soit 5,2 milliards de dollars US et 4,5 milliards de dollars CA au 31 octobre 2012). Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, nous avons accru nos actifs liquides en cas d'urgence, et ceux-ci s'élevaient en moyenne à 10 milliards de dollars, soit 5,5 milliards de dollars US et 4,5 milliards de dollars CA (8,3 milliards, soit 4,9 milliards de dollars US et 3,4 milliards de dollars canadiens CA au 31 octobre 2012). Nous détenions également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 3,7 milliards de dollars US au 31 octobre 2013 (1,3 milliard de dollars US au 31 octobre 2012); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 2,3 milliards de dollars US au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013 (1,3 milliard de dollars US au 31 octobre 2012). Ces réserves ont été modifiées au cours de l'exercice afin de tenir compte de l'évolution de nos politiques en matière de liquidités et de la composition du bilan.

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, le tableau suivant présente un sommaire de nos réserves de liquidités ainsi que de nos actifs grevés, en fonction du niveau de liquidités. Les actifs non grevés disponibles à titre de garantie représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Les actifs liquides disponibles à titre de garantie comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les actifs illiquides pour lesquels il existe des marchés du financement établis, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent être monétisés mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Au 31 octobre 2013, nos actifs liquides hautement négociables non grevés représentaient 54 % du total de nos actifs liquides. Aux fins du tableau présenté ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisque qu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

	Au 31 octobre 2013						
	Actifs figurant au bilan	Titres hors bilan reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs liquides</b>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	12 711 \$	– \$	12 711 \$	– \$	980 \$	11 731 \$	– \$
Dépôts auprès d'institutions financières	12 220	–	12 220	287	–	11 933	–
Métaux précieux	173	–	173	–	–	173	–
Valeurs mobilières et conventions de revente (5)							
Titres obligataires d'entités gouvernementales canadiennes	59 760	11 120	70 880	40 164	–	30 716	–
Titres obligataires d'entités gouvernementales étrangères	113 464	4 350	117 814	54 053	–	63 761	–
Autres valeurs mobilières	72 133	11 953	84 086	40 743	48	43 295	–
Prêts							
Titres hypothécaires LNH	32 556	–	32 556	10 738	–	21 818	–
Autres actifs	11 678	–	11 678	11 678	–	–	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>314 695 \$</b>	<b>27 423 \$</b>	<b>342 118 \$</b>	<b>157 663 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>183 427 \$</b>	<b>– \$</b>
<b>Autres actifs illiquides</b>							
Valeurs mobilières et conventions de revente autres que celles ci-dessus	54 878 \$	14 781 \$	69 659 \$	23 349 \$	– \$	37 114 \$	9 196 \$
Prêts	378 069	–	378 069	64 775	–	125 789	187 505
Autres actifs	113 177	–	113 177	–	–	–	113 177
<b>Total des autres actifs illiquides</b>	<b>546 124 \$</b>	<b>14 781 \$</b>	<b>560 905 \$</b>	<b>88 124 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>162 903 \$</b>	<b>309 878 \$</b>
	<b>860 819 \$</b>	<b>42 204 \$</b>	<b>903 023 \$</b>	<b>245 787 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>346 330 \$</b>	<b>309 878 \$</b>
	<b>Au 31 octobre 2013</b>						
	<b>Actifs non grevés</b>						
(en millions de dollars canadiens)							
Banque Royale du Canada	351 398 \$						
Succursales à l'étranger	129 796						
Filiales	175 014						
	<b>656 208 \$</b>						

(1) L'information fournie s'applique à l'échelle de l'entreprise. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions liées au marché et des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.

(2) Comprend les actifs qui sont considérés comme ne pouvant pas être utilisés pour obtenir du financement, pour des raisons d'ordre juridique ou autre.

(3) Comprend les actifs qui sont aisément disponibles dans le cours normal des activités pour obtenir du financement ou satisfaire aux exigences en matière de garanties.

(4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles car ils pourraient ne pas être rapidement acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(5) Comprend des obligations d'État, d'entités du secteur public et de grandes entreprises de première qualité ainsi que des titres sur les marchés monétaires, des fonds négociés en Bourse et des titres négociés dans un indice boursier principal, mais exclut les titres à enchères et les titres adossés à des actifs non garantis par une agence, ainsi que les actions et les fonds communs de placement non inscrits à un indice. Toutes les valeurs mobilières sont comptabilisées à la valeur de marché.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités d'emprunt auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient insuffisantes et ne nous permettraient pas de monétiser nos actifs disponibles à titre de garantie pour satisfaire à nos besoins (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre et la Banque de France).

## Contrôle du risque

Le Conseil d'administration approuve annuellement les pouvoirs d'approbation du risque de liquidité délégués aux cadres supérieurs. Le Comité de révision et de la politique du risque du Conseil d'administration approuve annuellement le cadre de gestion du risque de liquidité et il en assure la surveillance. Par ailleurs, le Conseil d'administration et le Comité de révision et de la politique du risque revoient régulièrement les rapports concernant notre position de liquidité à l'échelle de l'entreprise. Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif assurent la surveillance et l'examen de tous les documents sur la position de liquidité à l'intention du Conseil d'administration ou de ses comités. Le Comité actif-passif approuve annuellement les principaux documents à l'appui du cadre de gestion des liquidités, et il fournit des conseils d'ordre stratégique et des services de gestion et de surveillance à la Trésorerie générale, à la Gestion des risques du Groupe et aux autres fonctions et secteurs d'activité aux fins de la gestion du risque de liquidité. Afin de maximiser l'efficacité au chapitre du financement et de l'exploitation, nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et, en ce qui concerne les principales unités fonctionnelles, nous tenons compte des restrictions liées au marché et des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC. Ce processus consiste notamment à analyser notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales et à convertir les fonds en devises. Les résultats de cette analyse sont pris en compte dans les paramètres de gestion des risques et dans notre plan de redressement.

### *Politiques*

Nos principales politiques en matière de liquidités servent à définir les paramètres de tolérance aux risques. Elles habilitent les comités de la haute direction, la Trésorerie générale ou la Gestion des risques du Groupe à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des activités et des produits donnés qui régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information.

### *Pouvoirs et limites*

Les plafonds relatifs à nos positions en matière de risque de liquidité structurel sont approuvés au moins une fois l'an et font l'objet de suivis réguliers. Les plafonds relatifs aux flux de trésorerie nets sont approuvés au moins une fois l'an. Selon l'importance de chaque entité publiante, les plafonds relatifs aux flux de trésorerie nets font l'objet d'un contrôle quotidien ou hebdomadaire concernant les principales devises, les succursales, les filiales et les secteurs géographiques. Toutes les dérogations possibles aux plafonds établis sont immédiatement signalées à la Trésorerie générale et à la Gestion des risques du Groupe, qui fournissent ou obtiennent les approbations requises, comme il convient, après avoir examiné les mesures correctrices proposées.

La Trésorerie générale, la Gestion des risques du Groupe et les secteurs d'exploitation effectuent un examen périodique des facteurs de liquidité des actifs et des passifs liés aux flux de trésorerie dans des conditions diverses, afin de confirmer leur pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds. Ce processus permet de nous assurer qu'un lien étroit est maintenu entre la gestion du risque de liquidité et de financement et celle du risque de liquidité sur le marché et du risque de crédit et que la Gestion des risques du Groupe approuve les lignes de crédit entre entités. Par suite de l'expérience que nous avons tirée des périodes de volatilité sur les marchés au cours des six dernières années, nous avons modifié notre traitement des liquidités touchant certaines catégories d'actifs, de manière à ce qu'il reflète les variations de la liquidité des marchés. Le cas échéant, nous réduisons les plafonds de manière à tenir compte des résultats découlant des simulations de crise.

## Financement

### *Stratégie de financement*

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

### *Profil des dépôts*

Nous avons continué de nous concentrer sur l'obtention de dépôts de base au Canada. La volatilité des soldes de nos dépôts basés sur les relations, y compris les dépôts des particuliers ainsi que les dépôts des entreprises et des clients institutionnels, est relativement faible, et ces dépôts constituent notre principale source de financement fiable. Ces soldes, qui reflètent l'assurance-dépôts et les relations exclusives avec nous, représentent une source extrêmement constante de dépôts de base dans les conditions les plus imaginables, puisqu'ils sont habituellement moins sensibles aux développements du marché que les dépôts des prêteurs sur opérations et des investisseurs. Les dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté d'environ 2 % au cours de l'exercice et représentaient 70 % du total de nos dépôts, soit une hausse par rapport à 68 % à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, les dépôts de base ont augmenté d'environ 10 %, en raison principalement de l'élargissement du profil des échéances du financement de gros. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur nos financements de gros arrivant à échéance dans plus de un an, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau des durées à l'échéance résiduelles des titres d'emprunt de gros émis ci-dessous, respectivement.

### *Émission de titres d'emprunt à long terme*

En 2013, nous avons continué de profiter d'un financement de gros non garanti plus avantageux au chapitre de l'accès et des taux par rapport aux entreprises mondiales homologues. Comme l'illustre le tableau suivant, nous avons également continué d'accroître notre capacité de financement à long terme non garanti en émettant de façon sélective, soit directement ou par l'entremise de nos filiales, du financement à terme de 31 milliards de dollars, dans diverses monnaies et sur divers marchés. Le total du financement à long terme non garanti en cours a augmenté de 10,2 milliards de dollars.

Nous utilisons des programmes de titrisation adossés à des créances hypothécaires résidentielles et à des créances sur cartes de crédit et sur prêts automobiles à titre de source supplémentaire de financement et aux fins de gestion des liquidités et des actifs et passifs. Le total de notre financement à long terme garanti comprend les titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus, les obligations sécurisées qui sont garanties par des prêts hypothécaires résidentiels, et les créances sur cartes de crédit et sur prêts automobiles. Comparativement à 2012, nos titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus ont diminué de 1,4 milliard de dollars, et nos obligations sécurisées ainsi que nos créances sur cartes de crédit et sur prêts automobiles ont augmenté de 9,4 milliards et de 1 milliard, respectivement.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

## Sources de financement à long terme\*

Tableau 56

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Financement à long terme non garanti	69 903 \$	59 661 \$
Financement à long terme garanti	59 285	50 321
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales vendus	1 304	1 434
Déventures subordonnées	7 408	7 416
	137 900 \$	118 832 \$

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

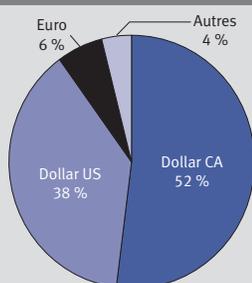
## Programmes par secteur géographique

Tableau 57

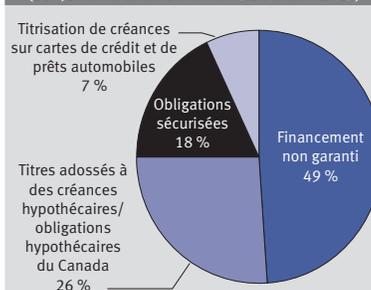
Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US</li> <li>Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel en ce qui a trait à la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme par monnaie d'émission  
(117,1 milliards de dollars canadiens au 31 octobre 2013)



Composition du financement de la dette à long terme par produit  
(117,1 milliards de dollars au 31 octobre 2013)



Le tableau suivant illustre les durées à l'échéance résiduelles de nos titres d'emprunt de gros et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Durées à l'échéance résiduelles des titres d'emprunt de gros émis <sup>(1)</sup>

Tableau 58

	Au 31 octobre 2013							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
(en millions de dollars canadiens)								
Billets de dépôt au porteur, certificats de dépôt et papier commercial	5 886 \$	5 564 \$	20 253 \$	14 370 \$	46 073 \$	261 \$	3 523 \$	49 857 \$
Billets de dépôt et billets à moyen terme	1 154	3 984	3 652	5 467	14 257	12 327	41 216	67 800
Titrisation de prêts hypothécaires	757	2 565	4 211	2 154	9 687	2 371	18 392	30 450
Obligations sécurisées	–	–	–	–	–	3 164	17 713	20 877
Titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts automobiles	54	94	132	213	493	2 965	4 501	7 959
<b>Total</b>	<b>7 851 \$</b>	<b>12 207 \$</b>	<b>28 248 \$</b>	<b>22 204 \$</b>	<b>70 510 \$</b>	<b>21 088 \$</b>	<b>85 345 \$</b>	<b>176 943 \$</b>
Comprend :								
– Financement non garanti	7 040 \$	9 548 \$	23 905 \$	19 837 \$	60 330 \$	12 588 \$	44 739 \$	117 657 \$
– Financement garanti	811	2 659	4 343	2 367	10 180	8 500	40 606	59 286

(1) Ne tient pas compte des dépôts de gros à court terme, des acceptations bancaires et des titres d'emprunt de rang inférieur.

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2013									Total	
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise		
<b>Actif</b>											
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	24 931 \$	24 931 \$
Valeurs mobilières											
Titres détenus à des fins de transaction (1)	93 407	40	19	40	38	502	281	4 507	45 189	144 023	
Titres disponibles à la vente	3 420	4 641	1 268	796	1 116	5 317	7 156	13 140	1 841	38 695	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	61 871	18 388	17 985	6 268	6 980	1 151	–	–	4 874	117 517	
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 698	11 662	5 568	10 208	18 855	128 918	97 938	29 761	90 058	408 666	
Autres											
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 240	501	563	705	2 617	2 393	1 671	263	–	9 953	
Dérivés	2 349	5 028	2 338	2 353	1 627	14 939	12 401	33 786	1	74 822	
Autres actifs financiers	16 247	989	780	112	119	477	239	639	575	20 177	
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>194 232 \$</b>	<b>41 249 \$</b>	<b>28 521 \$</b>	<b>20 482 \$</b>	<b>31 352 \$</b>	<b>153 697 \$</b>	<b>119 686 \$</b>	<b>82 096 \$</b>	<b>167 469 \$</b>	<b>838 784 \$</b>	
Autres actifs non financiers	1 275	455	313	149	743	1 745	2	1 939	15 414	22 035	
<b>Total de l'actif</b>	<b>195 507 \$</b>	<b>41 704 \$</b>	<b>28 834 \$</b>	<b>20 631 \$</b>	<b>32 095 \$</b>	<b>155 442 \$</b>	<b>119 688 \$</b>	<b>84 035 \$</b>	<b>182 883 \$</b>	<b>860 819 \$</b>	
<b>Passif et capitaux propres</b>											
Dépôts (2)											
Emprunts non garantis	22 589 \$	16 026 \$	31 266 \$	12 330 \$	16 785 \$	65 341 \$	25 978 \$	14 658 \$	281 237 \$	486 210 \$	
Emprunts garantis	812	3 129	5 048	2 129	1 905	16 257	11 394	10 288	–	50 962	
Obligations sécurisées	–	–	–	–	–	7 851	9 987	3 470	–	21 308	
Autres											
Acceptations	1 240	501	563	705	2 617	2 393	1 671	263	–	9 953	
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 128	–	–	–	–	–	–	–	–	47 128	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	53 389	1 991	1 308	877	290	1 500	–	–	1 061	60 416	
Dérivés	3 021	5 233	2 569	2 536	2 312	16 971	12 133	31 970	–	76 745	
Autres passifs financiers	20 995	1 090	720	261	336	667	391	3 969	60	28 489	
Débiteures subordonnées	1 005	–	–	603	–	3 214	–	2 621	–	7 443	
Titres de fiducie de capital	–	900	–	–	–	–	–	–	–	900	
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>150 179 \$</b>	<b>28 870 \$</b>	<b>41 474 \$</b>	<b>19 441 \$</b>	<b>24 245 \$</b>	<b>114 194 \$</b>	<b>61 554 \$</b>	<b>67 239 \$</b>	<b>282 358 \$</b>	<b>789 554 \$</b>	
Autres passifs non financiers	1 697	2 834	686	114	135	1 832	965	7 374	5 293	20 930	
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	50 335	50 335	
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>151 876 \$</b>	<b>31 704 \$</b>	<b>42 160 \$</b>	<b>19 555 \$</b>	<b>24 380 \$</b>	<b>116 026 \$</b>	<b>62 519 \$</b>	<b>74 613 \$</b>	<b>337 986 \$</b>	<b>860 819 \$</b>	
<b>Éléments hors bilan</b>											
Garanties financières	2 203 \$	854 \$	1 824 \$	1 714 \$	2 567 \$	3 166 \$	3 074 \$	139 \$	51 \$	15 592 \$	
Engagements en vertu de baux	62	122	181	179	173	1 264	787	1 346	–	4 114	
Engagements de crédit	3 757	6 843	4 780	6 488	7 320	44 043	65 276	13 615	1 044	153 166	
Autres engagements	2 291	37	13	210	1 733	350	418	169	57 749	62 970	
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>8 313 \$</b>	<b>7 856 \$</b>	<b>6 798 \$</b>	<b>8 591 \$</b>	<b>11 793 \$</b>	<b>48 823 \$</b>	<b>69 555 \$</b>	<b>15 269 \$</b>	<b>58 844 \$</b>	<b>235 842 \$</b>	

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Au 31 octobre 2012

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	-	-	-	-	-	-	-	-	22 872	22 872
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	74 067	102	694	37	11	296	360	4 911	40 305	120 783
Titres disponibles à la vente	3 698	6 749	2 496	1 543	491	4 963	5 838	12 998	2 052	40 828
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	65 988	22 677	7 473	5 211	3 385	2 205	-	-	5 318	112 257
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) (2)	12 444	9 546	8 487	11 989	20 918	83 635	124 218	22 060	84 947	378 244
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 329	435	404	624	2 406	1 907	2 167	113	-	9 385
Dérivés	2 517	3 799	2 891	2 379	1 372	15 735	14 222	48 374	4	91 293
Autres actifs financiers	24 912	952	618	169	637	216	113	190	-	27 807
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>184 955</b>	<b>44 260</b>	<b>23 063</b>	<b>21 952</b>	<b>29 220</b>	<b>108 957</b>	<b>146 918</b>	<b>88 646</b>	<b>155 498</b>	<b>803 469</b>
Autres actifs non financiers (2)	2 646	594	298	277	193	1 427	-	1 859	14 337	21 631
<b>Total de l'actif</b>	<b>187 601</b>	<b>44 854</b>	<b>23 361</b>	<b>22 229</b>	<b>29 413</b>	<b>110 384</b>	<b>146 918</b>	<b>90 505</b>	<b>169 835</b>	<b>825 100</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	36 012	14 247	21 947	14 865	22 299	49 577	22 470	8 525	252 947	442 889
Emprunts garantis	-	2 423	546	2 613	3 509	21 150	14 733	8 384	-	53 358
Obligations sécurisées	2 592	-	-	-	-	3 204	2 499	3 677	-	11 972
Autres										
Acceptations	1 329	435	404	624	2 406	1 907	2 167	113	-	9 385
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 756	-	-	-	-	-	-	-	-	40 756
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	58 494	1 835	1 009	560	654	-	-	-	1 480	64 032
Dérivés	2 793	4 794	2 162	2 701	1 979	19 703	15 659	46 969	1	96 761
Autres passifs financiers (2)	25 789	652	816	291	437	274	108	3 730	-	32 097
Débiteures subordonnées	-	-	-	-	-	233	-	7 382	-	7 615
Titres de fiducie de capital	-	-	-	-	-	900	-	-	-	900
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>167 765</b>	<b>24 386</b>	<b>26 884</b>	<b>21 654</b>	<b>31 284</b>	<b>96 948</b>	<b>57 636</b>	<b>78 780</b>	<b>254 428</b>	<b>759 765</b>
Autres passifs non financiers (2)	1 707	2 087	329	199	912	2 096	729	7 211	4 037	19 307
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	46 028	46 028
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>169 472</b>	<b>26 473</b>	<b>27 213</b>	<b>21 853</b>	<b>32 196</b>	<b>99 044</b>	<b>58 365</b>	<b>85 991</b>	<b>304 493</b>	<b>825 100</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	340	2 061	2 445	2 234	1 941	2 791	2 532	317	22	14 683
Engagements en vertu de baux	58	117	174	172	167	1 246	856	1 258	-	4 048
Engagements de crédit	3 273	3 603	3 956	4 064	7 448	36 992	57 871	10 169	1 033	128 409
Autres engagements	145	614	707	1 102	2 110	374	181	163	56 141	61 537
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>3 816</b>	<b>6 395</b>	<b>7 282</b>	<b>7 572</b>	<b>11 666</b>	<b>41 403</b>	<b>61 440</b>	<b>11 907</b>	<b>57 196</b>	<b>208 677</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(3) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

### Échéances contractuelles des passifs financiers et des éléments hors bilan – sur une base non actualisée

Les tableaux suivants illustrent l'analyse des échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers et des éléments hors bilan. Les montants présentés dans le tableau ci-dessous représentent les flux de trésorerie non actualisés contractuels liés à tous les passifs financiers (c'est-à-dire la valeur nominale ou le montant payable à l'échéance). Les montants ne peuvent pas être rapprochés directement avec ceux présentés dans notre bilan consolidé, car le tableau ne tient compte que des flux de trésorerie liés aux paiements à l'échéance de l'instrument et ne présente pas les primes, les escomptes ou les ajustements à la valeur de marché inclus dans la valeur comptable des instruments à la date du bilan. Les passifs financiers sont basés sur la première période au cours de laquelle ils doivent être réglés. En ce qui concerne les éléments hors bilan, les flux de trésorerie non actualisés qui pourraient être payables aux termes des garanties financières et des engagements de crédit sont classés en fonction de la première date à laquelle ceux-ci peuvent être demandés.

	Au 31 octobre 2013					Total
	À vue	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Passifs financiers</b>						
Dépôts (1)	264 287 \$	128 884 \$	89 003 \$	46 895 \$	28 432 \$	557 501 \$
Autres						
Acceptations	–	5 626	2 393	1 671	263	9 953
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	47 128	–	–	–	47 128
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 061	57 855	1 500	–	–	60 416
Autres passifs	60	23 378	635	406	4 095	28 574
Déventures subordonnées	–	–	200	–	7 208	7 408
Titres de fiducie de capital	–	900	–	–	–	900
	265 408	263 771	93 731	48 972	39 998	711 880
<b>Éléments hors bilan</b>						
Garanties financières (2)	5 850	9 550	181	11	–	15 592
Contrats de location simple	–	717	1 264	787	1 346	4 114
Engagements de crédit (2)	117 753	35 413	–	–	–	153 166
	123 603	45 680	1 445	798	1 346	172 872
<b>Total des passifs financiers et des éléments hors bilan</b>	<b>389 011 \$</b>	<b>309 451 \$</b>	<b>95 176 \$</b>	<b>49 770 \$</b>	<b>41 344 \$</b>	<b>884 752 \$</b>
	Au 31 octobre 2012					
	À vue	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Passifs financiers</b>						
Dépôts (1), (3)	237 643 \$	136 244 \$	73 722 \$	39 326 \$	19 902 \$	506 837 \$
Autres						
Acceptations	–	5 198	1 907	2 167	113	9 385
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	40 756	–	–	–	40 756
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (3)	1 480	62 552	–	–	–	64 032
Autres passifs (3)	426	27 915	197	87	3 464	32 089
Déventures subordonnées	–	–	199	–	7 217	7 416
Titres de fiducie de capital	–	–	900	–	–	900
	239 549	272 665	76 925	41 580	30 696	661 415
<b>Éléments hors bilan</b>						
Garanties financières (2)	11 406	2 965	291	20	1	14 683
Contrats de location simple	–	688	1 246	856	1 258	4 048
Engagements de crédit (2)	128 239	170	–	–	–	128 409
	139 645	3 823	1 537	876	1 259	147 140
<b>Total des passifs financiers et des éléments hors bilan</b>	<b>379 194 \$</b>	<b>276 488 \$</b>	<b>78 462 \$</b>	<b>42 456 \$</b>	<b>31 955 \$</b>	<b>808 555 \$</b>

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

- (1) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.
- (2) Nous sommes d'avis qu'il est hautement improbable que la totalité ou la quasi-totalité de ces garanties et engagements soit prélevée ou réglée en moins de un an, et les contrats pourraient arriver à échéance sans qu'un prélèvement ou un règlement ait été effectué. La gestion du risque de liquidité associé aux engagements potentiels de liquidités est expliquée à la rubrique Mesure du risque présentée précédemment.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 23 octobre 2013, S&P a de nouveau confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, lesquelles reflètent le fait que S&P s'attend à ce que nous continuions de gérer notre bilan avec prudence, de maintenir une qualité de l'actif favorable et de générer une croissance constante, quoique plus lente, du bénéfice grâce à nos activités de premier ordre au Canada.

Le 22 juillet 2013, Moody's a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable. Le 28 janvier 2013, Moody's a supprimé les facteurs systémiques liés aux notations attribuées à la dette subordonnée de RBC et de toutes les autres banques canadiennes, conformément à son annonce faite en octobre 2012.

Le 9 juillet 2013, DBRS a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, lesquelles sont étayées par notre modèle d'affaires diversifié, par la solidité de nos services de détail au Canada et par nos activités bien positionnées sur les marchés financiers.

Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable et a confirmé nos notations d'émetteur de titres d'emprunt à long terme et à court terme. S&P a révisé la perspective par suite de son examen du secteur bancaire et des risques économiques au Canada, et elle a en conséquence révisé son analyse par pays des risques liés au secteur bancaire, faisant passer le Canada du groupe 1 au groupe 2.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 4 décembre 2013 :

Notations	Tableau 61		
	Au 4 décembre 2013 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
S&P	A-1+	AA-	stable (2)
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable.

Le 23 octobre 2013, Kroll Bond Rating Agency (KBRA), une agence de notation statistique reconnue à l'échelle nationale inscrite auprès de la SEC, a attribué les notations AA et K1+, respectivement, à notre dette à long terme de premier rang ainsi qu'à notre dette à court terme et à nos dépôts, avec une perspective stable. KBRA a été chargée d'attribuer une note à une transaction entre de multiples emprunteurs concernant des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, dans le cadre de laquelle RBC était l'un des quatre tiers fournisseurs de taux d'intérêt plafonds. Étant donné que KBRA a pour politique d'attribuer une note à toutes les parties qui participent à une transaction, elle a dû attribuer une note à RBC. Ces notations sont non sollicitées, et nous n'avons pas participé au processus de notation.

#### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devons fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative des révisions. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités liées à des contreparties garanties. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

#### Obligations contractuelles supplémentaires découlant des révisions à la baisse des notations

Tableau 62

(en millions de dollars canadiens)	2013			2012		
	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	616 \$	171 \$	762 \$	1 582 \$	256 \$	248 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	490	187	95	678	170	–

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

#### Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte financière susceptible de se produire lorsque le montant, l'échéancier ou la fréquence des prestations versées en vertu de contrats d'assurance ou de réassurance diffèrent des prévisions. Le risque d'assurance ne comprend pas les autres risques couverts par d'autres éléments de notre cadre de gestion des risques (p. ex., le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel).

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion du risque d'assurance visant à mettre en évidence, à gérer et à présenter les risques d'assurance avec lesquels nous devons composer. Pour gérer le risque d'assurance, nous avons recours aux infrastructures, aux systèmes, aux contrôles et à un processus de surveillance. Des politiques, méthodes et programmes de gestion du risque spécifique ont été élaborés aux fins de la gestion des risques, et comprennent les pouvoirs d'approbation des risques délégués, un processus d'élaboration des produits et d'établissement des prix, et une analyse des résultats techniques.

#### Risque lié à l'environnement réglementaire

Le risque lié à l'environnement réglementaire correspond au risque d'un possible non-respect des lois, des règles, des règlements, des pratiques prescrites ou des normes de déontologie applicables dans les territoires où nous exerçons nos activités. Les questions relatives à la conformité aux lois et aux règlements peuvent toucher bon nombre de secteurs au sein d'une grande institution financière complexe comme RBC, et découlent souvent de l'inadéquation ou de l'échec des processus et des systèmes, ou de facteurs humains.

Des lois et des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients, des investisseurs et du public. Des modifications apportées aux lois, notamment aux lois fiscales, ainsi qu'aux règlements ou aux politiques de réglementation, y compris les changements dans la façon dont les lois sont interprétées, mises en œuvre ou exécutées, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, par exemple en réduisant les entraves à l'accès aux marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et en augmentant les coûts que nous engageons pour nous conformer à ces lois, règlements ou politiques. En outre, rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou une autorité de réglementation prononce un jugement ou rende une décision qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais, injonctions, pertes de permis ou d'enregistrements qui pourraient ternir notre réputation et avoir une incidence négative sur notre bénéfice. Nous sommes également engagés dans des litiges dans le cours normal de nos activités, et le règlement défavorable de tout litige pourrait avoir une incidence négative significative sur nos résultats, ou pourrait grandement compromettre notre réputation, ce qui pourrait influencer sur nos perspectives commerciales futures.

La Gestion globale de la conformité a élaboré un cadre de gestion de la conformité à la réglementation, qui s'aligne sur les attentes du BSIF et des autres autorités de réglementation. Ce cadre vise à gérer et à atténuer les risques découlant de l'omission de se conformer ou de s'adapter aux lois et aux règlements existants ou nouvellement en vigueur dans les territoires où nous exerçons nos activités. Ce cadre comporte cinq éléments formant un cycle en vertu duquel tous les programmes de gestion du risque en matière de conformité à la réglementation sont élaborés, mis en œuvre et maintenus. L'objectif du premier élément est de veiller à ce que nos programmes de conformité à la réglementation évoluent en fonction de nos activités commerciales et de nos opérations. L'objectif du deuxième élément est de s'assurer que les risques en matière de conformité à la réglementation sont mis en évidence et évalués de façon adéquate, afin d'élaborer des programmes de conformité qui satisfont le plus efficacement possible aux exigences réglementaires. Le troisième élément a trait à l'établissement et à la mise en œuvre de contrôles précis. L'objectif du quatrième élément est d'assurer un suivi et une surveillance adéquats de l'efficacité des contrôles. Enfin, l'objectif du cinquième élément est d'assurer la communication ascendante et la résolution des problèmes au moment opportun, de même que la clarté et la transparence de l'information communiquée. Cette étape cruciale permet aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration de s'acquitter avec efficacité de leurs responsabilités au chapitre de la gestion et de la surveillance.

### Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte ou un préjudice en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la réprobation des autorités de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion du risque opérationnel qui repose sur les principes de notre cadre de gestion du risque d'entreprise et qui établit les éléments à l'appui de ces principes, aux fins de la gestion du risque opérationnel. Ce cadre est dynamique et il énonce notre stratégie concernant la gestion, l'évaluation et la communication du risque opérationnel. Il repose sur notre modèle de gouvernance du risque composé de trois lignes de défense, lequel répartit la responsabilité de la gestion du risque entre tous les échelons de l'organisation. Ce modèle regroupe les pratiques, les exigences, les rôles et les responsabilités de manière à assurer une gestion exhaustive et coordonnée du risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise.

Étant donné que le risque opérationnel est dans bien des cas implicite ou involontaire et qu'il est souvent regroupé avec d'autres risques, il est difficile d'effectuer une évaluation complète et précise de ce risque. Les méthodes d'évaluation actuelles utilisées dans l'industrie des services financiers ne cessent d'évoluer. En vertu de l'accord de Bâle II, deux options s'offrent à nous, soit l'approche de mesures complexes et l'approche standardisée. À l'heure actuelle, nous avons recours à l'approche standardisée pour évaluer le risque opérationnel, et nous avons accompli des progrès importants pour nous conformer aux exigences liées à l'approche de mesures complexes.

Pour gérer le risque opérationnel, nous avons recours à l'infrastructure, aux contrôles, aux systèmes et aux ressources humaines en place au sein de l'organisation, ainsi qu'à plusieurs groupes qui concentrent leurs activités sur la gestion et la surveillance de risques opérationnels précis à l'échelle de l'entreprise tels que ceux liés à la fraude, à la protection des renseignements personnels, à l'impartition des services, à l'interruption des activités, aux ressources humaines et aux systèmes.

Des programmes, politiques, normes et méthodes précis ont été élaborés afin d'appuyer la gestion du risque opérationnel. Ces programmes sont : i) l'évaluation du contrôle et du risque, la surveillance du contexte d'affaires et des facteurs de contrôle, ainsi que les indicateurs de risque clés; ii) la collecte et l'analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel; iii) les événements externes – analyse des pertes dans l'industrie; iv) les analyses de scénarios.

### Risque stratégique

Le risque stratégique constitue le risque que l'entreprise ou l'un de ses secteurs d'exploitation effectue des choix stratégiques inappropriés ou ne soit pas en mesure d'assurer la mise en œuvre fructueuse de stratégies commerciales données ou des plans et décisions connexes.

Le choix et la mise en œuvre fructueuse des stratégies commerciales incombent à la direction des différents secteurs d'exploitation. La surveillance du risque stratégique incombe à la direction des secteurs d'exploitation, au groupe Stratégie d'entreprise, à la haute direction et au Conseil d'administration. La gestion du risque d'entreprise bénéficie du soutien du groupe Stratégie d'entreprise, qui a recours à un cadre de stratégie d'entreprise.

### Risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation représente le risque qu'une action accomplie par une entreprise ou par un de ses représentants ternisse son image aux yeux de la collectivité ou la confiance que lui accorde le public, ce qui pourrait entraîner une diminution des affaires, des actions en justice ou l'assujettir à une surveillance réglementaire accrue.

Un certain nombre d'événements peuvent entraîner un risque lié à la réputation, et ce risque est principalement d'ordre réglementaire, juridique ou opérationnel, ou lié au crédit. Les défaillances d'exploitation ainsi que la non-conformité aux lois et aux règlements peuvent avoir une incidence importante sur notre réputation.

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion du risque lié à la réputation qui fournit une vue d'ensemble de la méthode que nous utilisons pour gérer ce risque. Ce cadre de gestion porte principalement sur nos responsabilités organisationnelles et sur les contrôles que nous avons mis en place pour atténuer le risque lié à la réputation.

Nous appliquons les principes suivants à notre cadre général de gestion du risque lié à la réputation;

- Nous devons agir avec intégrité en tout temps afin de maintenir la réputation solide et favorable dont nous jouissons;
- Il incombe à tous nos employés, y compris la haute direction, de protéger notre réputation, et cette responsabilité incombe aussi à tous les membres du Conseil d'administration.

## Risque lié à la concurrence

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les nouvelles technologies qu'utilisent nos concurrents ou les services qu'ils offrent, les niveaux relatifs de services, les prix relatifs et les caractéristiques de nos produits ou services, notre réputation et les mesures prises par nos concurrents. D'autres sociétés, comme des compagnies d'assurance, ainsi que des entreprises non financières, offrent de plus en plus des services traditionnellement offerts par des banques. Cette concurrence pourrait aussi entraîner une réduction du revenu net d'intérêt et des commissions et avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

## Aperçu d'autres risques

Outre les risques décrits à la rubrique Gestion du risque, présentés ci-après, il existe d'autres facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités et sur nos résultats financiers. L'analyse qui suit n'est pas exhaustive, car d'autres facteurs pourraient également influencer de façon négative sur nos résultats.

### Contexte général et conjoncture économique

Le contexte général et la conjoncture économique dans les régions où nous exerçons nos activités ont eu une incidence importante sur notre bénéfice. Ces conditions incluent les habitudes d'épargne et de dépenses des consommateurs, de même que les habitudes d'emprunt et de remboursement des consommateurs, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, le niveau d'activité et la volatilité des marchés financiers et l'inflation. Ainsi, un repli économique pourrait entraîner une hausse du chômage, une baisse du revenu familial et une diminution des bénéfices des grandes entreprises, des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, et pourrait avoir une incidence défavorable sur la demande visant nos prêts et nos autres produits et entraîner une hausse de nos dotations à la provision pour pertes sur créances. Compte tenu de l'importance de nos activités au Canada, un ralentissement de l'économie au Canada ou aux États-Unis touchant le Canada se répercuterait principalement sur les prêts aux particuliers et aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, y compris les cartes, et pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats opérationnels.

La conjoncture économique dans la zone euro continue d'afficher des signes modérés d'amélioration, qui tient à l'atténuation du risque de défaillance des États souverains et du risque qu'un pays membre quitte l'union monétaire, mais il continue d'y avoir des risques pour la croissance. Nous continuons de surveiller très attentivement les événements qui surviennent sur les marchés, et nous gérons les risques auxquels nous sommes exposés en conséquence. Dans l'ensemble, nous continuons d'exercer nos activités avec prudence et nous sommes à l'aise avec les risques liés à l'Europe auxquels nous sommes exposés, puisque ceux-ci sont liés à des contreparties bénéficiant de bonnes notations qui sont principalement situées dans les principaux pays européens. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Outre notre risque net lié à l'Europe dont il est fait mention ci-dessus, nous sommes également exposés à des risques indirects. Nous avons mis en œuvre des processus afin d'assurer le suivi du risque de crédit indirect et de l'atténuer; nous avons notamment mis en place des contrôles précis aux fins de la gestion des risques liés aux dérivés et aux transactions de mise en pension de titres. Le risque de marché indirect lié à l'accroissement de la volatilité découlant de l'endettement d'États souverains en Europe fait l'objet d'un suivi dans le cadre duquel nous effectuons régulièrement des simulations de crise sur les marchés et procédons à l'analyse de scénarios hypothétiques. En ce qui a trait au risque opérationnel, nous avons mis en œuvre des plans d'urgence advenant le cas où une crise économique se produirait dans la zone euro.

Selon notre analyse, une détérioration plus sévère des économies de la zone euro entraînera des répercussions défavorables que nous sommes en mesure de gérer à l'aide de nos simulations de crise, de notre analyse du bilan et de nos évaluations opérationnelles.

Les variations des taux d'intérêt influent également sur notre bénéfice. Le maintien de faibles taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et à l'échelle mondiale pourrait faire en sorte qu'une compression des écarts liés principalement à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine ait une incidence défavorable sur notre revenu net d'intérêt. Bien qu'une augmentation des taux d'intérêt aurait une incidence positive sur nos secteurs qui sont actuellement touchés par la compression des écarts; une hausse importante des taux d'intérêt pourrait également avoir une incidence défavorable sur les bilans des ménages. Cette situation pourrait se traduire par une détérioration du crédit, laquelle pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers, particulièrement dans certains secteurs d'activité des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Les activités des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et trésorerie seront touchées de façon défavorable si les marchés financiers mondiaux se détériorent, ce qui entraînera une réduction de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, une baisse des volumes de transactions des clients et la volatilité des activités de négociation. En ce qui concerne le secteur Gestion de patrimoine, la détérioration des conditions du marché pourraient se traduire par une diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions. Une détérioration des marchés financiers et des marchés du crédit pourrait nuire à notre capacité à accéder aux marchés financiers selon des modalités favorables, et pourrait également avoir une incidence défavorable sur nos liquidités, entraînant par le fait même une hausse des coûts de financement et une réduction des volumes de transactions des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et trésorerie. Pour plus de détails sur les facteurs économiques et les facteurs de marché qui pourraient se répercuter sur notre rendement financier, se reporter aux rubriques Gestion de patrimoine, Services aux investisseurs et trésorerie et Marchés des Capitaux.

### Politiques gouvernementales, budgétaires, monétaires et autres

Les politiques budgétaires, monétaires et autres adoptées par la Banque du Canada et divers autres organismes de réglementation canadiens, par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et par d'autres organismes de réglementation aux États-Unis, ou par les organismes internationaux, dans les territoires où nous exerçons nos activités, ont une incidence sur nos activités et notre bénéfice. De telles politiques peuvent également avoir des répercussions négatives sur les activités de nos clients et contreparties au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, ce qui peut faire augmenter le risque de défaut de paiement de ces clients ou contreparties.

### Capacité d'attirer et de fidéliser des employés

La concurrence aux fins de l'embauche d'employés qualifiés est vive au sein de l'industrie des services financiers et des autres industries où nous recrutons du personnel. Notre objectif consiste à attirer et à fidéliser des employés qualifiés, mais rien ne garantit que nous pourrions y arriver.

### **Exactitude et intégralité des renseignements sur nos clients et contreparties**

Lorsque nous décidons de consentir du crédit à des clients ou à des contreparties ou de conclure d'autres transactions avec eux, il se peut que nous nous basions sur les renseignements qui ont été fournis par ces clients ou contreparties ou en leur nom, notamment des états financiers audités et d'autres renseignements financiers. Il se peut également que nous fondions notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties quant à l'intégralité et à l'exactitude de cette information. Si les états financiers et les autres renseignements financiers concernant les clients et les contreparties sur lesquels nous nous basons ne sont pas conformes aux PCGR ou s'ils comprennent des déclarations trompeuses importantes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers.

### **Élargissement et intégration de nos réseaux de distribution**

Nous examinons régulièrement des occasions d'élargir nos réseaux de distribution au moyen d'acquisitions ou de croissance interne, notamment par l'ajout de nouveaux bureaux de vente d'assurance, comptes d'épargne en ligne, guichets automatiques et succursales dans des marchés réceptifs à forte croissance. Toutefois, si nous ne sommes pas en mesure d'élargir ces réseaux de distribution ou de les intégrer efficacement, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats opérationnels et notre situation financière.

### **Risque lié aux modèles**

Le recours à des modèles joue un rôle important dans un grand nombre de nos activités. Nous avons recours à plusieurs modèles à des fins diverses, notamment aux fins de l'évaluation des produits financiers, de l'évaluation des risques et de la gestion des différents types de risque. Le risque lié aux modèles correspond au risque qu'une erreur se produise lors de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre ou de l'utilisation subséquente des modèles. Nous avons mis en place un cadre de gestion du risque lié aux modèles à l'échelle de l'entreprise, qui établit les principes, les politiques et les procédures ainsi que les rôles et responsabilités aux fins de la gestion du risque lié aux modèles. L'un des principaux éléments de ce cadre utilisé pour atténuer le risque lié aux modèles est le recours à un procédé de validation indépendante.

### **Risque lié aux technologies de l'information**

Nous avons recours aux technologies de l'information pour exercer nos activités et valider nos objectifs commerciaux stratégiques. Le risque lié aux technologies de l'information constitue le risque pour nos activités qui découle de l'utilisation, de la détention, de l'exploitation, du rôle, de l'influence et de l'adoption des technologies de l'information au sein de l'entreprise. Il a trait aux technologies de l'information liées à des événements susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur nos activités. Ces événements pourraient entraîner l'interruption des activités ou des services, le vol de propriété intellectuelle et de renseignements confidentiels, un contrôle réglementaire accru, des litiges et l'atteinte à notre réputation. Nous avons mis en place un cadre de gestion du risque lié aux technologies de l'information à l'échelle de l'entreprise afin de gérer le risque lié aux technologies de l'information auquel nous sommes exposés.

### **Risque lié aux médias sociaux**

La portée et le profil des médias sociaux ont augmenté à un point tel que ces médias présentent un certain nombre de risques. Ces risques comprennent l'atteinte à notre marque et à notre réputation, les fuites d'information, la non-conformité aux exigences réglementaires et le risque de gouvernance. Afin de gérer les risques liés aux médias sociaux auxquels nous sommes exposés, nous avons mis en place une politique à l'échelle de l'entreprise, ainsi que des politiques s'adressant aux unités fonctionnelles qui portent sur l'utilisation des médias sociaux externes; ces politiques établissent les exigences relatives à l'utilisation des médias sociaux par les secteurs d'activité et à l'échelle de l'entreprise, et elles font partie de notre cadre plus général de gouvernance des médias sociaux.

### **Risque environnemental**

Le risque environnemental correspond au risque que l'incidence de problèmes environnementaux entraîne une perte de valeur financière ou opérationnelle ou une atteinte à notre réputation. Il découle de nos activités commerciales et de nos activités d'exploitation. Par exemple, les questions d'ordre environnemental liées à l'achat et à la vente, par nos clients, de propriétés contaminées ou au développement de projets à grande échelle pourraient faire en sorte que nous soyons exposés au risque de crédit et au risque lié à la réputation. Nous pourrions être obligés de composer avec le risque opérationnel et le risque lié à l'environnement juridique lorsque des questions d'ordre environnemental surviennent dans nos succursales, nos bureaux ou nos centres de traitement des données.

Le Groupe des affaires environnementales (GAE) établit les exigences prescrites dans nos politiques à l'échelle de l'entreprise, aux fins de la mise en évidence, de l'évaluation, du contrôle, de la surveillance et de la présentation du risque environnemental. La haute direction et le Comité de la gouvernance et des affaires publiques du Conseil d'administration sont responsables de la surveillance. Les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles des Services de soutien généraux doivent pour leur part incorporer dans leurs activités les exigences et contrôles liés à la gestion du risque environnemental. Le GAE fournit également des services-conseils et des services de soutien aux secteurs d'exploitation, aux fins de la gestion de risques environnementaux précis dans le cadre des opérations commerciales.

Nous nous assurons périodiquement que nos politiques et processus de gestion du risque environnemental sont mis en œuvre de la façon envisagée. Nous fournissons annuellement, ou plus souvent selon les besoins, des informations sur les activités de gestion du risque environnemental ainsi que sur les questions et les tendances liées à ces risques à la haute direction et au Comité de la gouvernance et des affaires publiques du Conseil d'administration. Si nous ne gérons pas le risque environnemental de façon appropriée, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou nuire considérablement à notre réputation.

Pour plus d'information sur RBC et la gestion du risque environnemental, il est possible de consulter notre site Web, à l'adresse [rbc.com/collectivites-durabilite/environnement/responsible-financing.html](http://rbc.com/collectivites-durabilite/environnement/responsible-financing.html).

### **Autres facteurs**

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels incluent les modifications de la politique gouvernementale en matière de commerce, les modifications apportées aux normes comptables, y compris leur incidence sur les méthodes comptables, les estimations et les jugements, la mise au point réussie, au moment opportun, de nouveaux produits et services, notre capacité à effectuer plus de ventes croisées à nos clients, les changements technologiques et la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure, le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers nous et nos affiliés en ce qui a trait à la gestion d'informations confidentielles, la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'externe, l'incidence possible, sur nos activités, d'une épidémie ayant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, d'une panne de l'infrastructure publique, notamment les transports, la communication, les réseaux d'électricité ou d'aqueducs, de conflits internationaux et d'autres questions politiques, y compris celles liées à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous réussissons à prévoir et à gérer les risques connexes.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse des facteurs de risque, dont un bon nombre sont indépendants de notre volonté, n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence sur nos résultats.

Pour plus de détails sur les éventualités, y compris les litiges, se reporter à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

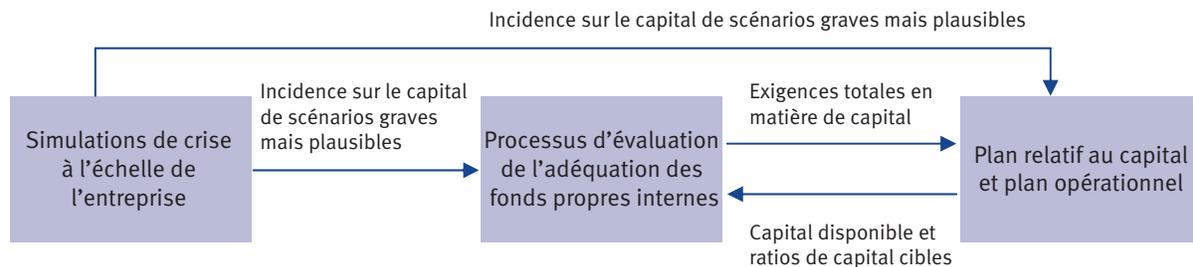
Nous gérons activement notre capital afin de maintenir des ratios de capital solides et de conserver des notations élevées, tout en procurant des rendements solides à nos actionnaires. Outre les exigences des autorités de réglementation, nous tenons compte des attentes des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires, des simulations de crise, des comparaisons avec nos homologues et de nos objectifs internes en matière de ratios de capital. Notre objectif est d'optimiser l'utilisation et la structure du capital et de soutenir nos secteurs d'exploitation et nos clients et d'offrir des rendements supérieurs à nos actionnaires, tout en protégeant nos déposants et nos créanciers de premier rang.

### Cadre de gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques et processus nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux de tout genre, selon une démarche coordonnée et uniforme. Il comprend la démarche générale de gestion du capital, y compris les principes directeurs et les rôles et responsabilités liés à l'adéquation des fonds propres et aux transactions, aux dividendes, au capital distinct et à la gestion de l'actif pondéré en fonction des risques et du montant brut de l'actif ajusté, soit le risque total. Nous gérons et surveillons différents types de capital, notamment le capital réglementaire, le capital économique et le capital affecté aux filiales.

La planification du capital est un processus dynamique qui fait appel à diverses équipes, y compris la fonction Finances, la Trésorerie générale, la Gestion des risques du Groupe et la fonction Économie. Il porte sur les objectifs internes en matière de ratios de capital, sur les opérations potentielles portant sur les capitaux propres ainsi que sur les ratios de distribution prévus et sur les rachats d'actions. Les éléments intégraux de notre processus de planification du capital comprennent le plan opérationnel, les simulations de crise à l'échelle de l'entreprise, et le processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes; la planification du capital tient également compte des exigences en matière de capital réglementaire et des changements de méthodes comptables, des exigences internes en matière de capital, des paramètres utilisés par les agences de notation et du capital distinct.

Nous établissons notre plan relatif au capital sur une base annuelle; ce plan cadre avec les mesures prises par la direction incorporées dans le plan opérationnel annuel, lequel comprend des prévisions concernant la croissance des actifs et du bénéfice et tient compte de nos stratégies commerciales, des conditions du marché et de la conjoncture économique prévues, ainsi que du positionnement par rapport à nos homologues. Le processus tient notamment compte des opérations potentielles portant sur les capitaux propres en fonction des capitaux autogénérés prévus, des prévisions commerciales, des conditions du marché et des autres faits nouveaux tels que les changements de méthodes comptables et les modifications réglementaires susceptibles de se répercuter sur les exigences en matière de capital. Tous les éléments du plan relatif au capital font l'objet d'un suivi au cours de l'exercice et sont modifiés au besoin.



Les simulations de crise à l'échelle de l'entreprise et le processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes fournissent des données clés aux fins de la planification du capital, qui nous permettent notamment d'établir des objectifs internes appropriés en matière de ratios de capital. Nous évaluons les scénarios de crises à l'échelle de l'entreprise et intégrons les résultats afin d'obtenir un aperçu, à l'échelle de l'entreprise, des incidences sur nos résultats financiers et nos exigences en matière de capital, ce qui facilite la planification de mesures devant être prises pour faire face aux événements défavorables exceptionnels. Le processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes est un processus annuel exigé par le BSIF qui a pour objectif d'évaluer l'adéquation des fonds propres et les exigences en matière de capital, de manière à couvrir tous les risques importants et à prévoir un coussin de capital pour couvrir les éventualités graves, mais plausibles. Conformément aux lignes directrices du BSIF, les principaux éléments de notre processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes comprennent une évaluation exhaustive des risques, des simulations de crise, un processus d'évaluation et de planification du capital (ayant trait au capital économique et au capital réglementaire), un processus de surveillance par le Conseil et par les cadres dirigeants, un processus de suivi et de communication de l'information ainsi qu'un examen des contrôles internes.

Nos objectifs internes en matière de capital sont établis de manière à maintenir une solide position du capital qui excède les objectifs réglementaires « tout compris » du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III, lesquels comprennent des ratios minimaux et une réserve de conservation des fonds propres qui permet d'absorber les pertes en période de tensions. La méthode « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de capital non admissibles, conformément à la ligne directrice sur les normes d'adéquation des fonds propres en vertu de l'accord de Bâle III publiée par le BSIF en décembre 2012. Les résultats des simulations de crise à l'échelle de l'entreprise et de l'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes sont pris en compte pour déterminer la réserve de conservation des fonds propres conforme aux lignes directrices du BSIF, l'objectif étant d'assurer que les fonds propres de la Banque sont suffisants pour couvrir les risques et absorber les pertes liés à tous les scénarios de crises plausibles, compte tenu de notre profil de risque et de notre goût du risque. De plus, nous ajoutons un coussin de capital discrétionnaire aux objectifs réglementaires du BSIF afin de maintenir la solidité de notre capital, en prévision des modifications réglementaires et des changements comptables, ainsi qu'aux fins de comparaison avec le capital de nos homologues, des analyses effectuées par les agences de notation et du niveau de capital distinct.

Le Conseil d'administration est en fin de compte responsable de la surveillance du cadre de gestion du capital, y compris l'examen et l'approbation annuels de notre plan relatif au capital. Le Comité actif-passif et la haute direction supervisent la gestion du capital et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes directrices établis. Le Comité de révision et de la politique du risque est responsable de la gouvernance liée au cadre de gestion du capital. Le Comité d'audit et le Comité de révision et de la politique du risque approuvent le plan relatif au capital, de même que le processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes. Le Comité d'audit est aussi responsable de l'examen continu du contrôle interne à l'égard de la gestion du capital.

### Accord de Bâle III

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nos exigences en matière de capital réglementaire sont déterminées selon la méthode « tout compris » prescrite par l'accord de Bâle III, conformément aux lignes directrices du BSIF. Avant le premier trimestre de 2013, nos exigences en matière de capital réglementaire étaient conformes au cadre de l'accord de Bâle II.

L'entité supérieure consolidée à laquelle l'accord de Bâle III s'applique est la Banque Royale du Canada.

En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir, parmi des approches différentes, l'approche qu'elles adopteront pour calculer leur capital réglementaire minimal nécessaire pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel.

Nous avons adopté l'approche des notations internes en vertu de l'accord de Bâle III afin de calculer le capital lié au risque de crédit aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée. La plupart des risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont présentés conformément à l'approche des notations internes concernant le capital réglementaire prévue par l'accord de Bâle III, mais pour certains portefeuilles considérés comme de moindre importance sur le plan de la consolidation, le risque de crédit est toujours présenté conformément à l'approche standardisée prévue par l'accord de Bâle III (par exemple, nos services bancaires dans les Antilles). Nous continuons d'utiliser l'approche standardisée pour calculer le capital lié au risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée. En ce qui concerne le calcul du capital lié au risque de marché aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons à la fois l'approche des notations internes et l'approche standardisée.

En décembre 2010, le CBCB a publié un document intitulé *Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems*. Ce document, dont le but est de favoriser une stabilité financière et une croissance économique durable, énonce les exigences en matière de fonds propres et de liquidités qui s'appliquent aux banques à l'échelle mondiale. Le CBCB a établi les exigences transitoires en vertu de l'accord de Bâle III relativement aux ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total, qui sont de 3,5 %, de 4,5 % et de 8 %, respectivement, pour 2013, et qui seront progressivement majorés à 7 %, à 8,5 % et à 10,5 %, respectivement (ratio minimal plus la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %) d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le CBCB a également publié, en janvier 2011, des exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) visant à assurer l'absorption des pertes liées aux instruments de capital réglementaire en cas de non-viabilité. En août 2011, le BSIF a publié un préavis, qui décrit les principes et les exigences en matière de FPUNV, y compris la conversion intégrale et permanente des instruments de fonds propres (autres que les actions ordinaires) en actions ordinaires par suite d'un événement déclencheur, avec prise d'effet au premier trimestre de 2013.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le BSIF s'attendait à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles « tout compris » (ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres – exigences du CBCB ayant prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019) d'ici le premier trimestre de 2014 en ce qui concerne le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total. La version définitive de la ligne directrice du BSIF, publiée en 2013, reporte aussi au 1<sup>er</sup> janvier 2014 la mise en application des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit en vertu de l'accord de Bâle III. En août 2013, le BSIF a publié un préavis concernant les options d'application graduelle des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, laquelle application se fera sur une période de cinq ans à compter de 2014.

En juin 2013, le CBCB a publié un document consultatif intitulé *Revised Basel III leverage ratio framework and disclosure requirements*. Ce document prévoit une obligation d'informer le public ayant prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le CBCB continuera d'évaluer le ratio minimal de 3 % relatif au ratio de levier financier et modifiera la définition et le calibrage du ratio de levier financier d'ici 2017, l'adoption du premier pilier devant avoir lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2018, en fonction d'un examen et d'un calibrage appropriés. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les banques canadiennes doivent présenter au BSIF le ratio de levier financier et ses composantes en vertu de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier financier proposé vise à fournir une mesure supplémentaire relativement aux exigences de fonds propres fondées sur les risques, et il correspond actuellement au capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III divisé par le total des risques, lequel comprend les risques figurant au bilan et les risques hors bilan.

En mars 2013, le BSIF a publié la liste des six banques canadiennes, qui comprend RBC, désignées comme des banques d'importance systémique nationale, pour lesquelles un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction du risque de 1 % s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. En juillet 2013, le CBCB a publié un document révisé intitulé *Global systemically important banks (G-SIB): updated assessment methodology and the higher loss absorbency requirement*. Le CBCB exige que toutes les banques dont le risque total lié au ratio de levier financier en vertu de l'accord de Bâle III excède 200 milliards d'euros, de même que les banques désignées comme des banques d'importance systémique mondiale dans l'année précédente, rendent publics, d'ici 2014, les 12 indicateurs utilisés dans la méthodologie d'évaluation, l'objectif étant d'accroître la transparence du caractère relatif de l'importance systémique mondiale potentielle et la qualité des données des banques. Comme l'indiquait le BSIF en octobre 2013, les banques canadiennes, y compris RBC, qui satisfont au critère de taille du CBCB et qui n'ont pas été désignées comme des banques d'importance systémique mondiale dans l'année précédente devront uniquement rendre publics, dans leur rapport aux actionnaires, les 12 indicateurs (et non le modèle de déclaration intégrale) pour la clôture des exercices 2013 et 2014, au plus tard au premier trimestre de 2015. Pour les exercices ultérieurs, l'information sera fournie dans le rapport annuel des banques à l'intention des actionnaires.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III :

Cibles de capital réglementaire du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III

Tableau 63

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios du capital pro forma de RBC au 31 octobre 2012 (2)	Ratios du capital de RBC au 31 octobre 2013	Ratios cibles du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratios cibles du BSIF (1)
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	8,9 %	9,6 %	✓	2013/2016
Capital de première catégorie (%)	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	11,3 %	11,7 %	✓	2014/2016
Capital total (%)	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	13,9 %	14,0 %	✓	2014/2016

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique nationale concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura pris d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

(2) Les ratios du capital pro forma en vertu de l'accord de Bâle III pour 2012 ont été retraités pour tenir compte du report de la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit.

Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours de l'exercice et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF :

### Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

Tableau 64

	Accord de Bâle III (1)	Accord de Bâle III – Pro forma (2)	Accord de Bâle II
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	2013	2012	2012
<b>Capital</b>			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	30 541 \$	27 447 \$	s.o. (1)
Capital de première catégorie	37 196	34 843	36 807
Capital total	44 716	42 575	42 347
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>			
Risque de crédit	232 641 \$	231 197 \$	209 559 \$
Risque de marché	42 184	35 049	30 109
Risque opérationnel	44 156	40 941	40 941
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>318 981 \$</b>	<b>307 187 \$</b>	<b>280 609 \$</b>
<b>Ratios de capital et coefficients (3)</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (1)	9,6 %	8,9 %	s.o. (1)
Ratio du capital de première catégorie	11,7 %	11,3 %	13,1 %
Ratio du capital total	14,0 %	13,9 %	15,1 %
Coefficient actif-capital (4)	16,6 X	16,0 X	16,7 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (4)	807,0 \$	742,7 \$	740,8 \$

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital de la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie et le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie sont sans objet (s.o.) pour les périodes antérieures, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013.

(2) Les ratios du capital pro forma en vertu de l'accord de Bâle III, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients pour 2012 ont été retraités pour tenir compte du report de la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit.

(3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total transitoires étaient de 11,9 %, de 11,9 % et de 13,9 %, respectivement, au 31 octobre 2013. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont calculés sur une base transitoire, conformément à la ligne directrice du BSIF sur les normes de fonds propres.

### Capital réglementaire et ratios de capital en vertu de l'accord de Bâle III

En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire comprend les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie.

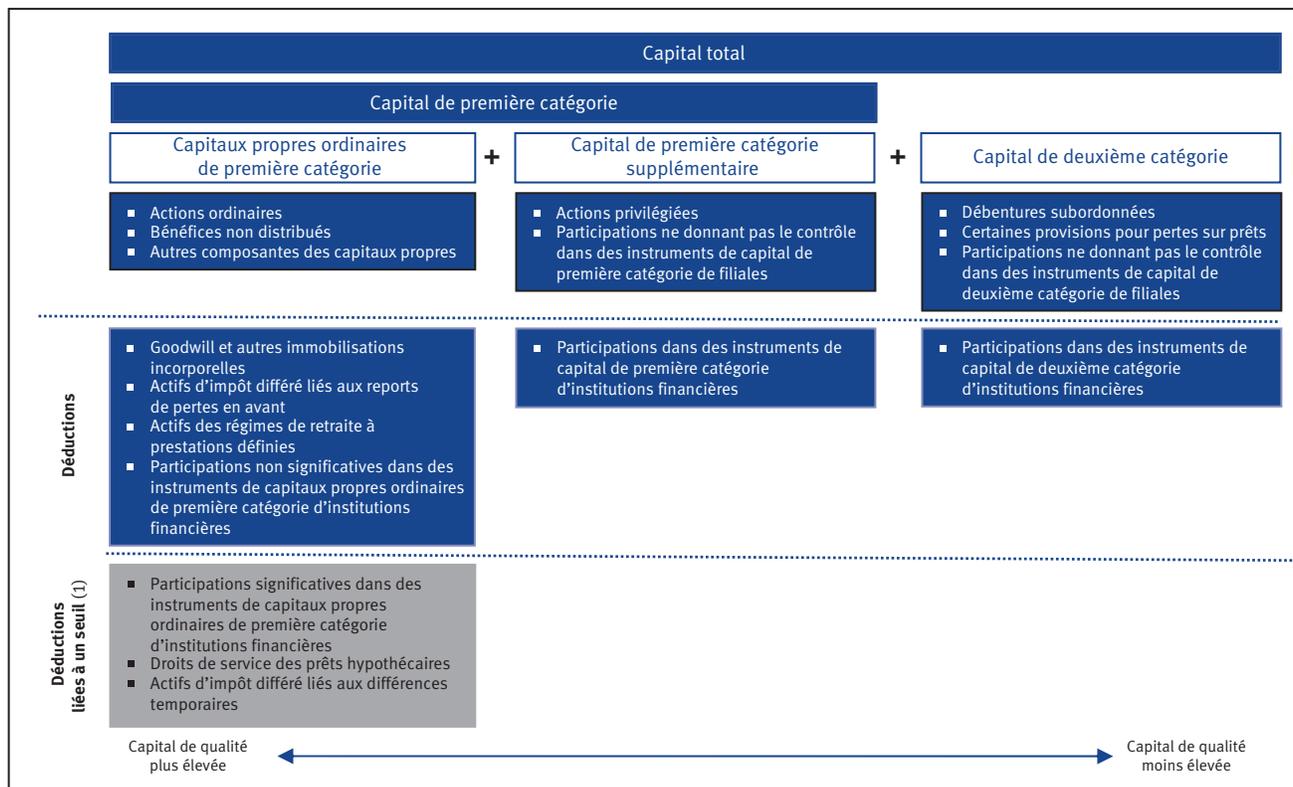
Les capitaux propres ordinaires de première catégorie comprennent le capital de la plus haute qualité. La portée des ajustements réglementaires aux termes de l'accord de Bâle III a été élargie afin d'y inclure la déduction intégrale de certains éléments ainsi que des composantes du capital supplémentaires qui sont assujettis aux déductions liées à un seuil.

Le capital de première catégorie comprend principalement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et certains autres éléments de capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie comprend des débiteures subordonnées qui satisfont à certains critères,

certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations sans contrôle dans des instruments de capital de deuxième catégorie de filiales. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques. En attendant que le CBCB examine le cadre définitif relatif au ratio de levier financier prescrit par l'accord de Bâle III, le BSIF exige que les banques canadiennes maintiennent un coefficient actif-capital (qui est calculé en divisant le montant brut de l'actif ajusté par le capital total calculé sur une base transitoire en vertu de l'accord de Bâle III) égal ou inférieur au niveau maximal prescrit par le BSIF, sur une base permanente. Tous les éléments qui sont déduits du capital sont exclus du total de l'actif.

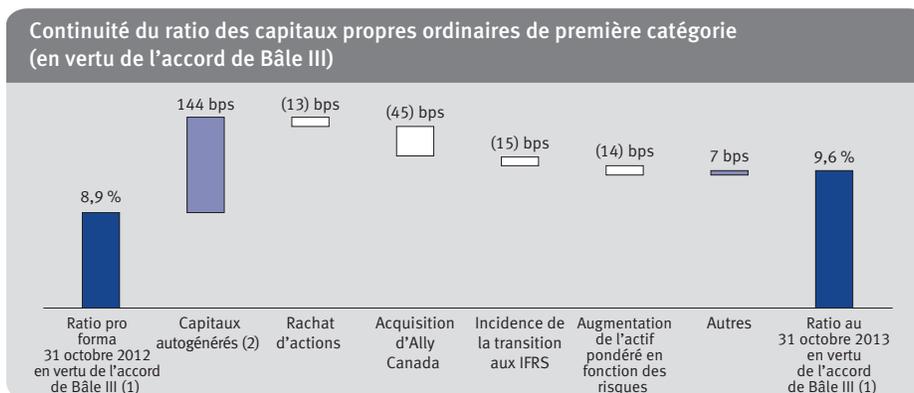
Le tableau suivant présente un sommaire des principales composantes des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie, du capital de deuxième catégorie et du capital total.



(1) Premier niveau : le montant par lequel chaque élément excède 10 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie (compte tenu de toutes les déductions, mais avant les déductions liées au seuil) sera déduit des capitaux propres ordinaires de première catégorie. Deuxième niveau : le montant total des trois éléments non déduits du montant du premier niveau ci-dessus qui excède 15 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie après les ajustements réglementaires sera déduit du capital, et le solde résiduel non déduit sera assujéti à une pondération en fonction du risque de 250 %.

	Accord de Bâle III – Méthode « tout compris »	Accord de Bâle II
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	2013	2012
<b>Capitaux propres ordinaires de première catégorie : instruments, réserves et ajustements réglementaires</b>		
Actions ordinaires admissibles directement émises (et leur équivalent dans le cas d'entités qui ne sont pas constituées en sociétés par actions)	14 607 \$	14 354 \$
Bénéfices non distribués	28 124	24 714
Autres composantes des capitaux propres (et autres réserves)	1 207	195
Actions ordinaires émises par des filiales et détenues par des tiers (montant autorisé dans les capitaux propres ordinaires de première catégorie du groupe)	11	–
Ajustements réglementaires relatifs aux capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III	(13 408)	–
<b>Capitaux propres ordinaires de première catégorie (1)</b>	<b>30 541</b>	<b>–</b>
<b>Autres éléments du capital de première catégorie : instruments et ajustements réglementaires</b>		
Autres éléments du capital de première catégorie admissibles directement émis plus primes liées au capital correspondantes	–	7 394
Instruments de capital directement émis qui seront progressivement éliminés des autres éléments du capital de première catégorie	6 652	–
Autres éléments du capital de première catégorie émis par des filiales et détenus par des tiers (montant autorisé dans le capital de première catégorie du groupe)	3	34
Ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III	–	(9 884)
<b>Autres éléments du capital de première catégorie</b>	<b>6 655</b>	
<b>Capital de première catégorie (capital de première catégorie = capitaux propres ordinaires de première catégorie + autres éléments du capital de première catégorie)</b>	<b>37 196 \$</b>	<b>36 807 \$</b>
<b>Capital de deuxième catégorie : instruments, provisions et ajustements réglementaires</b>		
Instruments de capital de deuxième catégorie admissibles directement émis plus primes liées au capital correspondantes	–	7 495
Instruments de capital directement émis qui seront progressivement éliminés du capital de deuxième catégorie	7 234	–
Instruments de capital de deuxième catégorie émis par des filiales et détenus par des tiers (montant autorisé dans le capital de deuxième catégorie du groupe)	24	–
Provisions collectives	262	191
Autres	–	221
Ajustements réglementaires appliqués au capital de deuxième catégorie en vertu de l'accord de Bâle III	–	(2 367)
<b>Capital de deuxième catégorie</b>	<b>7 520 \$</b>	<b>5 540 \$</b>
<b>Capital total (capital total = capital de première catégorie + capital de deuxième catégorie)</b>	<b>44 716 \$</b>	<b>42 347 \$</b>

(1) Les capitaux propres ordinaires de première catégorie sont une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Cette mesure est sans objet pour la période précédente, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2013.



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés de 4,4 milliards de dollars représentent le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,6 % au 31 octobre 2013, par rapport à notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie pro forma de 8,9 % au 31 octobre 2012, en hausse de 70 points de base. Ce résultat reflète principalement les capitaux autogénérés, facteur neutralisé en partie par l'acquisition d'Ally Canada, par l'application progressive de l'incidence des IFRS et par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques. Les rachats d'actions ordinaires ont donné lieu à une diminution d'environ 13 points de base du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie.

Nous estimons que notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III au 31 octobre 2013 diminuerait par suite de l'application de deux ajustements : i) environ 30 points de base, selon un facteur de 57 % relatif aux capitaux propres ordinaires de première catégorie conforme au préavis en matière d'application graduelle du BSIF, si les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit applicables en 2014 avaient actuellement pris effet et ii) environ 10 points de base si les changements futurs de méthodes comptables liés aux modifications d'IAS 19 avaient actuellement pris effet. Pour plus de détails, se reporter à la section Questions en matière de comptabilité et de contrôle ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III, qui s'est établi à 11,7 %, a augmenté de 40 points de base par rapport au ratio du capital de première catégorie pro forma en vertu de l'accord de Bâle III de 11,3 % au 31 octobre 2012, en raison principalement des facteurs relatifs au ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus. Le retrait progressif des autres instruments du capital de première catégorie non admissibles et le rachat d'actions privilégiées de série AH ont donné lieu à une diminution du ratio du capital de première catégorie de 19 points de base et de 7 points de base, respectivement.

Notre ratio du capital total, qui s'est établi à 14,0 %, a augmenté de 10 points de base par rapport au ratio du capital total pro forma de 13,9 % en vertu de l'accord de Bâle III au 31 octobre 2012, résultat qui tient essentiellement aux facteurs relatifs au ratio du capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus.

Au 31 octobre 2013, notre coefficient actif-capital était de 16,6 fois, par rapport au coefficient actif-capital pro forma de 16,0 fois au 31 octobre 2012, en raison principalement de l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, laquelle tient compte de l'acquisition d'Ally Canada, ainsi que des rachats d'actions et de l'incidence de la transition aux IFRS, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

## Actif pondéré en fonction des risques en vertu de l'accord de Bâle III

En vertu de l'accord de Bâle III, les exigences liées à l'actif pondéré en fonction des risques sont plus rigoureuses qu'en vertu de l'accord de Bâle II, et elles reflètent les éléments assujettis au seuil de pondération en fonction du risque de 250 % non déduits des capitaux propres ordinaires de première catégorie, la charge de capital accrue et la nouvelle charge de capital au titre du risque de crédit lié au facteur de corrélation de la valeur de l'actif des institutions financières et les positions ayant fait l'objet d'une compensation par l'entremise de contreparties centrales, ainsi que l'application d'une pondération à certaines déductions prévues par l'accord de Bâle II.

Le BSIF exige que les banques satisfassent à des exigences minimales de fonds propres fondées sur les risques en ce qui concerne le risque de crédit, le risque opérationnel et, si elles effectuent d'importantes activités de négociation, le risque de marché. L'actif pondéré en fonction des risques est calculé pour chacun de ces types de risque, et le total de l'actif pondéré en fonction des risques représente la somme de chacun des montants calculés. De plus, le BSIF exige que les exigences minimales de fonds propres fondées sur les risques correspondent à au moins 90 % des besoins de liquidités calculés en vertu des normes de l'accord de Bâle I. Si les besoins de liquidités sont inférieurs à 90 %, on doit procéder à un ajustement transitoire de l'actif pondéré en fonction des risques, conformément aux lignes directrices du BSIF sur les normes d'adéquation des fonds propres.

### Actif pondéré en fonction des risques

Tableau 66

	Accord de Bâle III						Accord de Bâle II
	2013						2012
	Risque (1)	Facteur de pondération moyen des risques (2)	Actif pondéré en fonction des risques				Total
Approche standardisée			Approche avancée	Autres	Total		
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)							
<b>Risque de crédit</b>							
Risques liés aux prêts et autres risques							
Prêts hypothécaires résidentiels	183 461 \$	5 %	908 \$	7 582 \$	– \$	8 490 \$	8 713 \$
Autres prêts de détail	219 150	22 %	6 198	42 220	–	48 418	38 633
Prêts aux entreprises	199 344	51 %	15 331	86 449	–	101 780	100 357
Prêts aux organismes souverains	46 302	8 %	1 687	2 223	–	3 910	3 266
Prêts aux banques	73 492	7 %	2 168	3 241	–	5 409	4 801
<b>Total des risques liés aux prêts et autres risques</b>	<b>721 749 \$</b>	<b>23 %</b>	<b>26 292 \$</b>	<b>141 715 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>168 007 \$</b>	<b>155 770 \$</b>
Risques liés aux activités de négociation							
Mise en pension de titres	251 648 \$	1 %	57 \$	2 578 \$	27 \$	2 662 \$	2 235 \$
Dérivés	67 055	25 %	3 005	13 095	389	16 489	11 908
<b>Total des risques liés aux activités de négociation</b>	<b>318 703 \$</b>	<b>6 %</b>	<b>3 062 \$</b>	<b>15 673 \$</b>	<b>416 \$</b>	<b>19 151 \$</b>	<b>14 143 \$</b>
<b>Total des risques liés aux prêts et autres risques et des risques liés aux activités de négociation</b>	<b>1 040 452 \$</b>	<b>18 %</b>	<b>29 354 \$</b>	<b>157 388 \$</b>	<b>416 \$</b>	<b>187 158 \$</b>	<b>169 913 \$</b>
Instruments d'intermédiation bancaire	1 723	99 %	–	1 712	–	1 712	1 206
Risques liés aux opérations de titrisation	40 460	17 %	280	6 509	–	6 789	6 584
Facteur scalaire réglementaire	s.o.	s.o.	s.o.	9 813	–	9 813	9 187
Autres actifs	35 234	77 %	s.o.	s.o.	27 169	27 169	22 669
<b>Total du risque de crédit</b>	<b>1 117 869 \$</b>	<b>21 %</b>	<b>29 634 \$</b>	<b>175 422 \$</b>	<b>27 585 \$</b>	<b>232 641 \$</b>	<b>209 559 \$</b>
<b>Risque de marché</b>							
Taux d'intérêt			2 509 \$	852 \$	– \$	3 361 \$	6 547 \$
Actions			322	3 008	–	3 330	1 916
Change			1 551	110	–	1 661	1 704
Marchandises			971	19	–	990	844
Risque spécifique			16 169	5 779	–	21 948	9 695
Exigence de fonds propres supplémentaire			–	10 894	–	10 894	9 403
<b>Total du risque de marché</b>			<b>21 522 \$</b>	<b>20 662 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>42 184 \$</b>	<b>30 109 \$</b>
<b>Risque opérationnel</b>			<b>44 156 \$</b>	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>	<b>44 156 \$</b>	<b>40 941 \$</b>
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>1 117 869 \$</b>		<b>95 312 \$</b>	<b>196 084 \$</b>	<b>27 585 \$</b>	<b>318 981 \$</b>	<b>280 609 \$</b>

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision pour prêts non douteux ou de toute réduction de valeur partielle et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit ni les garanties détenues.

(2) Représente le facteur de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

### 2013 (en vertu de l'accord de Bâle III) par rapport à 2012 (ratio pro forma en vertu de l'accord de Bâle III)

Au cours de l'exercice, l'actif pondéré en fonction des risques s'est établi à 319 milliards de dollars, en hausse de 12 milliards, par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques pro forma en vertu de l'accord de Bâle III de 307 milliards pour 2012, en raison principalement de la pondération en fonction des risques accrue liée au risque de marché découlant de l'accroissement des risques liés aux activités de négociation, de l'incidence du change sur le risque de crédit et de l'acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la révision de nos paramètres de gestion des risques, ainsi que par nos mesures de gestion des risques et d'optimisation du bilan en cours.

## Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 :

Principales activités de gestion du capital		Tableau 67	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	2013		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Capital de première catégorie</b>			
Actions ordinaires émises			
Options sur actions exercées (1)		2 528	121 \$
Actions achetées aux fins d'annulation		(6 775)	(67)
Actions privilégiées			
Rachat d'actions privilégiées de série AH	2 juillet 2013	(8 500)	(213)
<b>Capital de deuxième catégorie</b>			
Émission de débetures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (2)	6 décembre 2012		2 000
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 11 mars 2018 (2)	13 mars 2013		(1 000)
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 6 juin 2018 (2)	6 juin 2013		(1 000)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Dividendes

Notre politique relative aux dividendes sur actions ordinaires reflète nos perspectives en ce qui concerne le bénéfice, notre ratio de distribution cible, ainsi que le besoin de maintenir des niveaux de capital adéquats pour financer les occasions d'affaires. En 2013, le ratio de distribution s'est élevé à 45 %, soit un résultat conforme à notre ratio de distribution cible de 40 % à 50 %. Les dividendes sur actions ordinaires versés au cours de l'exercice se sont établis à 3,7 milliards de dollars.

Principales données concernant les actions (1)		Tableau 68							
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	2013			2012			2011		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 441 056	14 377 \$	2,53 \$	1 445 303	14 323 \$	2,28 \$	1 438 376	14 010 \$	2,08 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation									
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	1,15	8 000	200	1,15	8 000	200	1,15
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	1,11	8 000	200	1,11	8 000	200	1,11
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13
À dividende non cumulatif, série AH	–	–	0,86	8 500	213	1,41	8 500	213	1,41
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400	1,25	16 000	400	1,25	16 000	400	1,25
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	1,40	12 000	300	1,40	12 000	300	1,40
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225	1,56	9 000	225	1,56	9 000	225	1,56
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275	1,56	11 000	275	1,56	11 000	275	1,56
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350	1,56	14 000	350	1,56	14 000	350	1,56
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275	1,56	11 000	275	1,56	11 000	275	1,56
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400	1,56	16 000	400	1,56	16 000	400	1,56
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325	1,53	13 000	325	1,53	13 000	325	1,53
Actions propres – privilégiées	47	1		42	1		(6)	–	
Actions propres – ordinaires	666	41		543	30		146	8	
Options sur actions									
En cours	10 604			12 304			14 413		
Pouvant être exercées	5 711			6 544			8 688		
Dividendes									
Actions ordinaires		3 651			3 291			2 979	
Actions privilégiées		253			258			258	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Le 25 octobre 2013, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos titres de fiducie de capital de série 2013 d'un montant de 900 millions de dollars, pour la valeur nominale. Nous prévoyons effectuer le remboursement d'ici le 31 décembre 2013 et le financer à même nos fonds d'administration générale.

Le 28 octobre 2013, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto (TSE) avait approuvé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Les rachats pourront être effectués entre le 1<sup>er</sup> novembre 2013 et le 31 octobre 2014. Les rachats pourront être effectués par l'intermédiaire de la TSE et de la Bourse de New York ainsi que par l'intermédiaire d'autres Bourses et marchés publiés désignés, au Canada et aux États-Unis. Les actions seront rachetées à leur cours au moment du rachat. Nous déterminerons le montant et le moment des rachats en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités uniquement après consultation avec le BSIF. Au 4 décembre 2013, nous n'avons pas racheté d'actions en vertu de cette offre publique de rachat se terminant en 2014.

Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente a débuté le 1<sup>er</sup> novembre 2012 et a pris fin le 31 octobre 2013. Nous avons racheté 6,8 millions de nos actions ordinaires dans le cadre de cette offre. Le coût total du rachat d'actions s'est établi à 408 millions de dollars et il se compose d'une valeur comptable de 67 millions et d'une prime supplémentaire de 341 millions payée lors du rachat.

Le 4 novembre 2013, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées d'un capital de 1 milliard de dollars échéant le 4 novembre 2018, pour leur valeur nominale majorée des intérêts courus. Le remboursement a été financé à l'aide de nos fonds d'administration générale.

Au 29 novembre 2013, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 441 058 114 et à 10 601 928, respectivement. Au 29 novembre 2013, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à (48 463) et à (950 654), respectivement.

### Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. Nous assurons la concordance du taux de conversion du capital avec notre ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie, lequel est établi dans notre plan relatif au capital. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'attribution du capital à chaque secteur d'exploitation pourrait varier en raison des changements apportés au cadre réglementaire, tels que le report de la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, et la mise en œuvre du supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le capital attribué est calculé et attribué en fonction d'un plus grand nombre de risques, comparativement aux exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III, lesquelles sont calibrées principalement en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation) et du risque opérationnel. Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales, ce qui correspond au capital requis pour demeurer solvable dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre objectif qui consiste à maintenir une notation d'au moins AA. Le capital économique est calculé en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque opérationnel, du risque commercial, du risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi que du risque d'assurance, et il comprend l'attribution du capital lié au goodwill et aux autres immobilisations incorporelles. Les risques communs entre les deux cadres sont alignés de façon à refléter les exigences accrues en matière de capital réglementaire.

- Le risque commercial est le risque de pertes ou de préjudices dus à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies.
- Le risque lié aux immobilisations corporelles constitue le risque que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable.

Se reporter à la rubrique sur la gestion du risque pour une analyse plus détaillée du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et du risque d'assurance.

Par ailleurs, le capital attribué sert à évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux disponibles qui excède considérablement le capital économique. Le capital disponible se définit comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les autres instruments de capital semblables à des titres de participation et qui permettent d'absorber les pertes, tels que les actions privilégiées.

Le calcul et l'attribution du capital nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements par la direction. Ceux-ci font l'objet d'une surveillance dans le but de garantir que le cadre de gestion du capital économique demeure exhaustif et uniforme. Les modèles sont comparés avec les principales pratiques du secteur au moyen de sondages, d'examen des méthodes et des relations permanentes établies avec des professionnels du secteur spécialisés en gestion des risques.

L'information qui suit comporte une analyse de notre capital attribué :

Capital attribué	Tableau 69	
(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Risque de crédit	11 800 \$	9 550 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 300	3 800
Risque opérationnel	4 050	3 750
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 650	2 750
Risque d'assurance	500	450
Goodwill et immobilisations incorporelles	10 750	9 800
Attribution du capital réglementaire	3 400	4 100
Capital attribué	36 450 \$	34 200 \$
Sous-attribution de capital	5 200	2 550
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	-	400
<b>Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>41 650 \$</b>	<b>37 150 \$</b>

### 2013 par rapport à 2012

Le capital attribué a augmenté de 2,3 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation du risque de crédit reflétant l'accroissement des activités et les variations des taux, de l'accroissement du risque lié au goodwill et aux immobilisations incorporelles reflétant l'acquisition d'Ally Canada, de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles liées à certaines activités, et des profits de change.

L'augmentation découle également de l'accroissement du risque opérationnel tenant à la croissance des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du risque de marché, laquelle découle essentiellement des mises à jour annuelles de nos méthodes, ainsi que de la diminution de l'ajustement du capital réglementaire de 0,7 milliard de dollars découlant de la non prise en compte de l'ajustement de l'évaluation du crédit par suite de la décision du BSIF de reporter l'application jusqu'en 2014.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques importants. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent, puisque nous avons conservé des capitaux additionnels en prévision des exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale. Pour plus de détails sur ces exigences, se reporter au tableau 63, lequel présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF.

### Capital affecté aux filiales

Notre cadre de gestion du capital comprend la gestion du capital affecté aux filiales. Nous investissons le capital à l'échelle de l'entreprise, afin de satisfaire aux exigences des autorités de réglementation locales en matière d'adéquation des fonds propres et de maximiser les rendements pour nos actionnaires. Nous investissons dans nos filiales au besoin au cours de l'exercice. Nous établissons des lignes directrices pour déterminer les investissements de capitaux dans nos filiales et pour gérer le lien qui existe entre les capitaux investis dans les filiales et notre capital consolidé pour nous assurer un accès au capital dont il est tenu compte pour mesurer le capital réglementaire consolidé.

Chaque filiale est responsable d'assurer sa conformité aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres prescrites par les autorités de réglementation locales, lesquelles pourraient comprendre des restrictions liées au transfert d'actifs sous forme d'espèces, de dividendes, de prêts ou d'avances. Actuellement, la Trésorerie générale est responsable des activités de surveillance centralisée et des activités de gestion du capital consolidé de toutes les filiales.

### Autres facteurs influant sur le capital

Le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres dans d'autres entités se fonde sur diverses lignes directrices d'ordre comptable et réglementaire et sur le montant ou la nature du placement. Nous avons recours aux trois démarches générales suivantes :

- Consolidation : nous effectuons la consolidation intégrale des entités dans lesquelles nous détenons une participation conférant le contrôle dans nos bilans consolidés. Dans le cas des coentreprises, nous appliquons la méthode de la consolidation proportionnelle.
- Déduction : certains titres détenus sont portés en déduction aux fins du calcul du capital réglementaire. Ces titres comprennent tous les « intérêts de groupe financier » non consolidés tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur les banques* (Canada), ainsi que tous les placements dans des filiales d'assurance.
- Pondération des risques : un facteur de pondération des risques est attribué aux placements en titres de capitaux propres non consolidés qui ne sont pas portés en déduction du capital, en fonction du taux prescrit aux fins du calcul des charges de capital.

### Approche aux fins de l'établissement du capital réglementaire utilisée pour déterminer les risques liés aux activités de titrisation

En ce qui concerne les risques liés aux activités de titrisation, nous avons recours à une approche d'évaluation interne des risques liés à notre PCAA, ainsi qu'à des approches fondées sur des notations et à des approches standardisées en ce qui concerne les risques liés aux autres activités de titrisation.

Bien que les méthodes d'établissement de notations en vertu de notre approche d'évaluation interne soient basées en grande partie sur les critères publiés par les organismes externes d'évaluation du crédit (OEEC) tels que S&P et qu'elles soient en conséquence analogues aux méthodes qu'utilisent ces organismes, elles ne sont pas identiques à ces méthodes. Notre processus d'établissement des notations consiste notamment à comparer le rehaussement de crédit disponible relatif à une structure de titrisation avec le niveau des pertes prévues en période de tensions. Le degré de gravité des tensions utilisé est déterminé au moyen du profil de risque désiré relatif à la transaction. Par conséquent, nous attribuons un degré de gravité des tensions plus élevé aux flux de trésorerie liés à une transaction donnée de manière à établir une notation plus élevée. À l'inverse, des notations moins élevées sont établies dans le cas des transactions à l'égard desquelles le degré de gravité des tensions utilisé est plus faible.

La plupart des autres risques liés aux transactions de titrisation auxquels nous sommes exposés (autres que ceux liés au PCAA) sont assortis de notations externes, et nous utilisons la moins élevée de nos notations internes ou la notation externe la plus faible pour déterminer l'attribution du capital qui est appropriée pour ces positions. Nous comparons périodiquement nos notations internes avec celles des OEEC, afin de nous assurer que les notations des OEEC sont raisonnables.

La Gestion des risques du Groupe est responsable de l'évaluation de tous les risques en matière de capital liés au portefeuille d'intermédiation bancaire. La Gestion des risques du Groupe est indépendante des secteurs d'activité où surviennent les risques liés aux activités de titrisation et elle effectue parfois ses propres analyses en collaboration avec les secteurs d'activité concernés, mais elle demeure dans tous les cas indépendante de ces secteurs. La Gestion des risques du Groupe a élaboré des lignes directrices concernant les critères spécifiques relatifs aux catégories d'actifs, qui précisent les méthodes d'établissement des notations pour chaque catégorie d'actifs. Les lignes directrices font l'objet d'examen périodiques et elles sont assujetties au processus de reproduction des notations prévu par le pilier I de l'accord de Bâle.